



POLICE LOCALE SCHAERBEEK/EVERE/SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
LOKALE POLITIE SCHAARBEK/EVERE/SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL DE POLICE DU 19 DÉCEMBRE 2023
POLITIERAAD VAN 19 DECEMBER 2023

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Cécile Jodogne, *Présidente du Conseil de Police/Voorzitster van de Politieraad* ;
Emir Kir, Ridouane Chahid, *Bourgmestres/Burgemeesters* ;
Hicham Talhi, Yusuf Yildiz, Leïla Lahssaini, Adelheid Byttebier, Döne Sönmez, Angelina Chan, Ibrahim Donmez, Arnaud Michel Verstraete, Quentin van den Hove d'Ertsenryck, Jean-Luc Muleo, Alessandro Zappala, Martine Raets, Halil Disli, Frédéric Roekens, Mohamed Echouel, Dirk Langhendries, *Conseillers de police/Politieraadsleden* ;
Olivier Slosse, *Chef de Corps/Korpschef* ;
Claire Devoet, *Secrétaire/Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Emel DOGANCAN, Taoufik Ben Addi , Michel De Herde , Lucie Petre , Marie Nyssens, Abdesselam Smahi, Mehmet Bilge, Yuri De Belder, Elyass El Yakoubi, *Conseillers de police/Politieraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Finances - Financiën

1 Patrimoine - Immeuble sis chaussée de Louvain 658 à 1030 Schaerbeek - Approbation de l'acte authentique de cession de droit d'emphytéose, en ce compris la reprise des droits sur le bâtiment dénommé « Technomeiser », pour cause d'utilité publique.

1. Bases légales :

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment l'article 117, 135 et 232 de cette loi ;

Vu loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 11 et 85 de cette même loi ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;

Vu l'article 28, § 1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la décision du Conseil de police du 29 juin 2020 relative à l'acquisition de l'immeuble – lettre d'intention ;

Vu le rapport d'expertise du CAIR (Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional) du 6 juillet 2020 ;

Vu la décision du Conseil de police du 15 décembre 2020 approuvant la convention de cession ;

Vu la convention de cession du 7 janvier 2021 ;

Vu la décision du conseil d'administration de Citydev du 22 janvier 2021 ;

Vu la décision du Collège de police du 25 mars 2021 approuvant le paiement de l'acompte au vendeur ;

Vu la décision du Collège de police du 26 janvier 2023 de poursuivre les négociations suite au dépassement du délai de livraison du bien ;

Vu la décision du Collège de police du 28 septembre 2023 contenant la désignation du notaire ;

Vu la décision du conseil d'administration de Citydev du 13 novembre 2023 ;

Vu le second rapport d'expertise du CAIR (Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional) du 31 octobre 2023 ;

2. Antécédents :

Considérant que la zone de police cherche depuis 2018 à disposer de nouveaux espaces de bureaux pour ses différents services ;

Considérant que l'immeuble situé chaussée de Louvain 658 à 1030 Schaerbeek (entre la Chaussée de Louvain et la Rue Evenepoel) appartenant à la SRIB (S.A. Bruservices), est construit sur la propriété de Citydev (tréfoncier) dont la SRIB est l'emphytéote (canon annuel indexé de 17.222,61 €) ;

Considérant que la zone de police et la SRIB (S.A. Bruservices) ont signé une lettre d'intention relative à l'accord de principe de l'acquisition, approuvée par le Conseil de police du 29 juin 2020 ;

Considérant que le 7 janvier 2021, la zone de police et les représentants de la SRIB ont signé une convention de cession relative à la cession d'un droit d'emphytéose sur la parcelle et sur la cession de l'immeuble y bâti dénommé « Technomeiser » (ci-après le Bien) ;

Considérant que le bien concerné était occupé en vertu d'une convention d'occupation précaire passée entre la Cédante et la Région de Bruxelles-Capitale, convention à laquelle la Cessionnaire n'est pas partie ;

Considérant que la Convention prévoyait que le Bien serait délivré à la Cessionnaire après la fin de cette occupation et des formalités d'état des lieux soit, en principe, en avril 2022 et en tous cas au plus tard le 7 janvier 2023 ; Considérant que la Cédante a souhaité prolonger ce délai car, nonobstant l'application de l'article 10 de La Convention, par lequel la Cédante s'était engagée à ce que l'occupation temporaire du Bien n'impacte pas le délai prévu pour sa délivrance, elle était dans l'impossibilité matérielle de respecter ce délai ; Considérant que la Cessionnaire a accepté le principe de cette prolongation, en le soumettant toutefois à certaines conditions;

Considérant que le Bien a été affecté par un incendie, qui a frappé l'Immeuble au cours du 1er semestre 2023, et que les occupants ont été contraints de quitter les lieux ;

Considérant que la volonté commune des parties est de passer l'acte de cession avant la fin de l'année ;

3. Motivation :

Considérant que le projet d'acte prévoit la reprise par la zone de police du droit d'emphytéose sur la parcelle sise en retrait de la chaussée de Louvain et de la rue Evenepoel, cadastrée ou l'ayant été sous Schaerbeek, section C, numéro 97t, pour une superficie de vingt-quatre ares quatre-vingt centiares et affectée à la construction d'un bâtiment pour entreprises, en ce compris la reprise des droits sur le bâtiment dénommé « Technomeiser » ;

Que diverses servitudes ont été constituées au profit de la parcelle, à savoir : - une servitude grevant la

parcelle voisine au profit de la parcelle permettant de disposer de vue et de jour ; - une servitude de passage existante sur la parcelle voisine au profit de la parcelle, destinée notamment à permettre l'évacuation vers la Chaussée de Louvain des occupants de l'immeuble en cas de sinistre ou d'incendie ;

Que, aux termes d'un acte reçu par le notaire Daniel Pauporte, à Bruxelles, le 7 novembre 1995, la SDRB a constitué un droit d'emphytéose sur le bien au profit de la SA SDBI (anciennement IDIM), pour une durée de 60 ans prenant cours le 7 novembre 1995 et se terminant le 6 novembre 2055, avec possibilité de prorogation pour une durée de 39 ans ; Que, aux termes d'un acte reçu par le notaire Stephan Borremans, à Schaerbeek, le 23 juin 2010, la SDRB a consenti à BRUSERVICES la reconduction anticipée et automatique de son droit d'emphytéose sur la parcelle à l'expiration de la période prenant fin le 6 novembre 2055 pour une nouvelle période de 39 ans prenant fin le 6 novembre 2094 ;

Considérant que la cession est consentie pour le prix de 5.050.000,00 € (cinq millions cinquante mille euros) ;

Considérant que l'expertise du Comité d'acquisition du 6 juillet 2020 a estimé la valeur vénale de l'emphytéose du bien à 5.055.000,00 € ; Qu'il a estimé le 31 octobre 2023 qu'il convient de maintenir le prix unitaire de 900 €/m² repris dans son estimation du 6 juillet 2020 ;

Considérant l'accord formel du conseil d'administration du tréfoncier (CityDev) pour la dérogation aux critères d'activité afin de permettre à la zone de police de s'y implanter ;

Considérant que l'acquisition du bâtiment doit permettre d'améliorer le fonctionnement de l'organisation en regroupant les services de l'état-major sur un seul site, d'anticiper les conséquences des évolutions de l'environnement sur le déploiement des unités opérationnelles, et de mettre fin aux occupations précaires ou dans des bâtiments vétustes ;

Considérant que l'immeuble est relativement récent (construit en 1996), qu'il compte un nombre élevé d'emplacements de parking intérieurs sur 2 niveaux avec double sens de circulation (au total 109 places) ;

Que le bâtiment comprend une surface totale de +/- 6.570,-m² bruts, que sa structure existante permet une implantation souple, rationnelle et adaptable assez aisément dans le temps et comporte des avantages en termes d'accessibilités existantes potentiellement intéressantes (proximité de nombreux transports en commun (train (gare Meiser)-Metro-Trams-Bus), proximité de grands axes routiers (autoroute, boulevards, ...), localisation plus centralisée pour l'Etat Major, proximité de nombreuses zones d'activité et services) ;

Considérant que l'immeuble comporte deux accès piétonniers séparés (à l'avant via la chaussée de Louvain, à l'arrière via la rue Henri Evenepoel) et deux accès carrossables (à l'avant via la chaussée de Louvain donnant accès de plein pied au parking interne (niv.-1), à l'arrière via la rue Henri Evenepoel permettant de déposer des passagers) ;

Considérant que, en interne, l'immeuble comporte des niveaux bien desservis (deux noyaux bien séparés desservant les différents niveaux et comprenant chacun 2 ascenseurs et 1 escalier) ;

Considérant qu'il est prévu que le prix sera payé en deux tranches : 505.000,00 € payés après la signature de la convention de cession ; le solde, soit 4.545.000,00 € , le cas échéant réduit du montant des dommages évalués par l'expert, sera payé lors de la signature de l'acte authentique de cession ;

Qu'il est ainsi prévu que si les lieux ont été modifiés ou altérés d'une quelconque façon, ceci constituera un dommage pour la zone qui sera évalué par un expert et que ce dommage sera déduit du solde du prix ;

Qu'elles conviennent du fait qu'à défaut de disposer d'une estimation définitive de la valeur des

dommages et modifications apportées à l'Immeuble pour décembre, l'acte de cession sera néanmoins passé par les parties, étant entendu que la Zone de Police retiendra alors une fraction de la somme due pour la cession dans l'attente de cette estimation définitive ; la Zone de Police ne versant alors que l'incontestablement dû lors de la signature de l'acte ;

Qu'il s'agit d'une acquisition de gré à gré avec reprise des droits d'emphytéose pour cause d'utilité publique ;

Que l'acte sera passé devant les notaires Marcelis et Vincke, chaque partie ayant choisi son propre notaire ;

Considérant que, conformément à l'article 28, § 1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application de cette loi, sous réserve du paragraphe 2 de cet article, les marchés publics de services ayant pour objet l'acquisition ou la location, quelles qu'en soient les modalités financières, de terrains, de bâtiments existants ou d'autres biens immeubles ou concernant des droits sur ces biens ;

4. Conséquences financières :

Considérant que la dépense sera imputée à l'article 330/712-60 du budget extraordinaire 2020.

Considérant que la cession est consentie pour le prix maximal de 5.050.000,00 € (cinq millions cinquante mille euros) ;

Considérant que son coût d'aménagement est actuellement évalué entre 3.000.000,00 € et 4.000.000,00 € ;

Considérant que le canon annuel indexé actuel est de 17.222,61 € ;

5. Décision : par appel nominal

Compte tenu de tous ces éléments, le Conseil de police décide :

1. d'acquérir par acte authentique pour cause d'utilité publique le droit d'emphytéose sur la parcelle sise en retrait de la chaussée de Louvain et de la rue Evenepoel, cadastrée ou l'ayant été sous Schaerbeek, section C, numéro 97t, pour une superficie de vingt-quatre ares quatre-vingt centiares et affectée à la construction d'un bâtiment pour entreprises, en ce compris la reprise des droits sur le bâtiment dénommé « Technomeiser » pour le prix maximal de 5.050.000 € ;
2. de confier au Collège la procédure d'acquisition et, dès lors, de le charger de signer l'acte authentique ;
3. d'imputer la dépense à l'article budgétaire 330/712-60 du budget extraordinaire 2020 ;
4. de financer la dépense par un emprunt.
5. La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge les pouvoirs locaux

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Patrimonium – Gebouw gelegen Leuvensesteenweg 658 te 1030 Schaarbeek – Goedkeuring van de authentieke akte van overdracht van erfpacht, inbegrepen de overname van de rechten op het gebouw genaamd “Technomeiser”, voor het algemeen belang.

1. Wettelijke basis

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 117, 135 en 232 van deze wet ;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met name de artikelen 11 en 85 van deze wet ;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de meergemeentelijke politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen ;

Gelet op het artikel 28, § 1, 1^o van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beslissing van de Politieraad van 29 juni 2020 met betrekking tot de verwerving van het gebouw – intentieverklaring ;

Gelet op het schattingsverslag van het Gewestelijk Comité tot aankoop van onroerende goederen (GCAO) van 6 juli 2020;

Gezien het besluit van de Politieraad van 15 december 2020 tot goedkeuring van de overdrachtsovereenkomst;

Gezien de overdrachtsovereenkomst van 7 januari 2021;

Gezien het besluit van de Raad van Bestuur van Citydev van 22 januari 2021;

Gezien het besluit van het Politiecollege van 25 maart 2021 tot goedkeuring van de betaling van de waarborgsom aan de verkoper;

Gezien het besluit van het Politiecollege van 26 januari 2023 om de onderhandelingen voort te zetten naar aanleiding van de vertraging in de levering van het pand;

Gelet op het besluit van het Politiecollege van 28 september 2023 inhoudende de benoeming van de notaris;

Gezien de beslissing van de Raad van Bestuur van Citydev van 13 november 2023;

Gezien het tweede schattingsverslag van het Gewestelijk Comité tot aankoop van onroerende goederen (GCAO) van 31 oktober 2023;

2. Wat voorafging

Overwegende dat de politiezone sinds 2018 op zoek is naar nieuwe kantoorruimte voor haar verschillende diensten;

Overwegende dat het gebouw gelegen aan de Leuvensesteenweg 658 in 1030 Schaarbeek (tussen de Leuvensesteenweg en de Evenepoelstraat) dat toebehoort aan de GIMB (nv Bruservices), gebouwd is op de eigendom van Citydev (GOMB)(ondergrond) waarvan de GIMB erfpachter is (geïndexeerde jaarlijkse canon van 17.222,61 €);

Overwegende dat de politiezone en de GIMB (nv Bruservices), een intentieverklaring hebben ondertekend met betrekking tot het principeakkoord van de verwerving, goedgekeurd door de Politieraad op 29 juni 2020;

Overwegende dat de politiezone en de vertegenwoordigers van de GIMB op 7 januari 2021 een overdrachtsovereenkomst hebben ondertekend met betrekking tot de overdracht van een erfpachtsovereenkomst op het perceel grond en de overdracht van het gebouw op het perceel dat bekend staat als "Technomeiser" (hierna "het Goed" genoemd);

Overwegende dat het goed in kwestie werd bewoond in het kader van een overeenkomst preciaire bewoning tussen de Overdrager en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een overeenkomst waarbij de Overnemer geen partij is;

Overwegende dat in de overeenkomst was bepaald dat het goed aan de Overnemer zou worden opgeleverd na afloop van dit gebruik en van de formaliteiten voor de plaatsbeschrijving, d.w.z. in principe in april 2022 en in elk geval uiterlijk op 7 januari 2023; Overwegende dat de Overdrager deze termijn wenste te verlengen omdat, niettegenstaande de toepassing van artikel 10 van de Overeenkomst, waarbij de Overdrager zich ertoe verbond dat de tijdelijke bezetting van het Goed geen invloed zou hebben op de termijn voor de oplevering ervan, het voor hem materieel onmogelijk was om deze termijn na te leven; Overwegende dat de Overnemer het principe van deze verlenging aanvaardde, evenwel onder bepaalde voorwaarden;

Overwegende dat het goed getroffen werd door een brand die het gebouw trof in de eerste helft van 2023 en dat de bewoners gedwongen waren het pand te verlaten;

Overwegende dat het de gezamenlijke wens van de partijen is om de overdrachtsakte voor het einde van het jaar te ondertekenen;

3. Motivering

Overwegende dat de ontwerpakte voorziet in de overname door de politiezone van het recht van erfpacht op het perceel gelegen achter de Leuvensesteenweg en de Evenepoelstraat, ingeschreven of ingeschreven geweest te Schaarbeek, sectie C, nummer 97t, met een oppervlakte van vierentwintig aren en tachtig centiareen en bestemd voor de oprichting van een handelsgebouw, met inbegrip van de overname van de rechten op het gebouw gekend onder de naam "Technomeiser";

Dat verschillende erfdiensbaarheden zijn verleend ten gunste van het perceel, namelijk : - een erfdiensbaarheid ten laste van het naburige perceel ten gunste van het perceel dat toelaat over zicht en licht te beschikken; - een bestaand recht van doorgang op het naburige perceel ten gunste van het perceel, met name bedoeld om de bewoners van het gebouw te kunnen evacueren naar de Leuvensesteenweg in geval van een ongeval of brand;

Dat de GOMB, bij akte verleden voor notaris Daniel Pauporte te Brussel op 7 november 1995, aan de NV SDBI (voorheen IDIM) een erfpacht heeft toegekend voor het goed voor een duur van 60 jaar, ingaande op 7 november 1995 en eindigend op 6 november 2055, met mogelijkheid tot verlenging voor een duur van 39 jaar; Dat, onder de voorwaarden van een akte ontvangen door notaris Stephan Borremans, te Schaarbeek, op 23 juni 2010, de GOMB aan BRUSERVICES de vervroegde en automatische verlenging heeft toegestaan van haar erfpacht op het perceel op het einde van de periode eindigend op 6 november 2055 voor een nieuwe periode van 39 jaar eindigend op 6 november 2094 ;

Overwegende dat de overdracht is overeengekomen voor de prijs van € 5.050.000,00 (vijf miljoen vijftigduizend euro);

Overwegend dat het Overnamecomité op 6 juli 2020 de marktwaarde van de erfpacht op het onroerend goed heeft geschat op €5.055.000,00; Overwegend dat het op 31 oktober 2023 heeft geschat dat de eenheidsprijs van €900/m² die in zijn schatting van 6 juli 2020 is opgenomen, moet worden gehandhaafd;

Gezien het formele akkoord van de raad van bestuur van de grondeigenaar (CityDev) om af te zien van de activiteitscriteria om de politiezone daar te kunnen vestigen;

Overwegende dat de aankoop van het gebouw het mogelijk moet maken de werking van de organisatie te verbeteren door de stafdiensten op één locatie te groeperen, te anticiperen op de gevolgen van veranderingen in de omgeving voor de inzet van operationele eenheden en een einde te maken aan preciaire bewoning of bewoning in vervallen gebouwen;

Overwegende dat het gebouw relatief recent is (gebouwd in 1996), dat het een groot aantal overdekte parkeerplaatsen heeft op 2 niveaus met tweerichtingsverkeer (in totaal 109 plaatsen);

Dat het gebouw een totale bruto vloeroppervlakte heeft van +/- 6.570m², dat de bestaande structuur een flexibele, rationele en aanpasbare indeling mogelijk maakt die in de loop van de tijd vrij gemakkelijk kan worden aangepast en dat het voordelen biedt op het vlak van bestaande potentieel interessante toegangspunten (nabijheid van talrijke openbaarvervoersdiensten (trein (Meiser-station)-Metro-Trams-Bus), nabijheid van grote wegen (autosnelwegen, boulevards, enz.), meer gecentraliseerde locatie voor het algemeen personeel, nabijheid van talrijke handels- en dienstzones);

Overwegende dat het gebouw twee aparte toegangen voor voetgangers heeft (aan de voorzijde via de Leuvensesteenweg, aan de achterzijde via de Henri Evenepoelstraat) en twee toegangen voor voertuigen (aan

de voorzijde via de Leuvensesteenweg die gelijkvloers toegang geeft tot de interne parkeergarage (niveau -1), aan de achterzijde via de Henri Evenepoelstraat waar passagiers kunnen worden afgezet);

Overwegende dat het gebouw intern goed bediende niveaus heeft (twee goed gescheiden kernen die de verschillende niveaus bedienen en die elk 2 liften en 1 trap bevatten);

Overwegende dat het de bedoeling is dat de prijs in twee termijnen wordt betaald: 505.000,00 euro betaald na ondertekening van de overdrachtsovereenkomst; het saldo, dat wil zeggen 4.545.000,00 euro, eventueel verminderd met het bedrag van de door de expert vastgestelde schade, zal worden betaald bij de ondertekening van de overdrachtsakte;

Dat aldus is bepaald dat indien het pand op enigerlei wijze is gewijzigd of veranderd, dit schade aan de politiezone zal vormen die zal worden vastgesteld door een expert en dat deze schade in mindering zal worden gebracht op het saldo van de prijs;

Dat zij overeenkomen dat bij gebrek aan een definitieve schatting van de waarde van de schade en de wijzigingen die voor december aan het gebouw zijn aangebracht, de akte van overdracht niettemin door de partijen zal worden ondertekend, met dien verstande dat de Politiezone dan een fractie van het voor de overdracht verschuldigde bedrag zal inhouden in afwachting van deze definitieve schatting; de Politiezone zal dan pas het onbetwistbaar verschuldigde bedrag betalen wanneer de akte wordt ondertekend;

Dat het gaat om een onderhandse aankoop met overname van de erfpachtrechten om redenen van algemeen belang;

Dat de akte zal worden verleden voor de notarissen Marcelis en Vincke, waarbij elke partij haar eigen notaris heeft gekozen;

Overwegend dat, overeenkomstig artikel 28, § 1, 1^o van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, de overheidsopdrachten voor diensten die de verwerving of de huur, ongeacht de financiële voorwaarden, van gronden, bestaande gebouwen of andere onroerende goederen of betreffende rechten op deze goederen tot voorwerp hebben, niet onderworpen zijn aan de toepassing van die wet, onder voorbehoud van paragraaf 2 van dat artikel;

4. Financiële gevolgen

Overwegende dat de uitgave zal aangerekend worden op het artikel 330/712-60 van de buitengewone begroting 2020.

Overwegende dat de overdracht wordt overeengekomen voor de maximale prijs van 5.050.000 € (vijf miljoen vijftigduizend euro); Dat de kost voor aanpassingen geschat wordt tussen 3.000.000,00 € en 4.000.000,00 € ;

Overwegende dat de huidige jaarlijks geïndexeerde canon 1 7.222,61 € bedraagt ;

BESLUIT: bij hoofdelijke stemming

Rekening houdend met al deze elementen, beslist de Politieraad :

1. voor het algemeen belang, onder de opschortende voorwaarden vermeld in de overeenkomst, de erfpacht te verwerven via authentieke akte, op het perceel achteruit gelegen van de Leuvensesteenweg en de Evenepoelstraat, gekadastraerd of gekadastraerd geweest onder Schaarbeek, sectie C, nummer 97t, voor een oppervlakte van vierentwintig aren tachtig centiaren en toegewezen aan de bouw van een pand voor bedrijven, inbegrepen de overname van de rechten op het gebouw genaamd "Technomeiser" tegen de maximale prijs van € 5.050.000,00 ;
2. het Politiecollege te belasten met de formaliteiten van deze verwerving en derhalve het te belasten met het ondertekenen van de authentieke akte ;
3. de uitgave in de schrijven onder artikel 330/712-60 van de buitengewone begroting 2020 ;
4. de uitgave met een lening te financieren

5. De huidige beraadslaging zal doorgestuurd worden naar de Heer Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor de lokale besturen.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Marchés publics - Overheidsopdrachten

2 Protocole de coopération interzonale du 25 septembre 2023 pour le développement, l'utilisation et la maintenance de solutions policières avec la zone de police d'Anvers – Approbation de la ratification et signature- Prise de connaissance – (Dossier 2023/166 - ID 1212)

1. Dispositions légales

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale;

Vu l'article 31 de la loi sur les marchés publics du 17 juin 2016;

Vu l'article 7/1, 1° de la loi sur la fonction de Police;

Vu la circulaire ministérielle PLP 27 du 4 novembre 2002 relative à l'intensification et à la promotion de la coopération interzonale.

2. Motivation et antécédents

Considérant que le 19 décembre 2017, lors du Comité de coordination de la Police intégrée (GPI), une convention a été signée par le commissaire général de la Police fédérale, le président de la Commission permanente de la Police locale et le chef de corps de la Zone de police d'Anvers (ci-après la PZA) permettant le déploiement d'une plateforme opérationnelle de produits logiciels sous le terme collectif de Focus@GPI pour l'ensemble de la police intégrée;

Que Focus@GPI est une plateforme d'application développée pour et par la PZA qui soutient le policier dans ses tâches essentielles, tant sur le terrain que dans son bureau et donne la possibilité de regrouper des applications policières dans une offre globale de sources d'information policières via une expérience conviviale. Qu'en outre, des informations en direct peuvent également être partagées via cette plateforme;

Considérant qu'en date du 29 juin 2020, le conseil communal de la PZA a approuvé un protocole de coopération interzonale conclu entre la PZA et les zones de police locales participantes, qui régit la coopération interzonale concernant le développement et l'utilisation d'applications policières dans le cadre de Focus@GPI;

Considérant qu'en date du 25 septembre 2023, le conseil communal de la PZA a approuvé un nouveau protocole de coopération interzonale remplaçant le protocole du 29 juin 2020; que pour faire face aux défis croissants de la numérisation, la PZA a, en effet, estimé nécessaire d'élargir la coopération interzonale entre elle et des zones de police locales. Que celle-ci vise une collaboration durable, structurelle et à long terme entre la PZA et les zones de police locales au sein desquelles des solutions policières seront développées, utilisées et entretenues dans le cadre de Focus@GPI et au-delà. Qu'elle assure également des économies d'échelle supplémentaires et une plus grande uniformité dans le paysage policier. Qu'enfin, une telle coopération interzonale élargie répond aux objectifs et besoins communs de la PZA et des zones de police locales, à savoir faciliter davantage le travail des zones de police locales pendant leurs missions policières essentielles à l'intérieur et à l'extérieur du bureau de police, ceci par le biais d'une offre complète de solutions policières qui soutiennent les processus du travail policier.

Qu'en vue de cette coopération élargie, la PZA propose aux zones de police de signer et ratifier un nouveau accord de coopération interzonale régissant le développement, l'utilisation et la maintenance des solutions policières conformément à la mission de coopération entre la PZA et la Zone de Police.

3. Conséquences financières: non

La signature de ce protocole de coopération interzonale n'entraîne pas de frais pour la zone de police, mais est nécessaire pour permettre à la zone de police de participer à un projet développé dans ce cadre en tant que zone de police participante.

Lorsque la zone de police décidera de participer à un projet, elle sera tenue de payer les frais détaillés dans le formulaire de projet.

4. **Décision** : par appel nominal

De prendre connaissance du Protocole de coopération interzonale du 25 septembre 2023 pour le développement, l'utilisation et la maintenance de solutions policières conclu avec la zone de police d'Anvers et d'en approuver les conditions.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Interzonale samenwerkingsovereenkomst van 25 september 2023 voor de ontwikkeling, het gebruik en het onderhoud van politionele oplossingen met de politiezone van Antwerpen – Goedkeuring van de bekrachtiging en ondertekening – Kennisname – (Dossier 2023/166 - ID 1212)

1. Wettelijke bepalingen

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 31 van de wet op de overheidsopdrachten van 17 juni 2016;

Gelet op artikel 7/1, 1° van de wet op het politieambt;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 27 van 4 november 2002 inzake intensifiëring en bevordering van de interzonale samenwerking.

2. Motivatie en achtergrond

Overwegende dat op 19 december 2017, tijdens het Coördinatie Comité van de Geïntegreerde Politie (GPI), een overeenkomst werd ondertekend door de commissaris-generaal van de Federale Politie, de voorzitter van de Permanente Commissie van de Lokale Politie en de korpschef van de Politiezone Antwerpen (hierna PZA genoemd), die de uitrol van een operationeel platform van softwareproducten mogelijk maakt onder de gezamenlijke noemer Focus@GPI voor de gehele geïntegreerde politie;

Focus@GPI is een applicatieplatform ontwikkeld voor en door Politiezone Antwerpen (PZA), dat de politiemedewerker ondersteunt bij zijn kerntaken zowel op het terrein als op kantoor en dat de mogelijkheid biedt om via een gebruiksvriendelijke beleving politietoepassingen te bundelen in een integraal aanbod aan politionele informatiebronnen. Dat daarnaast er ook live informatie kan gedeeld worden via dit platform;

Overwegende dat op 29 juni 2020 de gemeenteraad van de PZA het interzonaal samenwerkingsprotocol gesloten tussen PZA en de lokale politiezones goedkeurde, die de interzonale samenwerking regelt met betrekking tot de ontwikkeling en het gebruik van politionele toepassingen in het kader van Focus@GPI;

Overwegende dat op 25 september 2023 de gemeenteraad van de PZA een nieuw protocol voor interzonale samenwerking heeft goedgekeurd ter vervanging van het protocol van 29 juni 2020; dat om de groeiende uitdagingen van digitalisering aan te pakken, de PZA het nodig heeft geacht om de interzonale samenwerking tussen haar en lokale politiezones uit te breiden. Dat deze samenwerking streeft naar duurzame, structurele en langetermijnsamenwerking tussen de PZA en lokale politiezones waarbinnen politionele oplossingen worden ontwikkeld, gebruikt en onderhouden in het kader van Focus@GPI en daarbuiten. Dat dit ook zorgt voor extra schaalvoordelen en meer uniformiteit in het politionele landschap. Dat een dergelijke uitgebreide interzonale samenwerking tegemoetkomt aan gemeenschappelijke doelen en behoeften van de PZA en lokale politiezones, namelijk het vergemakkelijken van het werk van lokale politiezones tijdens hun politionele kerntaken binnen en buiten het politiebureau, door middel van een uitgebreid aanbod van politionele oplossingen die de politiewerkprocessen ondersteunen;

Dat met het oog op deze uitgebreide samenwerking de PZA voorstelt dat politiezones het nieuwe interzonale samenwerkingsovereenkomst ondertekenen en ratificeren dat de ontwikkeling, het gebruik en het onderhoud van politionele oplossingen regelt in overeenstemming met de samenwerkingsmissie tussen de PZA en de Politiezone.

3. Financiële gevolgen: nee

De ondertekening van deze interzonale samenwerkingsovereenkomst brengt geen kosten met zich mee voor de politiezone, maar is noodzakelijk om de politiezone in staat te stellen deel te nemen aan een project dat binnen dit kader wordt ontwikkeld als deelnemende politiezone.

Wanneer de politiezone besluit deel te nemen aan een project, is zij verplicht om de kosten te betalen zoals gespecificeerd in het projectformulier.

4. **Besluit** : bij hoofdelijke stemming

Kennis te nemen van de interzonale samenwerkingsovereenkomst van 25 september 2023 voor de ontwikkeling, het gebruik en het onderhoud van politionele oplossingen dat is gesloten met de Politiezone Antwerpen en de voorwaarden ervan goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Finances - Financiën

3 **Subsides de la zone de police - exercice 2023 – désignation des bénéficiaires et fixation des montants.**

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 330/332-02;

DECIDE: par appel nominal

1. d'octroyer les subsides prévus à l'article 330/332-02 du budget ordinaire 2023 aux associations suivantes :

Bénéficiaires	Nature du subside	Montant
---------------	-------------------	---------

ASBL « Réseau intersection »	Cotisation de membre	1.500,00 €
ASBL BeFUS (Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine)	Cotisation de membre	1.000,00 €
réseau international francophone de formation policière FRANCOPOL	Cotisation de membre	500,00 €
Crèche Lambermont	Subside en numéraire	46.495,48 €

2. de définir, comme suit, les conditions d'utilisation des subsides ainsi que les justifications exigées des bénéficiaires :

- a. les subsides seront exclusivement affectés à la réalisation de l'objet des associations bénéficiaires, tel qu'il est défini par leurs statuts ;
- b. la zone de police se réserve le droit de demander aux associations bénéficiaires de lui présenter les comptes et bilan relatifs à l'exercice précédent (2022), ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;
- c. les associations bénéficiaires sont tenues de se réserver tous les moyens de contrôle prévus par la loi du 14/11/1983 lorsqu'elles même dispensent des subsides à des tiers bénéficiaires.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Toelagen van de politiezone - Begrotingsjaar 2023 - Aanwijzing van begunstigen en vaststelling van bedragen.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;
Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen ;
Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat is ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 330/332-02;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming

1. de toelagen voorzien op artikel 330/332-02 van de gewone begroting 2023 te vergunnen aan de volgende verenigingen:

Begunstigde verenigingen	Aard van de subsidie	Bedrag
VZW « Intersectie »	Lidgeld	1.500,00 €

BeFUS vzw (het Belgisch Forum voor Veiligheid en Preventie in de Steden)	Lidgeld	1.000,00 €
Internationaal Franstalig netwerk voor politieopleiding FRANCOPOL	Lidgeld	500,00 €
Kinderdagverblijf Lambermont	contante subsidie	46.495,48 €

2. de aanwendingsvoorwaarden van de toelage en de verantwoording geëist van de toelagetrekkers, vast te stellen als volgt :

- a. de toelagen mogen uitsluitend aangewend worden voor de verwezenlijking van het voorwerp van de begunstigde verenigingen zoals dit wordt omschreven in hun statuten;
- b. De politiezone behoudt zich het recht voor om de begunstigde verenigingen te vragen de rekeningen en de balans van het vorige begrotingsjaar (2022), alsook een beheers- en financieel verslag voor te leggen;
- c. de toelagetrekkers moeten zich alle controlemiddelen voorbehouden, opgenomen in de wet van 14/11/1983, wanneer ze zelf toelagen toekennen aan derden.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

4 **Budget 2024.**

Vu les articles 32bis, 34, 39, 40, 41, 66, 71 et 72 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale ;

Vu l'Arrêté Royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la zone de police;

Vu l'Arrêté Royal du 14 mai 2002 fixant le surcoût relatif à la partie des cotisations de sécurité sociale sur les allocations, primes et indemnités des membres du personnel des zones de police ;

Vu l'Arrêté Royal du 9 novembre 2003 organisant les conditions et modalités du transfert de propriété des bâtiments administratifs et logistiques de l'Etat aux communes ou aux zones de police pluricommunales et la détermination des mécanismes de correction et déterminant les principes de la prise en charge par les communes ou les zones de police pluricommunales du coût des locations ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 2003 accordant une aide financière afin de couvrir la charge liée à l'organisation des sommets européens et plus particulièrement les heures prestées dans le cadre de ces sommets ;

Vu la circulaire PLP 16 du 28 novembre 2001 relative au passage vers le cadre administratif et logistique (CALOG) de la police locale, en vertu de l'article 235, alinéas 2, 3 et 4 de la LPI ;

Vu la Circulaire ministérielle PLP 63 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2024 à l'usage des zones de police;

Vu la proposition du collège de police ;

DECIDE : par appel nominal

D'approuver le projet de budget 2024 ci-joint :

Recettes extraordinaires : € 4.535.000,00
Dépenses extraordinaires : € 4.535.000,00
Recettes ordinaires : € 127.500.000,00
Dépenses ordinaires : € 127.500.000,00

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 18 votes positifs, 1 vote négatif.

Begroting 2024.

Gelet op de artikelen 32bis, 34, 39, 40, 41, 66, 71 en 72 van de wet van 7 december 1998 tot een organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het algemeen reglement op de boekhouding van de politiezone;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 2002 tot regeling van de meerkost die betrekking heeft op het gedeelte van de sociale zekerheidsbijdragen op de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van de politiezones;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 2003 tot regeling van de voorwaarden en modaliteiten van de eigendomsoverdracht van administratieve en logistieke gebouwen van de Staat naar de gemeenten of meergemeentepolitiezones en de bepaling van de correctiemechanismen en tot regeling van de principes inzake de tenlasteneming door de gemeenten of meergemeentepolitiezones van de huurkosten;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 2003 tot toekenning van een financiële hulp teneinde de last verbonden aan de organisatie van de Europese Toppen te dekken en meer in het bijzonder de gepresteerde uren in het kader van deze toppen;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 16 van 28 november 2001 betreffende de overgang naar het administratief en logistiek kader (CALOG) van de lokale politie, krachtens artikel 235, tweede, derde en vierde lid, WGP;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 63 betreffende de onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting voor 2024 ten behoeve van de politiezones;

Gelet op het voorstel van het politiecollege;

BESLUIT: bij hoofdelijke stemming

De bijgevoegde begroting 2024 goed te keuren:

- Buitengewone ontvangsten: € 4.535.000,00
- Buitengewone uitgaven: € 4.535.000,00
- Gewone ontvangsten: € 127.500.000,00
- Gewone uitgaven: € 127.500.000,00

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 18 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

Juridique - Juridisch

5 **Transaction amiable relative aux cassures fibres optiques causées par le chantier Reyers en 2018-2019**

1. Bases légales:

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 270 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2. Antécédents:

Relatifs à l'assureur protection juridique qui intervient (Ethias)

Vu la délibération du Conseil de police du 10 juin 2015 arrêtant le mode de passation et fixant les conditions du marché pour les services d'assurances : appel d'offres ouvert aux conditions du cahier spécial 2015/23-ID364 ;

Vu la décision du Collège de police du 04 février 2016 attribuant le marché à la compagnie d'assurances Ethias, rue des Croisiers 24 à 4000 Liège ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2016 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale par laquelle la délibération du Collège de police est devenue exécutoire par expiration du délai ;

Vu la notification de l'attribution du marché à l'adjudicataire en date du 15 avril 2016 ;

Vu que le marché prenait cours à partir du 1^{er} mai 2016.

Relatifs au sinistre

Qu'à l'occasion des travaux de renouvellement des toitures des tunnels du boulevard Reyers et lors de l'aménagement de la zone rue Colonel Bourg, Reyers, réalisés entre 2018 et 2019, l'entreprise BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) a endommagé les tuyaux HDPE transportant la fibre optique desservant les réseaux de communication du commissariat de police 3 notamment de la Zone de police, ce qui perturba ses activités en raison des coupures de réseau et de la mise hors service notamment de la caméra de police 060 en ayant résulté ;

Que ces dommages ont ainsi occasionné à la Zone de police des désagréments et frais importants ;

Qu'en effet, en raison de ces avaries, la Zone de police a été contrainte de faire appel, à plusieurs reprises, à la société CEGELEC pour effectuer les réparations nécessaires afin de maintenir le réseau de communication de la police opérationnel ;

Qu'ainsi que cela ressort de son rapport d'intervention établi le 9 juillet 2020, CEGELEC a été amenée à intervenir à 5 reprises, au fur et à mesure des cassures intervenues au cours des différentes phases du chantier ;

Que ces différentes coupures et cassures ont systématiquement été dénoncées par la Zone de police, par l'intermédiaire du représentant de la société CEGELEC, Monsieur Christophe Degraeve, au responsable de chantier, Monsieur Pieter Uyttendaele ;

Que ces avaries résultant de l'exécution des travaux litigieux et, plus particulièrement, d'un manque de précaution ou de diligence des ouvriers de l'entreprise BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) à l'occasion des travaux de démolition et de déplacement des câbles

contenant la fibre optique, de l'absence de communication préalablement à l'exécution ces travaux, des plans as built, lesquels auraient permis à la Zone de police d'attirer son attention sur l'emplacement de ses câbles, elles engagent la responsabilité de l'entreprise BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) ;

Que le dommage de la Zone de police s'élève déjà au montant total de 39.754,07 € qui se détaille comme suit (montants déjà payés par la ZP à la société Cegelec) :

- 5.710,90 € : facture 5INO190002 du 25/01/2019
- 19.975,99 € : facture 5INO190003 du 25/01/2019
- 14.067,18 € : facture 5INO210007 du 21/05/2021

Qu'à ce montant total déjà payé doit s'ajouter le montant devant encore faire l'objet d'une facture et qui reste encore à payer pour les prestations de Cegelec relatives à la remise en état du réseau ;

Que le 22 septembre 2022, une lettre de mise en demeure a été adressée à l'entreprise BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) par l'assureur protection juridique de la Zone de police (Ethias); qu'un second courrier du 24 novembre 2022 a été envoyé par Ethias en invitant l'entreprise à dénoncer le sinistre à son assureur en responsabilité civile et, d'autre part, à indemniser la Zone de police du préjudice subi ;

Qu'aucune suite utile n'a été réservée par l'entreprise à ces courriers ;

Que le 3 août 2023, Ethias a dès lors, avec l'accord de la Zone de police et dans le cadre du contrat d'assurances, mandaté un avocat - Maître Marc Snoeck - pour tenter de recouvrer amiablement les montants réclamés ;

Que le 18 octobre 2023, une mise en demeure a été communiquée par l'avocat à l'entreprise BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) ;

Que le 10 novembre 2023, en réponse à la mise en demeure, l'entreprise a fait une proposition de règlement amiable à hauteur d'un montant de 11.625,77 € ;

Que le 29 novembre 2023, à la demande de la Zone de police, l'avocat de la Zone de police a interpellé l'entreprise pour savoir si le montant de la transaction pouvait être revu à la hausse pour y inclure la TVA (soit un montant de 14.067,18 €, correspondant au montant de la facture 5INO210007 TVAC) ;

Que le 4 décembre 2023, en réponse à la demande de la Zone de police, l'entreprise a communiqué à l'avocat de la Zone de police une quittance de règlement amiable à hauteur d'un montant de 14.067,18 €, correspondant au montant de la facture 5INO210007 TVAC.

3. Motivation:

Que, comme l'explique l'avocat de la Zone de police - Maître Marc Snoeck - dans son courrier du 13 novembre 2023 :

- L'entreprise BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) soulève, à raison, la prescription d'une partie de la créance dont la Zone de police entendait poursuivre le recouvrement (facture 5INO190002 du 25/01/2019 de 5.710,90 € et facture 5INO190003 du 25/01/2019 de 19.975,99 €) ;
- En ce qui concerne les frais exposés pour permettre l'extension du réseau (non payés encore par la Zone de police mais chiffrés dans la mise en demeure à 27.073,73 €), l'entreprise estime que ceux-ci sont hors champ contractuel et qu'il ne lui appartient donc pas de les prendre en charge ; si ceux-ci ont effectivement été exposés pour une amélioration du réseau de communication, ils ne constituent pas, à proprement parler un dommage indemnisable, de sorte que la position de l'entreprise est difficilement contestable ;

- L'entreprise accepte de rembourser à la Zone de police les frais exposés en raison des réparations consécutives aux dernières avaries d'aout 2019, chiffrés à 11.625,77 € (montant HTVA de la facture 5INO210007) malgré l'absence de détails fournis au sujet des travaux ;

Que la proposition transactionnelle formulée par l'entreprise BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) portant sur le montant de la facture 5INO210007 hors TVA, l'avocat de la Zone de police a demandé, le 29 novembre 2023, à l'entreprise de majorer sa proposition du montant de la TVA ;

Que dans son courrier du 13 novembre 2023, l'avocat de la Zone de police précise que si l'entreprise consent à revoir son offre en ce sens, un arrangement amiable à ces conditions lui semblerait tout à fait satisfaisant compte tenu des arguments développés ci-avant ;

Que le 4 décembre 2023, en réponse à la demande de la Zone de police, l'entreprise a communiqué à l'avocat de la Zone de police une quittance de règlement amiable à hauteur d'un montant de 14.067,18 €, correspondant au montant de la facture 5INO210007 TVAC ;

Que dans son courriel du 4 décembre 2023, l'avocat de la Zone de police conseille vivement à la Zone de police de consentir à cette proposition, laquelle lui semble totalement dans l'intérêt de la Zone de police - compte tenu des problèmes de prescription rencontrés- ;

Que conformément à l'article 270 de la Nouvelle Loi Communale, l'acte par lequel la Zone de police transige avec un tiers ou introduit un recours judiciaire contre un tiers est de la compétence du Conseil de police ;

Qu'il est souhaitable d'accepter la proposition faite le 4 décembre 2023 - et valable jusqu'au 31 décembre 2023 compris - par l'entreprise BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) à titre de transaction, suite aux avaries détaillées ci-avant (à savoir, à hauteur d'un montant de 14.067,18 € TVAC) ;

Qu'il convient d'autoriser le Collège de police à définir les modalités de la transaction et à conclure un accord avec BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) ou, à défaut de pouvoir trouver un accord, à introduire un recours judiciaire contre le tiers en vue de l'indemnisation du dommage de la Zone de police.

Le Conseil de police

DECIDE : par appel nominal

1. d'accepter la proposition faite le 4 décembre 2023 - et valable jusqu'au 31 décembre 2023 compris - par BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) à titre de transaction, suite aux avaries détaillées ci-avant (à savoir, à hauteur d'un montant de 14.067,18 € TVAC) ;
2. de charger le Collège de police des modalités de la transaction ;
3. d'autoriser le Collège de police à introduire un recours judiciaire contre le tiers en vue de l'indemnisation du dommage de la Zone de police à défaut de pouvoir trouver un accord.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Minnelijke schikking betreffende glasvezelonderbrekingen veroorzaakt door de Reyers-werken in 2018-2019

1. Wettelijke grondslagen:

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

2. Feitelijke voorgaanden

Betreffende de rechtsbijstandsverzekeraar die tussenkomt (Ethias)

Gelet op de beslissing van de Politieraad van 10 juni 2015 die de gunningsmethode en de voorwaarden vaststelt van de overheidsopdracht voor het verlenen van verzekeringsdiensten: openbare aanbesteding onder de voorwaarden van het bijzonder bestek 2015/23-ID364;

Gelet op de beslissing van het Politiecollege van 04 februari 2016 tot gunning van de overheidsopdracht aan de verzekeringsmaatschappij Ethias, rue des Croisiers 24 te 4000 Luik ;

Gelet op het besluit van 22 maart 2016 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarbij de beslissing van het Politiecollege uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn;

Gelet op de kennisgeving van de gunning van de overheidsopdracht aan de inschrijver op 15 april 2016;

Gelet op de inwerkingtreding van de overheidsopdracht op 1 mei 2016.

Betreffende de schade

Dat het bedrijf BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) tijdens de werkzaamheden voor de vernieuwing van de daken van de tunnels op de Auguste Reyerslaan en tijdens de aanleg van de Kolonel Bourgstraat in de wijk Reyers, uitgevoerd tussen 2018 en 2019, de HDPE-buizen heeft beschadigd die de glasvezel dragen die de communicatienetwerken namelijk van het Commissariaat 3 van de Politiezone bedient, met als gevolg dat de activiteiten van de Politiezone verstoord werden door de netwerkonderbrekingen en de daaruit voortvloeiende uitschakeling namelijk van de politiecamera 060;

Dat deze schade de Politiezone aanzienlijke moeilijkheden en kosten heeft opgeleverd;

Dat naar aanleiding van deze schade de politiezone verschillende keren beroep heeft moeten doen op CEGELEC om de herstellingen uit te voeren die nodig waren om het communicatienetwerk van de Politiezone operationeel te houden;

Dat zoals blijkt uit haar verslag opgesteld op 9 juli 2020, heeft CEGELEC 5 keer moeten tussenkomen wanneer de glasvezelonderbrekingen zich voordeden gedurende de verschillende fasen van de werf;

Dat deze verschillende onderbrekingen systematisch werden gemeld door de Politiezone, via de vertegenwoordiger van CEGELEC, de heer Christophe Degraeve, aan de werfleider, de heer Pieter Uyttendaele;

Dat deze schade het gevolg is van de uitvoering van de werkzaamheden in kwestie en, meer bepaald, van een gebrek aan voorzichtigheid of zorgvuldigheid van de werknemers van het bedrijf BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) tijdens de afbraakwerken en de verplaatsing van de kabels bevattende de glasvezels, van het niet-leveren voorafgaand aan de uitvoering van de werken van de as-built plannen waardoor de Politiezone haar aandacht had kunnen vestigen op de ligging van haar kabels; Dat het bedrijf BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) aansprakelijk is;

Dat de door de Politiezone geleden schade reeds 39.754,07 euro bedraagt, bedrag dat als volgt wordt berekend (reeds door de Politiezone aan Cegelec betaalde bedragen):

- 5.710,90 euro : factuur 5INO190002 d.d. 25/01/2019

- 19.975,99 euro : factuur 5INO190003 d.d. 25/01/2019

- 14.067,18 euro : factuur 5INO210007 d.d. 21/05/2021

Dat een bijkomend bedrag dient te worden toegevoegd aan het reeds betaalde bedrag; Dat het bijkomend bedrag - voor de diensten van Cegelec in verband met het herstel van het netwerk - nog dient te worden gefactureerd en betaald;

Dat op 22 september 2022 door de rechtsbijstandsverzekeraar van de Politiezone (Ethias) een ingebrekestelling aan het bedrijf BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) werd doorgestuurd; dat een tweede schrijven dd. 24 november 2022 werd gecommuniceerd door Ethias waarbij het bedrijf wordt uitgenodigd om het schadegeval te verklaren aan haar rechtsbijstandsverzekeraar en, daarnaast, om de geleden schade van de Politiezone te vergoeden;

Dat er geen nuttig gevolg werd gegeven door het bedrijf aan deze aanmaningen;

Dat Ethias op 3 augustus 2023, met het akkoord van de Politiezone en binnen het kader van de verzekeringspolis, een advocaat heeft aangesteld - Meester Marc Snoeck - om te trachten de gevorderde bedragen minnelijk te innen;

Dat op 18 oktober 2023 een ingebrekestelling werd gecommuniceerd door de advocaat naar het bedrijf BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL);

Dat op 10 november 2023, in antwoord op de ingebrekestelling, het bedrijf een minnelijke schikking heeft voorgesteld ter hoogte van 11.625,77 euro;

Dat op 29 november 2023, op verzoek van de Politiezone, de advocaat van de Politiezone aan het bedrijf heeft gevraagd of het voorgestelde bedrag kon worden verhoogd om de btw te omvatten (namelijk een bedrag van 14.067,18 euro, wat overeenstemt met het bedrag van factuur 5INO210007 inclusief btw);

Dat op 4 december 2023, in antwoord op het verzoek van de Politiezone, het bedrijf aan de advocaat van de Politiezone een kwitantie heeft bezorgd voor een minnelijke schikking ten belope van 14.067,18 euro, wat overeenstemt met het bedrag van factuur 5INO210007 inclusief btw.

3. Motivering:

Dat, zoals uitgelegd door de advocaat van de Politiezone - Meester Marc Snoeck - in zijn brief d.d. 13 november 2023 :

- Het bedrijf BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) brengt terecht naar voren dat een deel van de schuld die de Politiezone wenst te vorderen, verjaart is (factuur 5INO190002 d.d. 25/01/2019 van 5.710,90 euro en factuur 5INO190003 d.d. 25/01/2019 van 19.975,99 euro);
- Wat betreft de kosten die zijn gemaakt om de uitbreiding van het netwerk mogelijk te maken (nog niet betaald door de Politiezone, maar in de ingebrekestelling becijferd op 27.073,73 euro), is het bedrijf van mening dat deze buiten het toepassingsgebied van de overeenkomst vallen en dat zij deze kosten dus niet hoeft te dragen; hoewel ze inderdaad zijn gemaakt om het communicatienetwerk te verbeteren, vormen ze strikt genomen geen vergoedbare schade, zodat het standpunt van het bedrijf moeilijk kan worden betwist;
- Het bedrijf gaat ermee akkoord om de Politiezone te vergoeden voor de gemaakte kosten voor de reparaties naar aanleiding van de schade in augustus 2019, geraamd op 11.625,77 euro (bedrag exclusief btw van factuur 5INO210007), ondanks het gebrek aan verstrekte inlichtingen over de werkzaamheden;

Dat op 29 november 2023 de advocaat van de politiezone het bedrijf heeft verzocht om haar minnelijke schikkingsvoorstel te verhogen met het bedrag van de btw op de factuur 5INO210007, aangezien het laatste voorstel van BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) gelijk was aan het bedrag van de factuur exclusief btw;

Dat in zijn brief van 13 november 2023, de advocaat van de Politiezone heeft aangegeven dat, indien het bedrijf ermee instemt haar aanbod in deze zin te herzien, een minnelijke schikking onder deze voorwaarden hem volledig bevredigend zou lijken in het licht van de hierboven uiteengezette argumenten;

Dat op 4 december 2023, in antwoord op het verzoek van de Politiezone, het bedrijf aan de advocaat van de Politiezone een kwitantie heeft bezorgd voor een minnelijke schikking ten belope van 14.067,18 euro, wat overeenstemt met het bedrag van factuur 5INO210007 inclusief btw;

Dat in zijn e-mail van 4 december 2023, de advocaat van de Politiezone de Politiezone sterk aanraad om in te stemmen met dit voorstel, dat hij volledig in het belang van de Politiezone acht - gezien de ondervonden verjaringsproblemen -;

Dat, conform artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet, de handeling waarbij de Politiezone een schikking treft met een derde of een rechtsvordering instelt tegen een derde binnen de bevoegdheid van de Politieraad valt;

Dat het wenselijk is het voorstel te aanvaarden dat op 4 december 2023 werd gedaan - en geldig is tot en met 31 december 2023 - door het bedrijf BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) als minnelijke schikking, naar aanleiding van de hierboven beschreven schade (ten belope van 14.067,18 euro inclusief btw);

Dat het Politiecollege dient te worden gemachtigd om de modaliteiten van de minnelijke schikking vast te stellen en om een akkoord te sluiten met BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) of, indien geen akkoord kan worden bereikt, om een rechtsvordering in te stellen tegen de derde in oog op de vergoeding van de schade geleden door de Politiezone.

De Politieraad

BESLIST : bij hoofdelijke stemming

1. het voorstel d.d. 4 december 2023 - en geldig tot en met 31 december 2023 – van BAM CONTRACTORS (STADSBADER CONTRACTORS SRL) te aanvaarden als minnelijke schikking naar aanleiding van de hierboven beschreven schade (ten belope van 14.067,18 euro inclusief btw);
2. het Politiecollege te belasten met de modaliteiten van de minnelijke schikking;
3. indien geen akkoord kan worden bereikt met de derde, het Politiecollege te machtigen om een rechtsvordering in te stellen tegen die derde in oog op de vergoeding van de schade geleden door de Politiezone.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Marchés publics - Overheidsopdrachten

6 Financement des dépenses extraordinaires au moyen de crédit(s) – budget 2024 – Approbation règlement de consultation et prêteurs à consulter – Dossier 2023/152 – ID 1198

Vu l'article 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 11 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 28 ;

Considérant la nécessité de contracter des emprunts, destinés au financement du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que conformément à l'article 28 § 1er, 6°, de la loi du 17 juin 2016, les marchés publics de services ayant pour objet les prêts, qu'ils soient ou non liés à l'émission, à la vente, à l'achat ou au transfert de titres ou d'autres instruments financiers ne sont pas soumis à l'application de la présente loi;

Considérant cependant l'obligation d'organiser une mise en concurrence et de choisir les candidats selon des critères objectifs afin de respecter les principes de concurrence, d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant le règlement de consultation « Financement des dépenses extraordinaires au moyen de crédit(s) - budget 2024 », établi par le Service Achats ;

Considérant que le montant à emprunter s'élève approximativement à € 4.353.500,00;

Considérant qu'il s'agit d'une procédure exclue de la réglementation relative aux marchés publics, mais avec mise en concurrence, qui se déroule en une seule phase ;

Considérant que dans le passé, les candidats suivants avaient été sollicités pour les marchés publics des emprunts de la zone de police :

- BELFIUS BANQUE SA, sise Place Charles Rogier 11 à 1210 Bruxelles
- ING BELGIQUE SA, sise Avenue Marnix 24 à 1000 Bruxelles
- KBC BANQUE SA, sise Avenue du Port 2 à 1080 Bruxelles
- BNP Paribas Fortis SA, sise Montagne du Parc 3 à 1000 Bruxelles

Considérant que le coût estimé, taxe sur la valeur ajoutée incluse, sur la durée totale de cet emprunt s'élève comme suit :

- Emprunts sur 5 ans (cat.1): € 232.213,62
- Emprunts sur 10 ans(cat.2) : € 278.127,89
- Emprunts sur 20 ans (cat.3) : € 375.812,14
- Commission de réservation durant la première année : € 5.000,00 ;

Que les montants qui figurent à l'alinéa précédent ne sont que des valeurs approximatives;

Considérant que les montants appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2024, à l'article 330/211-01 et seront inscrits aux exercices suivants ;

Décide : par appel nominal

1. D'approuver le règlement de consultation « Financement des dépenses extraordinaires au moyen de crédit(s) - budget 2024 », établi par le service Achats et les montants estimés. Le montant à emprunter s'élève à € 4.353.500,00. Le coût estimé, taxe sur la valeur ajoutée incluse, sur la durée totale de cet emprunt s'élève:

- Emprunts sur 5 ans (cat.1): € 232.213,62
- Emprunts sur 10 ans(cat.2) : € 278.127,89
- Emprunts sur 20 ans (cat.3) : € 375.812,14
- Commission de réservation durant la première année : € 5.000,00

2. Afin de respecter au maximum le principe de concurrence, d'envoyer le règlement de consultation aux quatre principales banques belges qui, dans le passé, étaient également les candidats sélectionnés des marchés publics d'emprunts de la zone de police, à savoir :

- BELFIUS BANQUE SA, sise Place Charles Rogier 11 à 1210 Bruxelles
- ING BELGIQUE SA, sise Avenue Marnix 24 à 1000 Bruxelles
- KBC BANQUE SA, sise Avenue du Port 2 à 1080 Bruxelles
- BNP Paribas Fortis SA, sise Montagne du Parc 3 à 1000 Bruxelles

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Financiering van de buitengewone uitgaven door middel van krediet(en) – begroting 2024 – goedkeuring consultatiereglement en te raadplegen kredietgevers – Dossier 2023/152 – ID 1198

Gelet op het artikel 234, alinea 1 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het artikel 11 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, met name het artikel 28;

Overwegende de noodzaak om over te gaan tot het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat, conform artikel 28, §1, 6°, van de wet van 17 juni 2016, de overheidsopdrachten voor diensten betreffende leningen, al dan niet in samenhang met de uitgifte, de aankoop, de verkoop of de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten, niet onder de toepassing van deze wet vallen;

Overwegende echter de verplichting om een oproep tot mededinging te organiseren en de kandidaten te kiezen volgens objectieve criteria teneinde de beginselen van mededinging, gelijkheid en niet-discriminatie te respecteren;

Overwegende het consultatiereglement “Financiering van de buitengewone uitgaven door middel van krediet(en) – budget van 2024”, opgesteld door de Aankoopdienst;

Overwegende dat het te lenen bedrag ongeveer € 4.353.500,00 bedraagt;

Overwegende dat het een procedure betreft die uitgesloten is van de regelgeving op de overheidsopdrachten, maar met mededinging, die verloopt in een enkele fase;

Overwegende dat volgende kandidaten zich in het verleden voor de overheidsopdrachten voor leningen van de politiezone hadden aangeboden:

- BELFIUS BANK NV, gelegen Karel Rogierplein 11 te 1210 Brussel
- ING BELGIË NV, gelegen Marnixlaan 24 te 1000 Brussel
- KBC BANK NV, gelegen Havenlaan 2 te 1080 Brussel
- BNP Paribas Fortis NV, gelegen Warandeborg 3 te 1000 Brussel

Overwegende dat de geraamde kost, belasting op de toegevoegde waarde inbegrepen, op de hele duur van deze lening als volgt bedraagt:

- Lening op vijf jaar (cat.1) : € 232.213,62
- Lening op 10 jaar (cat.2) : € 278.127,89
- Lening op 20 jaar (cat.3) : € 375.812,14
- Reservatiecommissie gedurende het eerste jaar: € 5.000,00 ;

Dat de bedragen waarvan sprake in vorige alinea alleen maar een benaderende waarde hebben;

Overwegende dat de nodige bedragen in de gewone begroting van het dienstjaar 2024 zijn ingeschreven, op artikel 330/211-01 en zullen ingeschreven worden op de volgende dienstjaren;

Besluit: bij hoofdelijke stemming

1. Het consultatiereglement “Financiering van de buitengewone uitgaven door middel van krediet(en) - budget van 2023”, opgesteld door de Aankoopdienst, en de geraamde bedragen goed te keuren. Het te lenen bedrag bedraagt € 4.353.500,00. De geraamde kost, belasting op de toegevoegde waarde inbegrepen, op de hele duur van deze lening bedraagt:

- Lening op vijf jaar (cat.1) : € 232.213,62
- Lening op 10 jaar (cat.2) : € 278.127,89
- Lening op 20 jaar (cat.3) : € 375.812,14
- Reservatiecommissie gedurende het eerste jaar: € 5.000,00

2. Teneinde maximaal het principe van de mededinging te respecteren, het consultatiereglement toe te sturen aan de vier voornaamste Belgische banken en die in het verleden tevens de kandidaten waren die geselecteerd waren voor de overheidsopdrachten voor leningen van de politiezone, met name:

- BELFIUS BANK NV, gelegen Karel Rogierplein 11 te 1210 Brussel
- ING BELGIË NV, gelegen Marnixlaan 24 te 1000 Brussel
- KBC BANK NV, gelegen Havenlaan 2 te 1080 Brussel
- BNP Paribas Fortis NV, gelegen Warandeberg 3 te 1000 Brussel

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

7 Recalcul dépenses adhésion contrat commun CC 201 Services d’archivage (SPF Santé Publique) - Prise de connaissance (Dossier 2023/135 - ID 1181)

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l’ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2023 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats;

Considérant le fait que les institutions soumises à la législation relative aux marchés publics sont de plus en plus confrontées à des questions techniques et administratives complexes, et qu'il y a de plus en plus d'exigences au niveau des connaissances professionnelles ;

Que la coopération au niveau des marchés publics et/ou de l'offre de services facilitaires peut générer des synergies et des effets d'échelles positifs ;

Vu la création du Réseau de Concertation Stratégique des Achats Fédéraux (CSAF) qui identifie les marchés publics qui doivent faire l'objet d'un contrat commun (CC) ;

Qu'un réseau de Concertation Tactique et Opérationnelle des Achats Fédéraux (CTOAF) est créé par le CSAF pour chaque contrat commun ou pour tous les contrats communs relevant d'un domaine spécifique (p.e. véhicules, PC, etc.) ;

Que le CTOAF est composé de l'entité qui exécute le marché public et de participants d'autres institutions fédérales qui rédigent ensemble le cahier spécial des charges et, si souhaité, peuvent prendre conjointement les décisions relatives à l'adjudication du marché ;

Qu'on distingue des participants actifs, des participants passifs et des participants via la centrale d'achat;

Que les zones de police locales font partie des participants via la centrale d'achat;

Considérant que tout participant via la centrale d'achat qui souhaite participer à un contrat commun qui est ouvert pour e.a. les zones de police, doit transmettre une déclaration d'intention au secrétariat de la CSAF dans les deux mois qui suivent la publication en ligne de la proposition ;

Considérant que dès que le contenu du contrat commun a été fixé, le secrétariat de la CSAF met le document « Participation définitive » à la disposition de tous les participants qui auront fourni à temps leur déclaration d'intention ;

Que le document d'adhésion de la participation définitive doit être transmis au secrétariat de la CSAF dans les deux mois ;

Qu'il s'agit chaque fois d'un système fermé par contrat commun, c.-à.-d. qu'un participant qui communique la déclaration d'intention ou la participation définitive tardivement, ne pourra plus adhérer ultérieurement à ce contrat commun ;

Considérant que le participant à un contrat commun poursuit en principe sa participation jusqu'à la fin de ce contrat;

Que conformément au Rapport au Roi concernant l'article 17 de l'AR du 21 juillet 2023 l'organisation participante s'engage à ne pas passer de marché pour des services ou fournitures similaires pendant la validité du contrat commun et qu'en outre, toute forme de concurrence ou de "shopping" entre différents accords-cadres pour des fournitures ou services similaires est exclue ;

Considérant la demande de participation définitive du secrétariat de la CSAF du 12 septembre 2023;

Considérant que le marché public n'est pas divisé en lots et concernera le déménagement, la conservation d'archives, la numérisation d'archives, la destruction contrôlée et la remise d'archives mises en dépôt sur demande ;

Considérant que la zone de police peut aussi passer ses premières commandes alors que le contrat commun est déjà en cours d'exécution (et donc pas dès l'attribution du contrat commun) ;

Que la date prévue pour le commencement est 2024;

Que la durée s'élève à 120 mois;

Considérant le fait que la zone de police devait envoyer sa décision quant à la participation définitive au secrétariat de la CSAF avant le 12 novembre 2023 afin d'être inclus comme participant à ce futur contrat ;

Considérant la décision du Collège de police de participation définitive à ce contrat commun en date du 30 octobre 2023 ;

Considérant que la zone de police l'a transmise le 6 novembre 2023 ;

Que le document complété par la zone de police comportait toutefois par erreur le montant non indexé ;

Que le secrétariat de la CSAF l'a signalé à la zone de police et qu'elle a également transmis la liste excel transférée à l'organisation en charge, à savoir le SPF Santé publique, afin de s'assurer que toutes les données nécessaires avaient été fournies ;

Que le SPF Santé publique a fourni des éclaircissements supplémentaires concernant certains services et postes supplémentaires qui doivent être complétés;

Que le service compétent de la zone de police a ensuite recalculé ce marché en fonction de ses besoins ;

Considérant que la zone de police en faisant appel à une centrale de marché sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation ;

Considérant que la dépense totale pour la durée du marché (à savoir 120 mois) sur base du recalcul et des services supplémentaires est estimée à € 71.704,08 hors TVA ou € 86.761,94 TVA comprise ;

Qu'il convient de tenir compte de l'indexation pendant la durée du marché ;

Que la dépense totale pour la durée du marché (soit 120 mois) s'élève dès lors à € 116.798,39 hors TVA ou € 141.326,05 TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024, article 330/124-06 et des exercices suivants ;

Décide : par appel nominal

1. De prendre acte du recalcul relatif au contrat commun CC 201 Services d'archivage du SPF Santé Publique.
2. D'approuver le paiement de prestations avec le crédit qui sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024, à l'article 330/124-06, et des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

**Herberekening uitgave toetreding Gemeenschappelijke Overeenkomst GO 201
Archiveringsdiensten (FOD Volksgezondheid) - Kennisname (Dossier 2023/135 - ID 1181)**

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 2023 inzake de federaal gecentraliseerde overheidsopdrachten in het kader van het federaal aankoopbeleid;

Overwegende het feit dat instellingen die onderhevig zijn aan de wetgeving op overheidsopdrachten steeds worden geconfronteerd met complexere technisch-administratieve vraagstukken en dat er meer en meer eisen worden gesteld op vlak van vakspecifieke kennis;

Dat samenwerking op het vlak van overheidsopdrachten en/of aanbieden van facilitaire diensten positieve schaafeffecten en synergiën kan genereren;

Gelet op de oprichting van het Strategisch Federaal Aankoopoverleg (SFA) dat beslist voor welke overheidsopdrachten een gemeenschappelijke overeenkomst (GO) zal gerealiseerd worden;

Dat door het SFA een Tactisch en Operationeel federaal Aankoopoverleg (TOFA) wordt gecreëerd voor elke gemeenschappelijke overeenkomst of domein van gerelateerde gemeenschappelijke overeenkomsten (bv. voertuigen, PC's etc);

Dat het TOFA is samengesteld uit de entiteit die de overheidsopdracht zal uitvoeren en deelnemers van andere federale instellingen die samen het bestek uitschrijven en indien gewenst samen beslissingen nemen inzake gunning van de opdracht;

Dat er een onderscheid wordt gemaakt tussen actieve deelnemers, passieve deelnemers en deelnemers via aankoopcentrale;

Dat de lokale politiezones deel uitmaken van de deelnemers via aankoopcentrale;

Overwegende dat elke deelnemer via aankoopcentrale die interesse heeft om deel te nemen aan een gemeenschappelijke overeenkomst die opengesteld werd voor o.a. de lokale politiezones, binnen de twee maanden na het online plaatsen van het voorstel, een intentieverklaring dient over te maken aan het SFA-secretariaat;

Overwegende dat van zodra de inhoud van gemeenschappelijke overeenkomst werd vastgelegd, het SFA-secretariaat het document "Definitieve deelname" ter beschikking stelt van alle deelnemers die hun intentieverklaring tijdig hebben bezorgd;

Dat het aansluitingsdocument voor de definitieve deelname binnen de twee maanden moet overgemaakt worden aan het SFA-secretariaat;

Dat het hier steeds gaat om een gesloten systeem per gemeenschappelijke overeenkomst, d.w.z. dat een deelnemer bij een niet-tijdige mededeling van de intentieverklaring of de definitieve deelname

achteraf ook niet meer kan toetreden tot deze gemeenschappelijke overeenkomst;

Overwegende dat de deelnemer aan een gemeenschappelijke overeenkomst in principe blijft deelnemen tot het einde van deze overeenkomst;

Dat, conform het Verslag aan de Koning betreffende artikel 17 van het KB van 21 juli 2023, de deelnemende organisatie zich ertoe verbindt om geen opdracht te plaatsen voor gelijkaardige leveringen en diensten gedurende de geldigheid van de gemeenschappelijke overeenkomst en dat daarnaast iedere vorm van concurrentie of “shopping” tussen verschillende raamovereenkomsten voor gelijkaardige leveringen en diensten wordt uitgesloten;

Overwegende de vraag van het SFA-secretariaat tot definitieve deelname van 12 september 2023;

Overwegende het feit dat de overheidsopdracht niet verdeeld is in percelen en betrekking zal hebben op het verhuizen, bewaren van archieven, het scannen van archieven, het gecontroleerd vernietigen en het op aanvraag leveren van in bewaring gegeven archieven;

Overwegende dat de politiezone ook in de loop van de gemeenschappelijke overeenkomst kan beginnen te bestellen (dus niet vanaf de gunning van de gemeenschappelijke overeenkomst);

Dat de geplande startdatum 2024 is;

Dat de looptijd 120 maanden bedraagt;

Overwegende het feit dat de politiezone haar beslissing omtrent de definitieve deelname voor 12 november 2023 aan het SFA secretariaat diende over te maken om als deelnemer aan deze toekomstige opdracht te worden opgenomen;

Overwegende de beslissing van het politiecollege tot definitieve deelname aan deze gemeenschappelijke overeenkomst op datum van 30 oktober 2023;

Overwegende het feit dat de politiezone dit op 6 november 2023 heeft overgemaakt;

Dat er echter in het door de politiezone ingevulde document per vergissing het niet-geïndexeerde bedrag was opgenomen;

Dat het SFA secretariaat de politiezone hierop heeft gewezen en dat zij tevens de overgemaakte excellijst aan de leading organisatie, zijnde de FOD Volksgezondheid heeft overgemaakt, ten einde zeker te zijn dat al de nodige gegevens verstrekt zijn;

Dat de FOD Volksgezondheid meer duiding heeft gegeven ten aanzien van bepaalde diensten en bijkomende posten die ingevuld dienen te worden;

Dat de bevoegde dienst van de politiezone daarop is overgegaan tot een herberekening van deze opdracht in functie van haar noden;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de totale uitgave voor de duur van de opdracht (zijnde 120 maanden) op basis van de herberekening en de bijkomende diensten op € 71.704,08 excl. btw of € 86.761,94 incl. btw geraamd wordt;

Dat er rekening dient gehouden te worden met de indexatie gedurende de looptijd van de opdracht;

Dat de totale uitgave voor de duur van de opdracht (zijnde 120 maanden) derhalve op € 116.798,39 excl. btw of € 141.326,05 incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat zal ingeschreven worden in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024, op artikel 330/124-06, en volgende dienstjaren;

Besluit: bij hoofdelijke stemming

1. Akte te nemen van de herberekening met betrekking tot de Gemeenschappelijke Overeenkomst GO 201 Archiveringsdiensten van de FOD Volksgezondheid.
2. De betaling van deze prestaties goed te keuren met het krediet dat zal ingeschreven worden op de gewone begroting van het dienstjaar 2024, op artikel 330/124-06, en volgende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

8 **Sécurisation de l'antenne LISA à Schaerbeek - Contrôle d'accès et anti-intrusion - Inscription accord-cadre LPA/2017/295 de la Police Locale d'Anvers - (Dossier 2023/165 - ID 1211).**

1. Bases légales

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

2. Antécédents et motivation

Considérant que courant 2024 (date exacte de début de l'occupation inconnue à ce jour), une antenne pluridisciplinaire sera établie dans l'immeuble sis à 1030 Schaerbeek, rue Brichaut 2, intitulée « Antenne LISA »; Que celle-ci sera gérée par l'Administration communale de Schaerbeek; Que plusieurs acteurs de la sécurité et de la prévention, actifs dans le quartier, seront amenés à y travailler; Que le propriétaire, l'administration communale de Schaerbeek, mettra à la disposition de la zone de police les locaux suivants:

- Au sous-sol, des espaces de rangement;
- Au rez-de-chaussée, une salle polyvalente;
- Au premier étage, des espaces de bureaux;
- Au deuxième étage, une pièce incluant une cuisine et une salle de repos, ainsi qu'une terrasse;

Considérant qu'en 2013, la Commune de Schaerbeek et la Zone de Police 5344 ont conclu un contrat de bail de 9 ans, portant sur le bien situé à 1030 Schaerbeek, rue Brichaut 2; Que la zone de police y avait établi un commissariat de proximité (un « Koban »); Que le contrat de bail a pris fin le 28 février 2022; Que le bâtiment était équipé des systèmes anti-intrusion et de contrôle d'accès au moment de la location du bâtiment par la zone de police; Vu que la configuration nécessaire pour le bon fonctionnement de l'antenne «LISA» ne correspondait plus aux besoins, l'Administration communale de Schaerbeek a entamé des travaux de transformations; Qu'à l'occasion de ces travaux de rénovation, les systèmes anti-intrusion et de contrôle d'accès n'ont pas pu être récupérés pour être réutilisés;

Considérant qu'il est impératif que le bâtiment puisse disposer d'une sécurisation adéquate à la présence de personnel policier sur place, tant contre l'intrusion que pour le contrôle d'accès; Que l'installation de ces systèmes est du ressort du propriétaire du bâtiment, à savoir l'Administration

communale de Schaerbeek, mais étant donné que la zone de police a l'expertise technique des normes de sécurité d'un bâtiment abritant du personnel policier et que l'Administration communale de Schaerbeek n'a pas accès aux accords-cadres passés par une centrale d'achat de la Police Intégrée, l'Administration communale de Schaerbeek a délégué la réalisation de ces travaux à la zone de police pour s'assurer qu'ils répondent tant aux besoins de la commune qu'aux besoins spécifiques de ceux de la zone de police;

Qu'il est prévu de commun accord que les travaux réalisés par la zone de police pour le compte du propriétaire, à savoir l'Administration communale de Schaerbeek, seront remboursés à la zone de police, le cas échéant dans le cadre du subside « LISA » alloué par Safe Brussels à la commune de Schaerbeek;

Considérant la décision du Conseil de Police du 20 octobre 2020 relative à l'adhésion à l'accord-cadre LPA/2017/295, valable jusqu'au 31 août 2028 inclus, conclu par la Police Locale d'Anvers avec la firme SECURITAS SA, Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles, pour, entre autres, des solutions de sécurisation des bâtiments;

Que dans le cadre de cet accord-cadre, des prestations concernant la sécurisation des bâtiments via des systèmes anti-intrusion et de contrôle d'accès sont disponibles;

Considérant que la zone de police a demandé à la société Securitas des offres pour ces deux postes;

Que la société Securitas propose l'installation d'un système anti-intrusion pour un montant de 19.027,23 € HTVA ou 23.022,95 € TVAC, auquel il faut ajouter un abonnement data de 25MB à 10,00 € HTVA/mois et un Intrusion Software ADV-1AP-1Y Genetec™ Advantage à 47,36 € HTVA par an;

Que la société Securitas propose l'installation d'un système de contrôle d'accès (compatible avec les badges de la zone de police) pour un montant de 27.764,18 € HTVA ou 33.594,66 € TVAC, auquel il faut ajouter un Accès Software ADV-1AP-1Y Genetec™ Advantage à 85,77 € HTVA par an;

Vu qu'une intégration dans le Genetec Securitas est possible;

Que l'offre soumise par la société Securitas pour les systèmes anti-intrusion et de contrôle d'accès représente un investissement de 46.791,41€ HTVA ou 56.617,61€ TVAC, qu'il y a lieu de récupérer cette dépense auprès du propriétaire du bâtiment;

Considérant que pour les abonnements datas et les softwares, il est nécessaire de prévoir une marge de maximum 10% pour tenir compte des éventuelles révisions des prix;

Considérant que la zone de police qui fait appel à une centrale d'achat sur la base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

Décide : par appel nominal

1. D'approuver les travaux d'installation des systèmes de contrôle d'accès et anti-intrusion en vue de sécuriser l'antenne multidisciplinaire LISA de notre zone de police, située rue Brichaut 2 à 1030 Schaerbeek, via une inscription dans l'accord-cadre LPA/2017/295, conclu par la zone de police d'Anvers auprès de la firme SECURITAS, Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles;
2. D'imputer la dépense totale pour les investissements, estimée à 46.791,41 € HTVA ou 56.617,61 € TVAC, à l'article 330/723-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et la dépense totale pour les frais de licences et d'abonnement pour 5 ans, révisions des prix incluses, estimée à 1.545,38 € HTVA ou 1.869,91 € TVAC, à l'article 330/124-12 du budget ordinaire de

l'exercice 2023 et des exercices suivants;

3. De faire valider un accord en vue de la récupération de la dépense effectuée par la zone de police pour le compte du propriétaire, à savoir l'administration communale de Schaarbeek, qui est également gestionnaire du projet de l'antenne LISA;
4. De la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Beveiliging van de antenne LISA in Schaarbeek - Inbraak- en toegangscontrolesystemen - Inschrijving in het raamcontract LPA/2017/295, afgesloten door de Politiezone Antwerpen (Dossier 2023/165 - ID 1211).

1. Wettelijke bepalingen

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en later wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

2. Antecedenten en motivatie

Overwegende dat in de loop van 2024 (exacte begindatum van de bezetting nog onbekend), een multidisciplinaire antenne zal worden opgericht in het gebouw, genaamd "Antenne LISA"; Dat deze zal worden beheerd door de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek; Dat diverse actoren op het gebied van veiligheid en preventie, actief in de buurt, daar zullen werken;

Dat de eigenaar, de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek, de volgende ruimtes ter beschikking stelt van de politiezone:

- In de kelder, opslagruimten;
- Op de begane grond, een multifunctionele zaal;
- Op de eerste verdieping, kantoorruimtes;
- Op de tweede verdieping, een ruimte met keuken en een rustkamer, evenals een terras;

Overwegende dat in 2013 de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek en Politiezone 5344 een huurovereenkomst van 9 jaar hebben gesloten voor het pand gelegen in 1030 Schaarbeek, Brichautstraat 2; Dat de politiezone daar een buurtcommissariaat had gevestigd (een "Koban"); Dat de huurovereenkomst afliep op 28 februari 2022; Dat het gebouw was voorzien van inbraak- en toegangscontrolesystemen tijdens de bezetting door de politiezone; Dat aangezien de configuratie niet langer voldeed aan de behoeften van het "LISA"-project, de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek met verbouwingswerken begon; Dat tijdens deze renovatiewerkzaamheden de inbraakpreventie- en toegangscontrolesystemen niet konden worden hersteld voor hergebruik;

Overwegende dat het van essentieel belang is dat het gebouw kan beschikken over een adequate beveiliging gezien de aanwezigheid van politiepersoneel ter plaatse, zowel tegen inbraak als voor

toegangscontrole; Dat de installatie van deze systemen de verantwoordelijkheid is van de eigenaar van het gebouw, namelijk de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek; Aangezien echter dat de politiezone de technische expertise heeft met betrekking tot veiligheidsnormen van een gebouw waar politiepersoneel is gehuisvest, en dat de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek geen toegang heeft tot de raamovereenkomsten afgesloten door een aankoopcentrale van de Geïntegreerde Politie, heeft de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek de uitvoering van deze werkzaamheden gedelegeerd aan de politiezone om ervoor te zorgen dat ze zowel aan de behoeften van de gemeente als aan de specifieke behoeften van de politiezone voldoen;

Dat het is overeengekomen dat de werkzaamheden die door de politiezone zijn uitgevoerd namens de eigenaar, namelijk de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek, zullen worden vergoed aan de politiezone, indien van toepassing, in het kader van de subsidie "LISA" toegekend door Safe Brussels aan de gemeente Schaarbeek;

Gelet op de beslissing van de Politieraad van 20 oktober 2020 met betrekking tot de toetreding tot de raamovereenkomst LPA/2017/295, geldig tot en met 31 augustus 2028, gesloten door de Lokale Politie van Antwerpen met het bedrijf SECURITAS NV., Font Saint-Landry 3 in 1120 Brussel, voor onder andere oplossingen voor de beveiliging van gebouwen;

Dat in het kader van bovenstaande raamovereenkomst diensten met betrekking tot de beveiliging van gebouwen beschikbaar zijn, zowel tegen inbraak als voor toegangscontrole;

Overwegende dat de politiezone aan de firma Securitas offertes heeft gevraagd voor deze twee posten;

Dat Securitas een inbraakpreventiesysteem aanbiedt voor een bedrag van 19.027,23 € excl. btw oftewel 23.022,95 € incl. btw, waarbij een data-abonnement van 25MB moet worden toegevoegd tegen 10,00 € excl. btw/maand en een Intrusion Software ADV-1AP-1Y Genetec™ Advantage voor 47,36 € excl. btw per jaar;

Dat Securitas een toegangscontrolesysteem (compatibel met de badges van de politiezone) aanbiedt voor een bedrag van € 27.764,18 excl. btw oftewel 33.594,66 € inclusief btw, waarbij een Access Software ADV-1AP-1Y Genetec™ Advantage voor 85,77 € excl. btw per jaar moet worden toegevoegd;

Aangezien de integratie in het Genetec Securitas systeem mogelijk is;

Overwegende dat de door Securitas ingediende offerte voor de anti-inbraak en toegangscontrolesystemen een investering van 46.791,41 € excl. btw oftewel 56.617,61 € incl. btw vertegenwoordigt, en dat deze uitgave moet worden teruggevorderd bij de eigenaar van het gebouw ;

Overwegende dat voor data- en softwareabonnementen een marge van maximaal 10% moet worden voorzien om rekening te houden met eventuele prijsherzieningen;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Besluit : bij hoofdelijke stemming

1. Het goedkeuren van de installatiewerkzaamheden voor inbraak- en toegangscontrolesystemen met het oog op de beveiliging van de multidisciplinaire LISA-antenne van onze politiezone, gelegen in de Brichautstraat 2 te 1030 Schaarbeek, via inschrijving in het raamovereenkomst LPA/2017/295, afgesloten met de politiezone Antwerpen bij de firma SECURITAS, Font Saint-Landry 3 te 1120 Brussel;
2. De totale uitgave voor de investeringen, die geraamd is op 46.791,41 € excl. btw oftewel

56.617,61 € incl. btw, in te schrijven op artikel 330/723-51 van de buitengewone begroting van het jaar 2023 en de totale uitgave voor de abonnements- en licentiekosten voor een periode van 5 jaar, de prijsherziening inbegrepen, die geraamd is op 1.545,38 € excl. btw oftewel 1.869,91 € incl. btw, in te schrijven op artikel 330/124-12 van de gewone begroting 2023 en volgende dienstjaren;

3. Het goedkeuren van een akkoord voor het terugvorderen van de uitgaven door de politiezone namens de eigenaar, zijnde de Gemeentelijke Administratie van Schaarbeek, die tevens de beheerder is van het LISA-project;
4. Het financieren hiervan via een lening

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

9 **Sécurisation du site TechnoMeiser par une vidéosurveillance et une détection anti-intrusion – inscription accord-cadre LPA/2017/295 de la Police Locale d’Anvers (Dossier 2023/169 - ID 1215)**

1. Bases légales

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l’ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l’obligation d’organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu’ils recourent à une centrale d’achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

2. Antécédents et motivation

Considérant que le 7 janvier 2021, la zone de police et les représentants de la SRIB ont signé une convention de cession relative à la cession d’un droit d’emphytéose sur la parcelle et sur la cession de l’immeuble y bâti, dénommé « TechnoMeiser », sis à Schaarbeek, chaussée de Louvain et rue Evenepoel;

Vu que la date de signature de l'acte notarial relatif à cette cession a été fixée au 22 décembre 2023;

Vu que la zone deviendra dès lors responsable de la sécurité du site à partir du 22 décembre 2023;

Vu que la sécurisation actuelle par une présence physique prise en charge par la Région prendra fin mi-décembre 2023;

Vu que la sécurisation du site, qui restera inoccupé jusqu’au démarrage du chantier de rénovation est impérative;

Considérant que le Conseil de Police, dans sa séance de 20 novembre 2023, a marqué son accord pour que la sécurisation du site soit effectuée en présentiel, via une solution de gardiennage physique pour une période de maximum 3 mois (via une inscription à l'accord-cadre conclu par la Police Locale d'Anvers LPA/2017/295 avec la firme Securitas);

Que dans le cadre de l'accord-cadre susmentionné, des prestations concernant la sécurisation des sites via des systèmes anti-intrusion et vidéosurveillance sont disponibles;

Considérant qu'en deuxième phase, la zone souhaite équiper de façon provisoire le bâtiment avec un système anti-intrusion et de vidéosurveillance. Que dès lors une offre selon notre besoin a été demandée à Securitas;

Que le matériel choisi pourra être récupéré lors de la situation finale du projet; qu'il est prévu que la détection anti-intrusion couvre les parties communes, avec des claviers situés aux 3 entrées (côté chaussée de Louvain, côté rue Henri Evenepoel et entrée garage) et que la vidéosurveillance par 9 caméras externes couvre tout le périmètre du bâtiment ainsi que l'entrée du garage;

Vu qu'une intégration dans le Genetec Securitas est possible;

Que l'offre soumise par la société Securitas suivant notre demande pour la détection anti-intrusion représente une dépense de 28.052,33 € HTVA ou 33.943,32 € TVAC, à laquelle il faut ajouter un abonnement data de 25MB à 10,00 € HTVA/mois et un Intrusion Software ADV-1AP-1Y Genetec™ Advantage à 47,36 € HTVA par an;

Que l'offre soumise par la société Securitas suivant notre demande pour la vidéosurveillance représente une dépense de 36.196,21 € HTVA ou 43.797,42 € TVAC;

Considérant que le montant total estimé pour l'acquisition et l'installation d'une détection anti-intrusion et d'une vidéosurveillance pour le site TechnoMeiser s'élève à (43.797,42 € TVAC + 33.943,32 € TVAC =) 77.740,74 € TVAC, auxquels il faut ajouter les frais d'abonnement data et de licences pendant 5 ans;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir une marge de 10% pour tenir compte des éventuelles révisions des prix; que les frais d'abonnement et de licences pendant 5 ans sont ainsi estimés à 1.236,32 € TVAC pour 5 ans;

Considérant la décision du Conseil de Police du 20 octobre 2020 relative à l'adhésion à l'accord-cadre conclu par la Police Locale d'Anvers LPA/2017/295, valable jusqu'au 31 août 2028 inclus, avec la firme Securitas SA, Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles, pour, entre autres, la fourniture et l'installation d'équipements de sécurisation;

Considérant que la zone de police qui fait appel à une centrale d'achat sur la base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

3. **Décide** : par appel nominal

1. D'approuver l'inscription dans l'accord-cadre LPA/2017/295, conclu avec par la zone de police d'Anvers auprès de la Firme Securitas SA, Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles, pour l'acquisition et l'installation d'un système anti-intrusion et de vidéosurveillance pour le site TechnoMeiser;
2. D'imputer la dépense estimée totale de 77.740,74 TVAC à l'article 330/723-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 pour les investissements et de 1.236,32 € TVAC à l'article 330/124-12 du budget ordinaire de l'exercice 2023 et des exercices suivants en ce qui concerne les frais d'abonnement et de licences pendant 5 ans;
3. De la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Beveiliging van de TechnoMeiser-site door een camerabewaking en een inbraakbeveiligingssysteem – inschrijving in het raamcontract LPA/2017/295, afgesloten door de Politiezone Antwerpen (Dossier 2023/169 - ID 1215)

1. Wettelijke bepalingen

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en later wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

2. Antecedenten en motivatie

Overwegende dat de politiezone en de vertegenwoordigers van de GIMB op 7 januari 2021 een overdrachtsovereenkomst hebben ondertekend betreffende de overdracht van een erfpachtsovereenkomst op het perceel en de overdracht van het gebouw genaamd "TechnoMeiser", gelegen te Schaarbeek, Leuvensesteenweg en Evenepoelstraat;

Gelet op het feit dat de datum voor de ondertekening van de notariële akte met betrekking tot deze overdracht is vastgesteld op 22 december 2023;

Gezien het feit dat de zone dus vanaf 22 december 2023 verantwoordelijk wordt voor de beveiliging van de site;

Overwegende dat de huidige fysieke beveiliging door het Gewest halverwege december 2023 afloopt;

Overwegende dat het strict noodzakelijk is om de site, die onbezet zal blijven tot het begin van de renovatiewerken, te beveiligen;

Aangezien tijdens de vergadering van de Politieraad op 20 november 2023 werd overeengekomen dat de beveiliging van de site zou worden uitgevoerd door middel van een fysiek aanwezige bewaking gedurende een periode van 3 maanden (inschrijving binnen het kader van het raamcontract gesloten door de Lokale Politie Antwerpen LPA/2017/295);

Dat binnen het kader van het genoemde raamcontract prestaties met betrekking tot de beveiliging van de locaties door camerabewaking en inbraakbeveiligingssystemen beschikbaar zijn;

Overwegende dat in de tweede fase de zone tijdelijk het gebouw wil uitrusten met camerabewaking en een inbraakbeveiligingssysteem. Een offerte die aan onze behoeften voldoet, werd aangevraagd bij

Securitas;

Dat het gekozen materiaal kan worden gerecupereerd tijdens de laatste fase van het project; dat het voorzien is om de gemeenschappelijke ruimtes uit te rusten van een anti-inbraaksysteem, met toetsenborden aan de 3 ingangen (aan de kant van de Leuvensesteenweg, aan de zijde van de Henri Evenepoelstraat en aan de ingang van de garage) en dat de videobewaking door 9 externe camera's de hele perimeter van het gebouw en de ingang van de garage zal dekken;

Aangezien een integratie in het Genetec Securitas-systeem mogelijk is;

Dat de offerte van Securitas op onze vraag voor een anti-inbraaksysteem een uitgave van 28.052,33 € exclusief btw of 33.943,32 € incl. btw vertegenwoordigt, waarbij een data-abonnement van 25MB moet worden toegevoegd tegen 10,00 € excl. btw/maand en een Intrusion Software ADV-1AP-1Y Genetec™ Advantage voor 47,36 € excl. btw/jaar;

Dat de offerte van Securitas op onze vraag voor de videobewaking een uitgave van 36.196,21 € excl. btw of 43.797,42 € incl. btw vertegenwoordigt;

Overwegende dat het totale geraamde bedrag voor de aankoop en installatie van een anti-inbraakdsysteem en videobewaking voor de TechnoMeiser-site 77.740,74 € incl. btw (= 43.797,42 € incl. btw + 33.943,32 € incl. btw) bedraagt, waarbij de kosten van het data-abonnement en de licenties voor 5 jaar moeten worden toegevoegd;

Overwegende dat een marge van 10% dient te worden voorzien, en dit om rekening te houden met eventuele prijsherzieningen; Dat de abonnements- en licentiekosten voor 5 jaar zodoende worden geraamd op 1.236,32 € incl. btw voor 5 jaar;

Overwegende de beslissing van de Politieraad van 20 oktober 2020, met betrekking tot het toetreden tot het raamovereenkomst, afgesloten door de Lokale Politie Antwerpen, LPA/2017/295, geldig tot en met 31 augustus 2028, met de firma Securitas NV, Font Saint-Landry 3 te 1120 Brussel, voor, onder andere, de levering en installatie van beveiligingsapparatuur;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

3. **Besluit:** bij hoofdelijke stemming

1. De goedkeuring van de aankoop en de installatie van een inbraakbeveiligings- en videobewakingssysteem voor de beveiliging van de TechnoMeiser-site via inschrijving in het raamcontract LPA/2017/295, afgesloten door de politiezone Antwerpen bij de firma Securitas NV, Font Saint-Landry 3 te 1120 Brussel;
2. De totaal geraamde uitgaven van 77.740,74 € incl. btw in te schrijven op artikel 330/723-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 voor de investeringen, en van 1.236,32 € incl. btw op artikel 330/124-12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023 en de volgende dienstjaren voor de abonnements- en licentiekosten gedurende 5 jaar;
3. Ze met een lening te financieren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

10 **Sécurisation du site Dupont – Contrôle d'accès, anti-intrusion et vidéosurveillance – inscription accord-cadre LPA/2017/295 de la Police Locale d'Anvers (Dossier 2023/170 - ID 1216)**

1. Bases légales

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

2. Antécédents et motivation

Considérant que le 6 juin 2023, la Défense a notifié à la zone de police que des travaux en vue de la construction du nouveau quartier militaire sont planifiés; Que dès lors la Défense a révoqué l'autorisation domaniale N° 11.13615;

Que dès lors il nous a été demandé de quitter les installations occupées (bloc 5 qui abrite les unités BST et BTA) pour le 8 janvier 2024;

Considérant que le 1^{er} avril 2023, le contrat de bail pour le premier étage du bâtiment sis rue Pierre Dupont est entré en vigueur;

Que de nombreux travaux d'aménagement concernant la sécurité devaient être effectués avant que les locaux puissent être occupés par les services BST et BTA ; Que ces travaux nécessitent plusieurs études et autorisations préalables;

Que dès lors, le 24 octobre 2023, le Collège de Police a demandé une prolongation de l'autorisation domaniale; Que le 7 novembre 2023, faisant suite à notre demande, la Défense a accordé une prolongation de l'autorisation domaniale jusqu'au 31 mars 2024;

Considérant la décision du Conseil de Police du 20 octobre 2020 relative à l'adhésion à l'accord-cadre conclu par la Police Locale d'Anvers, LPA/2017/295, valable jusqu'au 31 août 2028 inclus, avec la firme Securitas SA, Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles, pour, entre autres, des solutions de sécurité des bâtiments;

Que dans le cadre de l'accord-cadre susmentionné, des prestations concernant la sécurisation des bâtiments via des systèmes de détection anti-intrusion, de contrôle d'accès et de vidéosurveillance sont disponibles ; Vu qu'une offre a été demandée à la société Securitas pour l'installation d'un système de détection anti-intrusion, d'un système de contrôle d'accès utilisant les badges de la zone de police et compatible avec Genetec pour les parties occupées par les services de la zone (RDC et premier étage) dans le bâtiment et d'un système de vidéosurveillance pour l'extérieur;

Considérant que la société Securitas nous a fait une offre suivant les prix de l'accord-cadre susmentionné et suivant notre demande;

Que la dépense totale pour l'installation d'un système de détection anti-intrusion est de 51.019,15 € HTVA ou de 61.733,17 € TVAC à laquelle il faut ajouter les frais d'abonnement data et de licences Genetec pendant 5 ans;

Que la dépense totale pour l'installation d'un contrôle d'accès dans les parties occupées par la zone de police du bâtiment sis rue Pierre Dupont 165 est de 72.489,28 € HTVA ou 87.712,03 € TVAC, à laquelle il faut ajouter les licences Genetec « 1 year » au prix de 181,07 € HTVA par an;

Que la dépense totale pour l'installation d'une vidéosurveillance extérieure pour le bâtiment sis rue Pierre Dupont 165 est de 27.155,21 € HTVA ou 32.857,80 € TVAC;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir une marge de 10% pour tenir compte des éventuelles révisions des prix pour les frais de licences et d'abonnement; Que les frais de licences et d'abonnement sont ainsi estimés à 2.573,92 € TVAC pour 5 ans;

Considérant que la zone de police en faisant fait appel à une centrale d'achat sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

3. **Décision** : par appel nominal

1. D'approuver l'acquisition et l'installation d'un système de détection anti-intrusion, d'un système de contrôle d'accès et d'un système de vidéosurveillance en vue de la sécurisation des parties du bâtiment sis rue Pierre Dupont 165 à 1140 Evere occupées par la zone de police, via une inscription dans l'accord-cadre LPA/2017/295, conclu par la zone de police d'Anvers auprès de la firme Securitas SA, Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles;
2. D'imputer la dépense totale estimée de 182.303,01 € TVAC pour les investissements, à l'article 330/723-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, et de 2.573,92 € TVAC pour les frais de licences et d'abonnement pour 5 ans à l'article 330/124-12 du budget ordinaire de l'exercice 2023 et des exercices suivants;
3. De la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Beveiliging van de Dupont-site – Toegangscontrole, inbraakbeveiliging en camerabewaking – inschrijving in het raamcontract LPA/2017/295, afgesloten door de Politiezone Antwerpen (Dossier 2023/170 - ID 1216)

1. Wettelijke bepalingen

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en later wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

2. Antecedenten en motivatie

Overwegende dat op 6 juni 2023 het Ministerie van Defensie de politiezone heeft ingelicht dat er werken gepland zijn voor de bouw van een nieuw kwartier;

Dat de domeinvergunning Nr. 11.13615 bijgevolg is ingetrokken;

Dat ons wordt gevraagd om de bezette installaties te verlaten (blok 5 waarin de eenheden BBV en BTA zijn gehuisvest) tegen 8 januari 2024;

Overwegende dat op 1 april 2023 het huurcontract voor de eerste verdieping van het gebouw aan de Pierre Dupontstraat in werking is getreden;

Dat er veel beveiligingsgerelateerde aanpassingen moeten worden uitgevoerd voordat de ruimtes door de diensten BBV en BTA in gebruik kunnen worden genomen; Dat deze werken verschillende studies en voorafgaande vergunningen vereisen;

Dat daarom op 24 oktober 2023 het Politiecollege een verlenging van de domeinvergunning heeft aangevraagd; Dat op 7 november 2023, als gevolg van dit verzoek, Defensie een verlenging van de domeinvergunning heeft verleend tot 31 maart 2024;

Gezien de beslissing van de Politieraad van 20 oktober 2020 met betrekking tot de toetreding tot het raamcontract LPA/2017/295, gesloten door de Lokale Politie Antwerpen met de firma Securitas NV, Font Saint-Landry 3 te 1120 Brussel, voor onder andere oplossingen voor de beveiliging van gebouwen, geldig tot en met 31 augustus 2028;

Dat, binnen het kader van het genoemde raamcontract, prestaties met betrekking tot de beveiliging van locaties door camerabewaking en inbraakbeveiligings- en toegangscontrolesystemen beschikbaar zijn;

Dat een offerte is aangevraagd bij de firma Securitas voor de installatie van een inbraakbeveiligingssysteem en een toegangscontrolesysteem dat onze badges kan gebruiken en dat compatibel is met Genetec voor de ruimtes van het gebouw die door onze diensten worden bezet (gelijkvloers en eerste verdieping) en een videobewakingssysteem voor de buitenkant;

Overwegende dat Securitas ons een offerte heeft gedaan in overeenstemming met de prijzen van de eerdergenoemde raamovereenkomst en naar aanleiding van onze aanvraag;

Dat de totale kost voor de installatie van het inbraakbeveiligingssysteem 51.019,15 € exclusief btw of 61.733,17 € inclusief btw bedraagt, waarbij abonnements- en licentiekosten Genetec moeten worden toegevoegd voor 5 jaar;

Dat de totale kost voor de installatie van het toegangscontrolesysteem in de door de politiezone bezette delen van het gebouw aan Pierre Dupontstraat 165 72.489,28 € excl. btw of 87.712,03 € incl. btw bedraagt, waarbij de licenties Genetec "1 jaar" tegen de prijs van 181,07 € excl. btw per jaar moeten toegevoegd worden;

Dat de totale uitgave voor de installatie van een extern videobewakingssysteem voor het gebouw aan de Pierre Dupontstraat 165, 27.155,21 € excl. btw of 32.857,80 € incl. btw bedraagt;

Overwegende de noodzaak om een marge van 10% te voorzien om rekening te houden met eventuele prijsherzieningen voor de abonnements- en licentiekosten; Dat de kosten van de licenties en de abonnementen zodoende worden geraamd op 2.573,92 € incl. btw voor 5 jaar;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

3. **Besluit** : bij hoofdelijke stemming

1. De goedkeuring van de aankoop en de installatie van een inbraakbeveiligings-, een toegangscontrole- en een videobewakingssysteem voor de beveiliging van de delen van het gebouw Pierre Dupontstraat 165, 1140 Evere, die door de politiezone worden gebruikt, via

inschrijving in het raamcontract LPA/2017/295, afgesloten door de politiezone Antwerpen bij de firma Securitas NV, Font Saint-Landry 3 te 1120 Brussel;

2. De totale uitgaven van 182.303,01 € inclusief btw voor de investeringen in te schrijven op artikel 330/723-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, en van 2.573,92 € inclusief btw op artikel 330/124-12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023 en de volgende dienstjaren voor de abonnements- en licentiekosten gedurende 5 jaar;
3. Ze met een lening te financieren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

11 **Adhésion au contrat commun CC 241 Papier et enveloppes écologiques (SPF BOSA) – Décision de participation définitive (Dossier 2023/155 - ID 1201)**

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2023 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats;

Considérant le fait que les institutions soumises à la législation relative aux marchés publics sont de plus en plus confrontées à des questions techniques et administratives complexes, et qu'il y a de plus en plus d'exigences au niveau des connaissances professionnelles ;

Que la coopération au niveau des marchés publics et/ou de l'offre de services facilitaires peut générer des synergies et des effets d'échelles positifs ;

Vu la création du Réseau de Concertation Stratégique des Achats Fédéraux (CSAF) qui identifie les marchés publics qui doivent faire l'objet d'un contrat commun (CC) ;

Qu'un réseau de Concertation Tactique et Opérationnelle des Achats Fédéraux (CTOAF) est créé par le CSAF pour chaque contrat commun ou pour tous les contrats communs relevant d'un domaine spécifique (p.e. véhicules, PC, etc.) ;

Que le CTOAF est composé de l'entité qui exécute le marché public et de participants d'autres institutions fédérales qui rédigent ensemble le cahier spécial des charges et, si souhaité, peuvent prendre conjointement les décisions relatives à l'adjudication du marché ;

Qu'on distingue des participants actifs, des participants passifs et des participants via la centrale d'achat;

Que les zones de police locales font partie des participants via la centrale d'achat;

Considérant que tout participant via la centrale d'achat qui souhaite participer à un contrat commun qui est ouvert pour e.a. les zones de police, doit transmettre une déclaration d'intention au secrétariat de la CSAF dans les deux mois qui suivent la publication en ligne de la proposition ;

Considérant que dès que le contenu du contrat commun a été fixé, le secrétariat de la CSAF met le document « Participation définitive » à la disposition de tous les participants qui auront fourni à temps leur déclaration d'intention ;

Que le document d'adhésion de la participation définitive doit être transmis au secrétariat de la CSAF dans les deux mois ;

Qu'il s'agit chaque fois d'un système fermé par contrat commun, c.-à.-d. qu'un participant qui communique la déclaration d'intention ou la participation définitive tardivement, ne pourra plus adhérer ultérieurement à ce contrat commun ;

Considérant que le participant à un contrat commun poursuit en principe sa participation jusqu'à la fin de ce contrat;

Considérant que la publication en ligne du CC 241 Papier et enveloppes écologiques au plateforme du Centre de Service Procurement ;

Considérant la déclaration d'intention en date du 21 mai 2023 de la zone de police pour participer à ce contrat commun ;

Considérant la demande de participation définitive du secrétariat de la CSAF du 10 novembre 2023;

Considérant que le marché public comprendra 5 lots, à savoir :

- Lot 1 : Papier de bureau écologique (circulaire) A3/A4
- Lot 2 : Papier coloré écologique
- Lot 3 : Enveloppes écologiques non imprimées et imprimées
- Lot 4 : Papier d'imprimerie et média
- Lot 5 : Communication visuelle imprimée

Considérant que la zone de police peut également commencer à commander dans le courant du contrat commun (et dès lors pas à partir de l'attribution du contrat commun) ;

Considérant que la zone de police souhaite participer aux lots suivants :

- Lot 1 : Papier de bureau écologique (circulaire) A3/A4
- Lot 2 : Papier coloré écologique
- Lot 3 : Enveloppes écologiques non imprimées et imprimées
- Lot 5 : Communication visuelle imprimée

Que la date prévue pour le commencement est le premier novembre 2024 ;

Que la durée de cet accord-cadre s'élève à 48 mois;

Que cet accord-cadre est prolongeable pour une durée de 6 mois ;

Considérant que la zone de police en faisant appel à une centrale de marché sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, est dispensée de l'obligation d'organiser elle-

même une procédure de passation ;

Considérant que la dépense totale pour la durée du marché est estimée à € 372.054,15 hors TVA ou € 450.185,53 TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024, aux articles 330/123-02 et 330/124-06, et exercices suivants ;

Décide : par appel nominal

1. D'approuver l'adhésion au contrat commun CC 241 Papier et enveloppes écologiques (SPF BOSA).
2. De transmettre la décision de participation définitive au secrétariat de la CSAF.
3. D'approuver le paiement par le crédit qui sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024, aux articles 330/123-02 et 330/124-06 et exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Toetreding Gemeenschappelijke Overeenkomst GO 241 Milieuvriendelijk papier en briefomslagen (FOD BOSA) – Beslissing tot definitieve deelname (Dossier 2023/155 - ID 1201)

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 2023 inzake de federaal gecentraliseerde overheidsopdrachten in het kader van het federaal aankoopbeleid;

Overwegende het feit dat instellingen die onderhevig zijn aan de wetgeving op overheidsopdrachten steeds worden geconfronteerd met complexere technisch-administratieve vraagstukken en dat er meer en meer eisen worden gesteld op vlak van vakspecifieke kennis;

Dat samenwerking op het vlak van overheidsopdrachten en/of aanbieden van facilitaire diensten positieve schaaffecten en synergiën kan genereren;

Gelet op de oprichting van het Strategisch Federaal Aankoopoverleg (SFA) dat beslist voor welke overheidsopdrachten een gemeenschappelijke overeenkomst (GO) zal gerealiseerd worden;

Dat door het SFA een Tactisch en Operationeel federaal Aankoopoverleg (TOFA) wordt gecreëerd voor elke gemeenschappelijke overeenkomst of domein van gerelateerde gemeenschappelijke overeenkomsten (bv. voertuigen, PC's etc);

Dat het TOFA is samengesteld uit de entiteit die de overheidsopdracht zal uitvoeren en deelnemers van andere federale instellingen die samen het bestek uitschrijven en indien gewenst samen beslissingen nemen inzake gunning van de opdracht;

Dat er een onderscheid wordt gemaakt tussen actieve deelnemers, passieve deelnemers en deelnemers via aankoopcentrale;

Dat de lokale politiezones deel uitmaken van de deelnemers via aankoopcentrale;

Overwegende dat elke deelnemer via aankoopcentrale die interesse heeft om deel te nemen aan een gemeenschappelijke overeenkomst die opengesteld werd voor o.a. de lokale politiezones, binnen de twee maanden na het online plaatsen van het voorstel, een intentieverklaring dient over te maken aan het SFA-secretariaat;

Overwegende dat van zodra de inhoud van gemeenschappelijke overeenkomst werd vastgelegd, het SFA-secretariaat het document "Definitieve deelname" ter beschikking stelt van alle deelnemers die hun intentieverklaring tijdig hebben bezorgd;

Dat het aansluitingsdocument voor de definitieve deelname binnen de twee maanden moet overgemaakt worden aan het SFA-secretariaat;

Dat het hier steeds gaat om een gesloten systeem per gemeenschappelijke overeenkomst, d.w.z. dat een deelnemer bij een niet-tijdige mededeling van de intentieverklaring of de definitieve deelname achteraf ook niet meer kan toetreden tot deze gemeenschappelijke overeenkomst;

Overwegende dat de deelnemer aan een gemeenschappelijke overeenkomst in principe blijft deelnemen tot het einde van deze overeenkomst;

Overwegende de online publicatie van de GO 241 Milieuvriendelijk papier en briefomslagen op het platform van het dienstencentrum Procurement;

Overwegende de intentieverklaring op datum van 21 mei 2023 van de politiezone om deel te nemen aan deze gemeenschappelijke overeenkomst ;

Overwegende de vraag van het SFA-secretariaat tot definitieve deelname van 10 november 2023;

Overwegende het feit dat de overheidsopdracht betrekking zal hebben op 5 percelen, te weten:

- Perceel 1: Milieuvriendelijk (circulair) kantoorpapier A3/A4
- Perceel 2: milieuvriendelijk gekleurd papier
- Perceel 3: Milieuvriendelijk bedrukte en onbedrukte briefomslagen
- Perceel 4: Drukkerij papier en media
- Perceel 5: Bedrukte visuele communicatie

Overwegende dat de politiezone ook in de loop van de gemeenschappelijke overeenkomst kan beginnen te bestellen (dus niet vanaf de gunning van de gemeenschappelijke overeenkomst);

Overwegende dat de politiezone wenst deel te nemen aan volgende percelen:

- Perceel 1: Milieuvriendelijk (circulair) kantoorpapier A3/A4
- Perceel 2: milieuvriendelijk gekleurd papier
- Perceel 3: Milieuvriendelijk bedrukte en onbedrukte briefomslagen

- Perceel 5: Bedrukte visuele communicatie

Dat de geplande startdatum 1 november 2024 is;

Dat de looptijd van de raamovereenkomst 48 maanden bedraagt;

Dat deze raamovereenkomst verlengbaar is met 6 maanden;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de totale uitgave voor de duur van de opdracht op € 372.054,15 excl. btw of € 450.185,53 incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat zal ingeschreven worden in de gewone begroting van het dienstjaar 2024, op artikel 330/123-02 en 330/124-06, en volgende dienstjaren;

Besluit: bij hoofdelijke stemming

1. De toetreding tot de Gemeenschappelijke Overeenkomst GO 241 Milieuvriendelijk papier en briefomslagen (FOD BOSA) goed te keuren.
2. De beslissing tot definitieve deelname over te maken aan het SFA-secretariaat.
3. De betaling goed te keuren met het krediet dat zal ingeschreven worden op de gewone begroting van het dienstjaar 2024, op artikel 330/123-02 en 330/124-06, en volgende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

12 **Acquisition du matériel d'exploitation - Inscription CREAT-CEBEO - Dossier 2023/167 - ID 1213**

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que le CREAT Service Centre a conclu un accord-cadre pour la fourniture de matériel électrique et d'équipements électriques/électroniques (début de contrat: 1^{er} novembre 2023), valable jusqu'au 31 octobre 2027 et a désigné en qualité d'adjudicataire la firme Cebeo, Eugène Bekaertlaan

63, 8790 Waregem;

Considérant que sur la liste d'approbation d'achats présentée au Conseil de Police le 20 novembre 2023, nous avons inscrit l'achat de 7 réfrigérateurs Silcencio DS601H DOMETIC pour un montant estimé de 7.000,00 € TVAC; qu'entre temps les besoins se sont vus modifiés ; que la zone ne souhaite plus donner suite à cet achat; qu'il est demandé que les 7 réfrigérateurs Silcencio soient remplacés par l'achat de 7 frigos d'application médicale qui seront utilisés pour accueillir les échantillons de sang, urine et salive utilisés dans l'instruction des dossiers en cours; que la zone de police souhaite que chaque unité qui traite ce type d'échantillons puisse avoir un réfrigérateur dédié;

Considérant qu'il est également demandé de remplacer le surgélateur actuel de la cuisine;

Qu'il y a lieu d'acquérir les fournitures suivantes:

- 1 surgélateur pose libre 366L (remplacement du surgélateur actuel de la cuisine) pour le prix de 1.239,67 € HTVA ou de 1.500,00 € TVAC;
- 7 réfrigérateurs pour application médicale pour le prix global de 15.702,48 € HTVA ou 19.000,00 € TVAC;

Que la dépense totale auprès de la société Cebeo est estimée à 16.942,15 € HTVA ou 20.500,00 € TVAC;

Considérant que la zone de police en faisant appel à une centrale de marché sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

Considérant que le crédit permettant l'acquisition de ce matériel d'exploitation est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 330/744-51;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit;

Décide: par appel nominal

1. D'approuver l'inscription susmentionnée dans l'accord-cadre, conclu par le Creat Service Centre avec la firme Cebeo, Eugène Bekaertlaan 63, 8790 Waregem, pour l'acquisition de:
 - 1 surgélateur pose libre pour le prix de 1.239,67 € HTVA ou de 1.500,00 € TVAC;
 - 7 réfrigérateurs pour application médicale pour le prix global de 15.702,48 € HTVA ou 19.000,00 € TVAC;
2. D'imputer la dépense totale estimée à 16.942,15 € HTVA ou 20.500,00 € TVAC à l'article 330/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023;
3. De la financer par emprunt.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Aankoop van exploitatiemateriaal - Inschrijving CREAT-CEBEO - Dossier 2023/167 - ID 1213

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het CREAT Service Centre een raamovereenkomst heeft gesloten voor de levering van elektrisch materiaal en elektrische/elektronische apparatuur (begin contract: 1 november 2023), geldig tot 31 oktober 2027, en de firma Cebeo, Eugène Bekaertlaan 63, 8790 Waregem, heeft aangewezen als de opdrachtnemer;

Overwegende dat op de lijst van goedgekeurde aankopen, die aan de Politieraad van 20 november 2023 werd voorgelegd, de aankoop van 7 Silencio-koelkasten, DS601H DOMETIC, voor een bedrag van 7.000,00 € inclusief btw, is opgenomen; dat intussen de behoeften zijn gewijzigd; dat de zone niet langer wenst door te gaan met de bovengenoemde aankoop; dat er wordt verzocht om de 7 Silencio-koelkasten te vervangen door de aankoop van 7 koelkasten voor medisch gebruik, die gebruikt zullen worden voor de opslag van bloed-, urine-, en speekselstalen die gebruikt worden in het onderzoek van lopende dossiers; dat de Politiezone graag iedere eenheid die dit soort stalen verwerkt, wil voorzien van een specifieke koelkast;

Aangezien ook gevraagd wordt om de huidige diepvriezer van de keuken te vervangen;

Overwegende dat het nodig is om de volgende apparatuur aan te kopen:

- 1 diepvriezer vrijstaand 366L (vervanging van de huidige diepvriezer in de keuken) voor de prijs van 1.239,67 € excl. btw of 1.500,00 € incl. btw;
- 7 koelkasten voor medisch gebruik voor de globale prijs van 15.702,48 € excl. btw of 19.000,00 € incl. btw;

Dat de totale uitgave bij het bedrijf Cebeo wordt geraamd op 16.942,15 € excl. btw of 20.500,00 € incl. btw;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het krediet dat de aankoop van dit exploitiemateriaal toelaat is ingeschreven op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, artikel 330/744-51;

Overwegende dat het betaamt recht te doen gelden.

Besluit: bij hoofdelijke stemming

1. Het goedkeuren van de inschrijving bij de raamovereenkomst, afgesloten door het Creat Service Centre met het bedrijf Cebeo, Eugène Bekaertlaan 63, 8790 Waregem, voor de aankoop van:

- 1 diepvriezer vrijstaand voor de prijs van 1.239,67 € exclusief btw of 1.500,00 € inclusief btw;
- 7 koelkasten voor medisch gebruik voor de globale prijs van 15.702,48 € exclusief btw of 19.000,00 € inclusief btw;

2. De totaal geraamde uitgave van 16.942,15 € exclusief btw of 20.500,00 € inclusief btw in te schrijven op artikel 330/744-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;
3. Ze met een lening te financieren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Finances - Financiën

13 Acquisition de matériels informatiques (NAS storage) - Inscription contrat-cadre Paradigm (ex-CIRB) -Montant total 1.962,12 € TVAC - Dossier 2023/158 - ID 1204)

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il serait souhaitable de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour les besoins de la Zone de Police afin de renouveler le stock (plan quinquennal) ;

Considérant que Paradigm (anciennement le Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise) fait fonction de centrale de marché public pour, entre autres, les autorités locales de la Région de Bruxelles-Capitale, dont la zone de police 5344;

Considérant que Paradigm a conclu plusieurs contrats cadres pour des équipements IT (pc's, laptops, imprimantes, etc.) avec entre autres la firme suivante :

- la firme UpFront, établie Rue de la Technique, 15 à 1400 Nivelles en ce qui concerne lot 5 : Servers and storage, valable jusqu'au 22 novembre 2024 (contrat 2020.009 lot 5) ;

Que la Zone de Police peut dès lors s'inscrire au contrat-cadre 2020.009 lot 5 du Paradigm pour l'acquisition auprès de la firme UpFront de:

- 2 Synology Disk Station DS220 - NAS server ;

- 4 WD Red Pro NAS Hard Drive ;

Considérant que la zone de police en faisant appel à une centrale de marché sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation ;

Considérant que la dépense totale est estimée à 1.474,16 € hors TVA ou 1.783,74 € TVA comprise ;

Considérant qu'une marge de 10% doit être prévue pour des révisions éventuelles de prix ;

Que la dépense totale estimée ainsi augmentée s'élève à 1.621,58 € hors TVA ou 1962,12 € TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant l'acquisition de ces matériels informatiques est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 330/742-53 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE: par appel nominal

1. de s'inscrire dans le contrat - cadre 2020.009 Lot 5, conclu par Paradigm avec la firme UpFront, établie Rue de la Technique, 15 à 1400 Nivelles en ce qui concerne lot 5 : Servers and storage, valable jusqu'au 22 novembre 2024 :
 - 2 Synology Disk Station DS220 - NAS server pour le montant estimé de 590,96 € hors TVA ou 715,06 € TVA comprise ;
 - 4 WD Red Pro NAS Hard Drive pour le montant estimé de 883,20 € hors TVA ou 1.068,68 € TVA comprise.
2. d'approuver une marge de 10% sur la dépense calculée de 147,42 € hors TVA ou 178,38 € TVA comprise ;
3. d'imputer la dépense totale ainsi estimée de 1.621,58 € hors TVA ou 1.962,12 € TVA comprise à l'article 330/742-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
4. de la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Aankoop van informaticamateriaal (NAS Storage) Inschrijving raamovereenkomst Paradigm (ex-CIBG) - Totaal bedrag € 1.962,12 incl. btw) - Dossier 2023/158 - ID 1204

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het wenselijk zou zijn over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de behoeften van de politiezone ten einde de stock heraan te vullen (vijfjarenplan) ;

Overwegende dat Paradigm (vroeger Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest) als opdrachtcentrale fungeert voor, onder andere, de lokale overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waaronder de politiezone 5344 ;

Overwegende dat Paradigm meerdere raamovereenkomsten heeft afgesloten voor IT-apparatuur (pc's, laptops, printers, enz.) met onder andere volgende firma :

- de firma UpFront, gelegen Rue de la Technique, 15 te 1400 Nivelles voor wat betreft perceel 5 : Servers and storage, geldig tot en met 22 november 2024 (contract 2020.009 perceel 5) ;

Dat de politiezone zich derhalve kan inschrijven in de raamovereenkomst 2020.009 perceel 5 van Paradigm voor de aankoop bij de firma UpFront van :

- 2 Synology Disk Station DS220 - NAS server ;
- 4 WD Red Pro NAS Hard Drive ;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de totale uitgave geraamd wordt op € 1.474,16 excl. btw oftewel € 1.783,74

incl. btw.;

Overwegende dat een marge van 10% voor eventuele prijsherzieningen moet worden voorzien ;

Dat de zodoende verhoogde totaal geraamde uitgave € 1.621,58 € excl. btw oftewel € 1.962,12 € incl. btw bedraagt;

Overwegende dat het krediet dat de aankoop van deze informaticamaterialen toelaat is ingeschreven op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, artikel 330/742-53;

Overwegende dat het betaamt recht te doen gelden.

BESLUIT: bij hoofdelijke stemming

1. zich in te schrijven in de raamovereenkomst 2020.009 perceel 5, afgesloten door Paradigm met de firma UpFront, gelegen Rue de la Technique te 1400 Nijvel, geldig tot en met 22 november 2024 voor de aankoop van :
 - 2 Synology Disk Station DS220 - NAS server voor het geraamde bedrag van € 590,96 excl. btw oftewel € 715,06 incl. btw ;
 - 4 WD Red Pro NAS Hard Drive voor het geraamde bedrag van € 883,20 excl. btw oftewel € 1.068,68 incl. btw ;
2. een marge van 10% goed te keuren op de berekende uitgave van € 147,42 excl. btw oftewel € 178,38 incl. btw;
3. de zodoende geraamde totale uitgave van € 1.621,58 excl. btw oftewel € 1.962,12 incl. btw in te schrijven op artikel 330/742-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;
4. ze met een lening te financieren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

14 Acquisition de licenses VisioPlan 2 - inscription contrat-cadre SMALS (Dossier 2023/163- ID 1209)

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics notamment l'article 4 7 §2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils peuvent faire appel à une centrale de marchés ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la zone de police reçoit de plus en plus des directives qui contiennent des schémas de process qu'elle ne parvient pas à traduire car ils sont réalisés avec visio ou un programme similaire dont la zone de police ne dispose pas ;

Qu'il est dès lors souhaitable d'acquérir des licences VisioPlan2 ;

Considérant que le Conseil de police du 12 juin 2023 avait approuvé l'acquisition de 2 licences VisioPlan2 pour la cellule Communication ;

Considérant qu'il est souhaitable d'acquérir 2 licences VisioPlan2 supplémentaires pour le DPZ;

Considérant que l'asbl SMALS a conclu un marché avec la société SoftwareOne, sise Buro & Design Center Esplanade 1 box 3, Suite 315 à 1020 Bruxelles, portant la référence BB-001.037/2022, qui est ouvert à la police fédérale, membre de SMALS;

Que ce marché est également accessible pour les zones de police ;

Que ce marché se termine le 31 décembre 2025 ;

Considérant que la zone de police a demandé une offre de prix au fournisseur SoftwareOne pour ces nouveaux besoins, et ceci pour une période de 24 mois ;

Que SoftwareOne a proposé une offre de prix pour ces deux nouvelles licences pour ce programme pour l'année 2024 ;

Qu'une offre de prix sera communiquée en novembre 2024 pour la période 01/01/2025-31/12/2025;

Considérant que le coût pour l'année 2024 est estimé à :

- (VisioPlan2) € 8,51 hors TVA par mois, soit deux licences pour la somme de € 204,24 hors TVA ou € 247,13 TVAC pour l'année 2024 (01/01/2024 au 31/12/2024);

Considérant que le montant estimé pour les années 2024 et 2025 s'élève à :

- (VisioPlan2) € 8,51 hors TVA par mois, soit deux licences pour la somme de € 408,48 hors TVA ou € 494,26 TVAC; Qu'une marge de 10% est prévue pour faire face à la révision des prix ;Que le montant ainsi estimé pour les 2 années s'élève à € 449,33 HTV A soit € 543,69 TVAC

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 330/123-13, et sera inscrit au budget ordinaire des exercices suivants;

DECIDE: par appel nominal

1. De s'inscrire dans le marché public conclu par l'asbl SMALS avec la firme SoftwareOne, sise Buro & Design Center Esplanade 1 box 3, Suite 315 à 1020 Bruxelles pour l'acquisition de 2 licences VisioPlan 2 pour un montant global estimé de € 449,33 hors TVA ou € 543,69 TVA comprise pour une durée de 2 ans;
2. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 330/123-13, et des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Aankoop van VisioPlan 2 - inschrijving raamovereenkomst SMALS (Dossier 2023/163- ID 1209)

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 dat de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de politiezone steeds meer richtlijnen ontvangt met processchema's die zij niet kan vertalen omdat zij zijn opgesteld met visio of één soortgelijk programma waarover de politiezone niet beschikt;

Dat het derhalve wenselijk is VisioPlan2-licenties aan te kopen;

Overwegende dat de Politieraad van 12 juni 2023 de aankoop van 2 bijkomende VisioPlan2 - licenties voor de cel Communicatie had goedgekeurd;

Overwegende dat het wenselijk is 2 VisioPlan-2 licenties aan te kopen voor de zonale dispatching;

Overwegende dat de vzw SMALS een opdracht heeft gesloten met de firma SoftwareOne, gelegen Buro & Design Center Esplanade 1 box 3, Suite 315 te 1020 Brussel, met ais referentie BB- 001.037/2022 die openstaat voor de federale politie, lid van SMALS;

Dat deze opdracht tevens toegankelijk is voor de politiezones;

Dat deze opdracht op 31 december 2025 eindigt ;

Overwegende het feit dat de politiezone een prijsofferte gevraagd heeft aan de leverancier SoftwareOne voor deze nieuwe behoeften en dit voor een periode van 24 maanden;

Dat SoftwareOne een prijsofferte heeft voorgesteld voor deze twee programma's voor het jaar 2024;

Dat in november 2024 een prijsofferte zal worden meegedeeld voor de periode 01/01/2025-31/12/2025;

Overwegende dat de kost voor het jaar 2024 als volgt wordt geraamd:

- (VisioPlan2) € 8,51 exclusief btw per maand, d.w.z. twee licenties voor een bedrag van € 204,24 exclusief btw of € 247,13 btw voor 12 maanden van dit jaar 2024 (01/01/2024 tot 31/12/2024) ;

Overwegende que le montant estimé pour les années 2024 et 2025 s'élève à :

- (VisioPlan2) € 8,51 excl. btw per maand, d.w.z. twee licenties voor de som van € 408,48 excl. btw of € 494,26 incl. btw;

Dat een marge van 10% is voorzien om rekening te houden met prijsherzieningen; dat aldus het geraamde bedrag voor de 2 jaar € 449,33 excl. btw of € 543,69 incl. btw bedraagt;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgaven toelaat is ingeschreven op de gewone begroting van het dienstjaar 2023, artikel 330/123-13 en zal ingeschreven worden op de gewone begroting van de volgende dienstjaren;

Besluit: bij hoofdelijke stemming

1. Zich in te schrijven op de overheidsopdracht afgesloten door de vzw SMALS met de firma SoftwareOne, gelegen Buro & Design Center Esplanade 1 box 3, Suite 315 te 1020 Brussel voor de aankoop van 2 licenties VisioPlan 2 voor een globaal geraamd bedrag van € 449,33 excl. btw of € 543,69 incl. btw voor 2 jaar;
2. Deze uitgave te financieren met het krediet dat ingeschreven is op de gewone begroting van het dienstjaar 2023, artikel 330/123-13, en volgende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.
19 stemmers : 19 positieve stemmen.

15 **Acquisition et installation des interphones dans les locaux de garde de 3 sites de police-inscription accord-cadre LPA/2017/295 de la Police d'Anvers - (Dossier ID 1207)**

1. Dispositions légales:

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, , notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

2. Antécédents et argumentation:

Considérant que la zone de police dispose d'un interphone dans quelques cellules de ses bâtiments

(notamment aux commissariats 2 et 5) par lequel la personne détenue peut, en cas d'urgence ou de question, s'adresser à un membre du personnel de l'accueil afin d'être assistée ;

Que pour la sécurité de la personne détenue, mais aussi des policiers en contact avec la personne détenue dans les cellules, il peut être fait usage de l'interphone ;

Considérant qu'en date du 27/04/2023, le Conseil de police a approuvé l'acquisition et l'installation des interphones et accessoires dans les complexes cellulaires des commissariats 1, 3 et 4 ;

Que cette installation est en cours ;

Que les blocs cellulaires des commissariats 1, 3 et 4 disposeront donc de ce même dispositif d'interphones à la fin de cette année;

Considérant, par ailleurs, que les accueils des commissariats 1, 3 et 4 sont équipés d'un intercom (de type Stentofon de marque Zenitel) afin de communiquer avec le détenu en cellule ;

Qu'à l'accueil aussi bien un fonctionnaire de police qu'un membre de police civil est de service afin d'assurer à tour de rôle une permanence avec différentes missions à accomplir (contact avec le public, ouvertures de portes sécurisées, coups de téléphones,..) ;

Considérant que la Zone de police souhaite également prévoir un intercom (de type Stentofon) dans le

local du fonctionnaire (de police) de garde, qui sait visualiser sur écran les détenus écroués et qui sait à tout moment reprendre l'appel venant du détenu en cellule lorsque la personne travaillant à l'accueil n'est pas disponible ;

Considérant que la zone de police 5344 souhaite installer un interphone dans les commissariats 2 et 5 l'année prochaine, afin de procéder à l'uniformisation, de sorte que les détenus soient visibles à tout moment sur l'écran du local du fonctionnaire de police. Ce dernier pourra également prendre un appel du détenu en cellule à tout moment;

Que dans certains cas même, compte tenu de l'attitude et du comportement de la personne détenue, il est préférable de parler à distance sans prendre de risques inutiles pour accéder à la cellule ;

Considérant le fait que la zone de police est en train d'équiper uniformément toutes ses cellules d'un système d'interphone ;

Que l'intention est également de fournir un nouveau système d'interphonie sécurisé dans les locaux de garde, qui offre des possibilités technologiques pour les développements futurs;

Que le système d'interphonie envisagé permettra, entre autres, ultérieurement le contrôle d'accès, l'ouverture des portes et des portails , au lieu de toutes sortes de boutons-poussoirs situés à l'accueil ;

Qu'il est en outre possible de transférer la communication avec la personne détenue vers un autre site de police;

Considérant la décision du Conseil de Police du 20 octobre 2020 relative à l'adhésion à l'accord-cadre conclu par la Police Locale d'Anvers LPA/2017/295, valable jusqu'au 31 août 2028 inclus, avec la firme SECURITAS S.A., Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles, pour, entre autres, la fourniture et l'installation des systèmes d'interphonie;

Considérant que la zone de Police en faisant appel à une centrale de marché sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

Considérant que le montant total estimé pour l'acquisition et l'installation des intercoms dans les locaux de garde dans les 3 commissariats concernés s'élève à € 32.071,77 HTVA ou de € 38.806,84 TVAC impliquant un contrat d'entretien pour 1 an ;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 330/723-51 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

Décide: par appel nominal

1. De s'inscrire dans le contrat-cadre conclu par la zone de Police Locale d'Anvers (contrat LPA/2017/295) avec la firme SECURITAS, sise Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles - valable jusqu'au 31 août 2028 inclus pour l'acquisition et l'installation des interphones et accessoires dans les locaux de garde des commissariats 1, 3 et 4 ;

2. d'imputer la dépense estimée totale de € 32.071,77 HTVA ou de € 38.806,84 TVA, 21% comprise à l'article 330/723-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

3. de la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Aankoop en installatie van intercoms in de wachtlokalen van 3 politiesites - inschrijving raamovereenkomst LPA/2017/295 van de Politie Antwerpen - (Dossier ID 1207)

1. Wettelijke bepalingen:

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

2. Antecedenten en argumentatie:

Overwegende dat de politiezone in een aantal cellen van haar gebouwen over een intercom beschikt (m.n. op het commissariaat 2 en 5) waardoor de opgeslotene zich bij nood, hoogdringendheid of vraagstelling kan richten tot een personeelslid aan het onthaal ten einde geholpen te worden;

Overwegende dat de Politieraad op 27/04/2023 de aankoop en installatie van intercoms en toebehoren in de cellencomplexen van de politiecommissariaten 1, 3 en 4 heeft goedgekeurd;

Dat deze installatie in uitvoering is;

Dat de cellencomplexen van de politiecommissariaten 1, 3 en 4 dus tegen het einde van dit jaar over hetzelfde intercomsysteem zullen beschikken;

Overwegende dat de onthalen van de politiecommissariaten 1, 3 en 4 zijn uitgerust met een intercom (type Zenitel Stentofon) voor de communicatie met de gedetineerde in de cel;

dat er zowel een politiefunctionaris als een burger personeelslid van dienst is die bij beurtrol het onthaal verzekerd ten einde er verschillende taken uit te voeren (contact met het publiek, het openen van beveiligde deuren, het voeren van telefoongesprekken, enz.);

Overwegende dat de Politiezone ook een intercom (type Stentofon) wil voorzien in de wachtlokalen van de politiefunctionaris op de politiecommissariaten 1, 3 en 4, die de gedetineerden op het scherm kan zien en die de oproep van de gedetineerde in de cel kan aannemen op elk ogenblik dat de persoon die aan de receptie werkzaam is, niet beschikbaar is;

Overwegende dat Politiezone 5344 wenst om volgend jaar, ten einde tot het uniformiseren over te gaan, een intercom te installeren in politiecommissariaten 2 en 5, zodat gedetineerden op het scherm van de lokalen van de politiefunctionaris steeds zichtbaar zijn. Deze zal ten allen tijde ook een oproep van de gedetineerde in de cel kunnen aannemen.

Dat het in bepaalde gevallen, gezien de houding en het gedrag van de gedetineerde, de voorkeur verdient om op afstand elkaar aan te spreken zonder onnodige risico's te nemen om toegang tot de

cel te krijgen;

Overwegende het feit dat de politiezone al haar cellen uniform wil uitrusten met een intercomsysteem;

Dat het tevens de intentie is een nieuw beveiligd intercomsysteem te voorzien dat toekomstgerichte en technologische mogelijkheden biedt om verder uit te bouwen;

Dat het beoogde intercomsysteem o.m. in staat stelt om later de toegangscontrole, poorten en deuren te openen i.p.v. allerlei drukknopen die zich aan het onthaal bevinden;

Dat daarenboven de mogelijkheid bestaat tot het doorschakelen van de communicatie met de opgeslotene naar een andere politiesite;

Overwegende de beslissing van de Politieraad van 20 oktober 2020 betreffende de toetreding in de raamovereenkomst afgesloten door de Lokale Politiezone Antwerpen (LPA/2017/295), geldig tem 31 augustus 2028, met de firma SECURITAS nv, gelegen Sint Lendriksborre 3 te 1120 Brussel, voor onder andere de levering en installatie van intercomsystemen;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de totale geraamde kosten voor de aankoop en installatie van intercoms in de wachtlokalen van de 3 betrokken politiebureaus € 32 071,77 (exclusief btw) of € 38 806,84 (inclusief btw) bedragen, inclusief een onderhoudscontract van 1 jaar;

Overwegende dat de daartoe strekkende kredieten ingeschreven zijn in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 op artikel 330/723-51;

Overwegende dat het betaamt recht te doen gelden.

Besluit: Bij hoofdelijke stemming

1. Om zich in te schrijven in de raamovereenkomst die de Lokale Politiezone Antwerpen heeft gesloten (contract LPA/2017/295) met de firma SECURITAS, met maatschappelijke zetel te 1120 Brussel, Font Saint-Landry 3 - geldig tot en met 31 augustus 2028 - voor de aankoop en installatie van intercoms en toebehoren in de wachtlokalen van de politiecommissariaten 1, 3 en 4;

2. de totale uitgaven van 32.071,77 euro exclusief btw of 38.806,84 euro inclusief 21% btw in rekening te brengen op artikel 330/723-51 van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2023;

3. dit te financieren met een lening.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Marchés publics - Overheidsopdrachten

16 Installation de mobilier urbain – Inscription CREAT (Wolters-MABEG SRL) Dossier 2023/168 - ID 1214

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une

procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de mobilier urbain pour les besoins de la Zone de Police;

Considérant que le CREAT Service Centre a conclu un accord-cadre pour la fourniture de mobilier urbain (début de contrat: 1er juin 2022), valable jusqu'au 31 mai 2026 et a désigné en qualité d'adjudicataire la firme Wolters-MABEG SRL, Leuerbroek 1074, 3640 Kinrooi;

Considérant que le bâtiment dénommé « CAP », situé au 124 rue Colonel Bourg à 1140 Evere, ne dispose pas d'un lieu extérieur protégé où les membres du personnel de la zone de police puissent s'abriter en vue d'une pause cigarette;

Qu'il y a lieu d'installer, pour ce site, les équipements suivants:

- 1 Abri fumeur model Atlantique 3000 x 1500;
- 2 Cendriers;

Que la dépense pour cet abri fumeur pour le CAP est estimée à un montant de 7.263,39 € TVAC;

Considérant que le Moniteur Belge du 9 juin 2017 fait référence à l'obligation de l'employeur de mettre à disposition de ses travailleurs et visiteurs un parking vélo; Que dans l'annexe III du Moniteur Belge du 9 juin 2017, dispose que le nombre d'emplacements vélos ne peut être inférieur à un cinquième du nombre d'emplacements de parking pour véhicules motorisés à disposition exclusive de l'entreprise; Que le parking vélos doit comprendre un nombre suffisant d'emplacements vélos permettant d'accueillir les travailleurs et les visiteurs qui rejoignent le site à vélo, augmenté de 20%;

Que sur la liste d'approbation d'achats présentée au Conseil de Police le 20 novembre 2023, nous avons inscrit l'achat du mobilier urbain en vue d'aménager une partie du parking appartenant au bâtiment « Dupont », sis au 165 rue Pierre Dupont à 1140 Evere; Qu'après un contact avec le facilitateur « Mobility & Fleet » auprès de Bruxelles Environnement et une nouvelle analyse approfondie des besoins, nous souhaitons proposer une autre solution pour la mobilité douce (alternative) pour le bâtiment Dupont;

Qu'il y a dès lors lieu de ne plus procéder à l'achat du mobilier urbain ci-dessous pour une valeur de 28.700,00 € TVAC et composé comme suit:

- 2 box vélo pour 10.000 € TVAC;
- 1 abri vélo pour 7.500 € TVAC;
- 6 arceaux vélos pour 1.700 € TVAC;
- Arceau vélo-Lion-Box (2 points de chargement pour vélos) pour 2.500 € TVAC;
- Installation abri et box « Dupont » pour 7.000 € TVAC;

Qu'il est demandé que les articles ci-dessus soient remplacés par l'achat des articles suivants (Offre BE/OF/232090):

- 1 Abri sécurisé de 7x5 adossé d'un auvent de 5x5 pour les motos/vélos donc au total couverture de 12.000 x 5.000 mm avec pose;

- Arceaux vélos Bitossi avec pose;
- 2 Bornes pour VAE: Lion Box avec chargeur intégré et E-Park avec sécurisation du chargeur de l'utilisateur, pose comprise (hors raccordement au réseau électrique);
- 3 Vélo-Lion-Box (2 points de chargement pour vélos) avec pose comprise;
- 1 signalisation;
- 1 cendrier;

Que cette dépense est estimée à un montant maximal de 60.317,29 € TVAC, permettant l'aménagement d'un parking vélo sécurisé pour le bâtiment Dupont;

Considérant que la dépense totale auprès de la société Wolters-MABEG SRL est estimée à 67.580,68 € TVAC;

Considérant que la zone de police en faisant appel à une centrale de marché sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

Considérant que le crédit permettant l'installation de ce mobilier urbain est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 330/723-51;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit;

Décide : par appel nominal

1. D'approuver l'inscription susmentionnée dans l'accord-cadre, conclu par Creat Service Centre avec la firme Wolters-MABEG SRL, Leuerbroek 1074, 3640 Kinrooi et valable jusqu'au 31 mai 2026 pour l'installation du mobilier urbain suivant pour le bâtiment CAP:
 - 1 Abri fumeur model Atlantique 3000 x 150 pour un montant estimé de 5.604,80 € HTVA ou 6.781,80 TVAC;
 - 2 Cendriers pour un montant estimé de 398,00 € HTVA ou 481,58 € TVAC;
2. D'approuver l'inscription susmentionnée dans l'accord-cadre, conclu par Creat Service Centre avec la firme Wolters-MABEG SRL, Leuerbroek 1074, 3640 Kinrooi et valable jusqu'au 31 mai 2026 pour l'installation du mobilier urbain suivant pour le bâtiment Dupont:
 - 1 Abri sécurisé de 7x5 adossé d'un auvent de 5x5 pour les motos/vélos (donc au total une couverture de 12000 x 5000 mm), avec pose (électricité incluse selon offre), pour le prix estimé de 39.200,00 € HTVA ou 47.432,00 € TVAC;
 - 10 Arceaux vélos Bitossi avec pose, pour le prix estimé de 1.250,00 € HTVA ou 1.512,50 € TVAC;
 - 2 Bornes pour VAE: Lion Box avec chargeur intégré et E-Park avec sécurisation du chargeur de l'utilisateur, pose comprise (hors raccordement au réseau électrique) pour le prix estimé de 2.100,00 € HTVA ou 2.541,00 € TVAC;
 - 3 Vélo-Lion-Box (2 points de chargement pour vélos), avec pose, pour le prix estimé de 6.750,00 € HTVA ou 8.167,50 € TVAC;
 - 1 Signalisation pour le prix estimé de 350,00 € HTVA ou 423,50 € TVAC;
 - 1 Cendrier pour le prix estimé de 199,00 € HTVA ou 240,79 € TVAC;
3. D'imputer la dépense totale estimée de 55.851,80 € HTVA ou 67.580,68 € TVAC à l'article 330/723-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023;
4. De la financer par emprunt.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

**Installatie van straatmeubilair – inschrijving CREAT (Wolters-MABEG BV). Dossier 2023/168
- ID 1214**

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om straatmeubilair aan te schaffen ten behoeve van de Politiezone;

Overwegende dat CREAT Service Centre een raamovereenkomst heeft afgesloten voor de levering van straatmeubilair (begin contract: 1 juni 2022), geldig tot 31 mei 2026, en de firma Wolters-MABEG BV, Leuerbroek 1074, 3640 Kinrooi, heeft aangewezen als de opdrachtnemer;

Overwegende dat het gebouw “PSD” genaamd, gelegen in de Kolonel Bourgstraat 124 te 1140 Evere, niet beschikt over een beschermende buitenruimte, waar de personeelsleden van de Politiezone kunnen schuilen voor een sigarettenpauze;

Dat het noodzakelijk is om de volgende uitrusting voor deze locatie aan te schaffen:

- 1 rokershut model Atlantique 3000 x 1500;
- 2 asbakken;

Dat de uitgave voor deez rokershut voor de PSD wordt geraamd op € 7.263,39 incl. btw;

Overwegende dat het Belgisch Staatsblad van 9 juni 2017 verwijst naar de verplichting van de werkgever om fietsenstallingen ter beschikking te stellen van zijn werknemers en bezoekers; Dat de bijlage III van het Belgisch Staatsblad van 9 juni 2017 bepaalt dat het aantal fietsparkeerplaatsen niet minder mag bedragen dan een vijfde van het aantal parkeerplaatsen voor motorvoertuigen waarover de onderneming exclusief beschikt; Dat de fietsenstalling voldoende fietsplaatsen moet bevatten voor werknemers en bezoekers die de locatie per fiets bereiken, vermeerderd met 20%;

Dat op de lijst van goedgekeurde aankopen, die aan de Politieraad van 20 november 2023 werd voorgelegd, de aankoop van straatmeubilair, met het oog op de inrichting van de parking van het gebouw “Dupont”, gelegen in de Pierre Dupontstraat 165 te 1140 Evere, werd voorzien; Dat na contact met de begeleider “Mobility & Fleet” van Leefmilieu Brussel, en na een nieuwe grondige analyse van de behoeften, wij een andere oplossing wensen voor te stellen voor zachte mobiliteit (alternatief) voor het gebouw “Dupont”;

Dat het derhalve niet langer wenselijk over te gaan tot de aankoop van het hieronder vernoemde straatmeubilair ter waarde van 28.700,00 € incl. btw, en als volgt samengesteld:

- 2 fietsboxen voor 10.000,00 € incl. btw;
- 1 fietshok voor 7.500,00 € incl. btw;
- 6 fietsrekken voor 1.700,00 € incl. btw;
- Fietsrek Lion-Box (2 oplaadpunten voor fietsen) voor 2.500,00 € incl. btw;
- Installatie hok en box “Dupont” voor 7.000,00 € incl. btw;

Dat er wordt verzocht de bovenstaande items te vervangen door de aankoop van volgende items (Offerte BE/OF/232090):

- Beveiligde afdak van 7x5 met een luifel van 5x5 voor motorfietsen/fietsen, dus in totaal een overkapping van 12.000 x 5.000 mm inclusief installatie;
- 10 Bitossi fietsrekken, inclusief opbouw;
- 2 VEO-laadterminals: Lion Box met geïntegreerde oplader en E-park met beveiligde gebruikerslader, inclusief installatie (exclusief aansluiting op het elektriciteitsnet);
- 3 Velo-Lion-Boxen (2 oplaadpunten voor fietsen), inclusief installatie;
- 1 signalisatie;
- 1 asbak;

Dat deze uitgave wordt geraamd op een maximumbedrag van 60.317,29 € incl. btw, hetgeen de aanleg van een beveiligde fietsenstalling voor het gebouw Dupont mogelijk zal maken;

Overwegende dat de totale uitgave bij de firma Wolters-MABEG BV, geraamd wordt op 67.580,68 € incl. btw;

Overwegende dat door beroep te doen op een aankoopcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016, betreffende de overheidsopdrachten, de politiezone wordt vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het krediet dat de installatie van dit straatmeubilair toelaat, is ingeschreven op de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2023, artikel 330/723-51;

Overwegende dat het betaamt recht te doen gelden;

Besluit: bij hoofdelijke stemming

1. Het goedkeuren van de inschrijving bij de raamovereenkomst voor de levering van straatmeubilair afgesloten door Creat Service Centre met het bedrijf Wolters-MABEG BV, Leuerbroek 1074, 3640 Kinrooi, en geldig tot 31 mei 2026, voor de installatie van het volgende straatmeubilair voor het PSD-gebouw:

- 1 rokershut model Atlantique 3000 x 1500 voor een geraamd bedrag van 5.604,80 € excl. btw oftewel 6.781,80 € incl. btw;
- 2 asbakken voor een geraamd bedrag van 398,00 € excl. btw oftewel 481,58 € incl. btw;

2. Het goedkeuren van de inschrijving bij de raamovereenkomst voor de installatie van straatmeubilair afgesloten door Creat Service Centre met het bedrijf Wolters-MABEG BV, Leuerbroek 1074, 3640 Kinrooi, en geldig tot 31 mei 2026, voor de aankoop van het volgende straatmeubilair voor het Dupont-gebouw:

- 1 beveiligde afdak van 7x5 met een luifel van 5x5 voor motorfietsen/fietsen, dus in totaal een overkapping van 12.000 x 5.000 mm inclusief installatie (elektriciteit inbegrepen volgens aanbod) voor het geraamde bedrag van 39.200,00 € excl. btw oftewel 47.432,00 € incl. btw;
- 10 Bitossi fietsrekken, inclusief opbouw voor het geraamde bedrag van 1.250,00 € excl. btw oftewel 1.512,50 € incl. btw;
- 2 VEO-laadterminals: Lion Box met geïntegreerde oplader en E-park met beveiligde gebruikerslader, inclusief installatie (exclusief aansluiting op het elektriciteitsnet), voor het geraamde bedrag van 2.100,00 € excl. btw oftewel 2.541,00 € incl. btw;

- 3 Velo-Lion-Boxen (2 oplaadpunten voor fietsen), inclusief installatie, voor het geraamde bedrag van 6.750,00 € excl. btw oftewel 8.167,50 € incl. btw;
 - 1 signalisatie voor het geraamde bedrag van 350,00 € excl. btw oftewel 423,50 € incl. btw;
 - 1 asbak voor het geraamde bedrag van 199,00 € excl. btw oftewel 240,79 € incl. btw;
3. De totale geraamde uitgave van 55.851,80 € excl. btw of 67.580,68 € btw inbegrepen in te schrijven op artikel 330/723-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;
4. Ze met een lening te financieren

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

17 Acquisition de véhicules de service – inscription contrat-cadre Police Fédérale et MOBICLICK (€ 605.169,42 hors TVA ou € 732.255,00 TVA comprise) – Dossier 2023/171 – ID 1217

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l’ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l’obligation d’organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu’ils recourent à une centrale d’achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que, dans le cadre du plan quinquennal de remplacement et d’acquisition de véhicules, il est initialement prévu d’acheter au total 15 véhicules pour notre Zone de Police ;

Considérant la demande de modification budgétaire afin de *pouvoir acheter au total 20 véhicules pour notre zone de police ;

Considérant que la Police fédérale et Sibelga ont conclu différents accords-cadres concernant l’acquisition de véhicules ;

Que la zone de police peut s’inscrire à ces accords-cadres ;

Qu’il est dès lors proposé de procéder à l'acquisition des véhicules suivants :

- Une camionnette anonyme de marque VOLKSWAGEN MultiVan, carburant essence Plug-in hybride, avec boîte automatique, aménagé en véhicule de police, du contrat-cadre « Procurement 2021 R3 029, lot 52”, conclu par la Police Fédérale, destinée à remplacer une vieille camionnette de la brigade canine;

- Une camionnette électrique anonyme de marque VOLKSWAGEN ID.Buzz Cargo, du contrat-cadre « Procurement 2022 R3 199, lot 7”, conclu par la Police Fédérale, destinée à remplacer une vieille camionnette de la Direction Matériel et Moyens, service INFRA;

- Une camionnette anonyme de marque VOLKSWAGEN Crafter 5.5 tonne, carburant diesel (ne pas disponible en essence ni électrique), avec boîte automatique, du contrat-cadre « Procurement 2021 R3 157, lot 1' », conclu par la Police Fédérale, qui sera utilisée pour le transport des troupes, destinée à remplacer une vieille voiture du team d'Appui (BTA);

- Une camionnette électrique anonyme de marque VOLKSWAGEN Crafter 3,5 tonne, de la centrale d'achat MOBICLIC, conclu par SIBELGA, destinée à remplacer une vieille camionnette de la Direction Matériel et Moyens, service INFRA;

- Deux SUV strippés police de marque VOLVO XC 60, carburant essence Plug-in hybride, avec boîte automatique, aménagés en véhicule de police, du contrat-cadre « Procurement 2021 R3 032, lot 48' », conclu par la Police Fédérale, destinés à remplacer deux vieux SUV du service BST;

- Deux camionnettes strippées police de marque VOLKSWAGEN MultiVan, carburant essence Plug-in hybride, avec boîte automatique, aménagées en véhicule de police, du contrat-cadre « Procurement 2021 R3 029, lot 52' », conclu par la Police Fédérale, destinées à remplacer deux vieilles camionnettes dans les commissariats;

Considérant qu'en faisant appel à une centrale de marché selon l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la zone de police est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

Considérant que la dépense afférente à ces acquisitions sera imputée à l'article 330/743-52 du budget extraordinaire 2023 où un montant de € 1.035.000,00 € a initialement été inscrit ;

Considérant que ce montant sera augmenté à € 1.675.000,00 par le biais d'une modification budgétaire ;

Considérant la décision du Conseil de police du 6 mars 2023 approuvant l'acquisition d'une camionnette avec aménagement pour un montant estimé de € 40.644,93 hors TVA ou € 49.180,37 TVA comprise;

Considérant la décision du Conseil de Police du 12 juin 2023 approuvant l'acquisition d'une camionnette avec aménagement pour un montant estimé de € 40.909,09 hors TVA ou € 49.500,00 TVA comprise;

Considérant la décision du Conseil de police du 10 octobre 2023 approuvant les conditions, le montant estimé, la procédure de passation et les opérateurs économiques à consulter dans le cadre de l'acquisition d'un véhicule pour le Team d'Appui ;

Que le montant estimé s'élève à € 125.000,00 hors TVA ou € 151.250,00 TVA comprise;

Que ce dossier n'a pas encore été attribué mais que les offres reçues sont inférieures à ce montant estimé ;

Considérant la décision du Conseil de police du 10 octobre 2023 approuvant l'acquisition de 7 SUV pour un montant total estimé de € 381.818,18 hors TVA ou € 462.000,00 TVA comprise;

Considérant que la dépense totale pour l'acquisition de ces véhicules supplémentaires faisant l'objet de la présente décision est estimée à € 605.169,42 hors TVA ou € 732.255,00 TVA comprise;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 330/743-52 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit;

DECIDE : par appel nominal

1. de s'inscrire dans le contrat-cadre « Procurement 2021 R3 029, lot 52 » conclu par la Police Fédérale pour l'acquisition d'une camionnette anonyme de marque VOLKSWAGEN MultiVan, carburant essence Plug-in hybride avec boîte automatique et aménagée en véhicule de police, pour le montant estimé de € 94.834,71 hors TVA ou € 114.750,00 TVA comprise;
2. de s'inscrire dans le contrat-cadre « Procurement 2021 R3 199, lot 7 » conclu par la Police Fédérale pour l'acquisition d'une camionnette électrique anonyme de marque VOLKSWAGEN ID.Buzz Cargo, pour le montant estime de € 53.719,01 hors TVA ou € 65.000,00 TVA comprise;
3. de s'inscrire dans le contrat-cadre « Procurement 2021 R3 157, lot 1 » conclu par la Police Fédérale pour l'acquisition d'une camionnette anonyme de marque VOLKSWAGEN Crafter 5,5 tonne, carburant diesel (ne pas disponible en essence ni électrique) avec boîte automatique et aménagée en véhicule de police, pour le montant estimé de € 113.223,14 hors TVA ou € 137.000,00 TVA comprise;
4. de s'inscrire dans le contrat-cadre MOBICLIC, conclu par SIBELGA, pour l'acquisition d'une camionnette électrique anonyme de marque VOLKSWAGEN Crafter 3,5 tonne, pour le montant estimé de € 60.648,76 hors TVA ou € 73.385,00 TVA comprise;
5. de s'inscrire dans le contrat-cadre « Procurement 2021 R3 032, lot 48 » conclu par la Police Fédérale pour l'acquisition de deux SUV strippés police de marque VOLVO XC 60, carburant essence Plug-in hybride avec boîte automatique et aménagés en véhicule de police, pour le montant estimé de € 63.809,92 ou € 77.210,00 TVA comprise par véhicule, soit un montant total estimé de € 127.619,83 hors TVA ou € 154.420,00 TVA comprise;
6. de s'inscrire dans le contrat-cadre « Procurement 2021 R3 029, lot 52 » conclu par la Police Fédérale pour l'acquisition de deux camionnettes strippées police, de marque VOLKSWAGEN MultiVan, carburant essence Plug-in hybride avec boîte automatique et aménagées en véhicule de police, pour le prix de € 77.561,98 hors TVA ou € 98.850,00 TVA comprise par véhicule, soit pour un montant total estimé de € 155.123,97 hors TVA ou € 187.700,00 TVA comprise;
7. d'imputer la dépense totale estimée à € 605.169,42 hors TVA ou € 732.255,00 TVA comprise à l'article 330/743-52 du budget extraordinaire de 2023 ;
8. de financer ces acquisitions par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Aankoop van dienstvoertuigen – inschrijving raamovereenkomst federale politie en MOBICLICK (€ 605.169,42 excl. btw of € 732.255,00 incl. btw) – Dossier 2023/171 – ID 1217

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het, in het kader van het vijfjaarlijkse plan inzake de vervanging en de aankoop van voertuigen, initieel voorzien is in totaal 15 voertuigen voor onze politiezone aan te kopen;

Overwegende de aanvraag tot begrotingswijziging om over te kunnen gaan tot de aankoop van in totaal 20 voertuigen voor onze politiezone;

Overwegende dat de federale politie en Sibelga diverse raamovereenkomsten met betrekking tot de aankoop van voertuigen hebben afgesloten;

Dat de politiezone zich kan inschrijven in deze raamovereenkomsten ;

Dat er derhalve voorgesteld wordt over te gaan tot de aankoop van volgende voertuigen:

- Een anonieme bestelwagen van het merk VOLKSWAGEN MultiVan, benzine Plug-in hybride, met automatische versnellingsbak, omgebouwd tot politievoertuig, van de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 029, perceel 52" afgesloten door de Federale politie, om een oude bestelwagen van de hondenbrigade te vervangen.

- Een anonieme elektrische bestelwagen van het merk VOLKSWAGEN ID.Buzz Cargo, van de raamovereenkomst "Procurement 2022 R3 199, perceel 7" afgesloten door de Federale politie, om een oude bestelwagen van de Directie Materiaal en Middelen, dienst INFRA, te vervangen.

- Een anoniem voertuig van het merk VOLKSWAGEN Crafter 5.5 ton, diesel (niet beschikbaar in benzine of elektrisch), met automatische versnellingsbak van de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 157, perceel 1" afgesloten door de Federale politie dat zal ingezet worden voor het transport van manschappen, om een oude wagen van het bijstandsteam (BTA) te vervangen ;

- Een anoniem elektrisch voertuig van het merk VOLKSWAGEN Crafter 3.5 ton, van de aankoopcentrale MOBICLIC afgesloten door SIBELGA, om een oude bestelwagen van de Directie Materiaal en Middelen, dienst INFRA, te vervangen;

- Twee SUV's met politiebestickering van het merk VOLVO XC 60, benzine Plug-in hybride, met automatische versnellingsbak, omgebouwd tot politievoertuig, van de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 032, perceel 48" afgesloten door de Federale politie, om twee oude wagens van de dienst BST te vervangen.

- Twee bestelwagens met politiebestickering van het merk VOLKSWAGEN MultiVan, benzine Plug-in hybride, met automatische versnellingsbak, omgebouwd tot politievoertuig, van de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 029, perceel 52" afgesloten door de Federale politie, om twee polyvalente bestelwagens in de commissariaten te vervangen.

Dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de uitgave die betrekking heeft op deze aankopen zal ingeschreven worden op artikel 330/743-52 van de buitengewone begroting 2023 waar initieel een bedrag van € 1.035.000,00 ingeschreven is;

Dat dit bedrag middels een begrotingswijziging verhoogd wordt tot € 1.675.000,00;

Overwegende het besluit van de politieraad van 6 maart 2023 waarbij de aankoop van één bestelwagen met ombouw voor een geraamd bedrag van € 40.644,93 excl. btw of € 49.180,37 incl.

btw werd goedgekeurd;

Overwegende het besluit van de politieraad van 12 juni 2023 waarbij de aankoop van één anonieme bestelwagen met ombouw voor een geraamd bedrag van € 40.909,09 excl. btw of € 49.500,00 incl. btw werd goedgekeurd;

Overwegende het besluit van de politieraad van 10 oktober 2023 waarbij de lastvoorwaarden, het geraamde bedrag, de gunningswijze en de te raadplegen ondernemers in het kader van de aankoop van een voertuig voor het Bijstandsteam werd goedgekeurd;

Dat het geraamde bedrag 125.000,00 excl. btw of € 151.250,00 incl. btw bedraagt;

Dat dit dossier nog niet werd gegund maar dat de ontvangen offertes lager liggen dan dit geraamde bedrag;

Overwegende het besluit van de politieraad van 10 oktober 2023 waarbij de aankoop van 7 SUV's voor een totaal geraamd bedrag van € 381.818,18 excl. btw of € 462.000,00 incl. btw werd goedgekeurd;

Overwegende dat de totale uitgave voor de aankoop van de bijkomende voertuigen die het voorwerp van dit besluit uitmaken geraamd wordt op € 605.169,42 excl. btw of € 732.255,00 btw inbegrepen;

Overwegende dat de daartoe strekkende kredieten ingeschreven zijn in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 330/743-52;

Overwegende dat het betaamt recht te doen gelden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming

1. zich in te schrijven in de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 029, perceel 52", afgesloten door de Federale Politie voor de aankoop van een anonieme bestelwagen van het merk VOLKSWAGEN MultiVan, benzine Plug-in hybride, met automatische versnellingsbak, met ombouw tot politievoertuig, voor het geraamde bedrag van € 94.834,71 excl. btw of € 114.750,00,00 incl. btw;

2. zich in te schrijven in de raamovereenkomst "Procurement 2022 R3 199, perceel 7", afgesloten door de Federale Politie voor de aankoop van een anonieme elektrische bestelwagen van het merk VOLKSWAGEN ID.Buzz Cargo, voor het geraamde bedrag van € 53.719,01 excl. btw of € 65.000,00 incl. btw;

3. zich in te schrijven in de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 157, perceel 1", afgesloten door de Federale Politie voor de aankoop van een anonieme bestelwagen van het merk VOLKSWAGEN Crafter 5.5 ton, diesel (niet beschikbaar in benzine of elektrisch), met automatische versnellingsbak, met ombouw tot politievoertuig, voor het geraamde bedrag van € 113.223,14 excl. btw of € 137.000,00 incl. btw;

4. zich in te schrijven in de raamovereenkomst MOBICLIC afgesloten door SIBELGA, voor de aankoop van een anonieme elektrische bestelwagen van het merk VOLKSWAGEN Crafter 3.5 ton, voor het geraamde bedrag van € 60.648,76 excl. btw of € 73.385,00 incl. btw;

5. zich in te schrijven in de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 032, perceel 48", afgesloten door de Federale Politie voor de aankoop van twee SUV's met politiebstickering van het merk Volvo XC 60, benzine Plug-in hybride, met automatische versnellingsbak, met ombouw tot politievoertuig, voor het geraamde bedrag van € 63.809,92 excl. btw of € 77.210,00 incl. btw per voertuig, hetzij een totaal geraamd bedrag van € 127.619,83 excl. btw of € 154.420,00 incl. btw;

6. zich in te schrijven in de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 029, perceel 52", afgesloten door de Federale Politie voor de aankoop van twee wagens met politiebstickering van het merk

Volkswagen MultiVan, benzine Plug-in hybride, met automatische versnellingsbak, met ombouw tot politievoertuig, voor het geraamde bedrag van € 77.561,98 excl. btw of € 93.850,00 incl. btw per voertuig, hetzij een totaal geraamd bedrag van € 155.123,97 excl. btw of € 187.700,00 incl. btw;

7. De totaal geraamde uitgave van € 605.169,42 excl. btw of € 732.255,00 incl. btw in te schrijven op artikel 330/743-52 van de buitengewone begroting van 2023;

8. Deze aankopen te financieren met een lening.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

18 **Acquisition de mobilier – Inscription BOSA et CREAT (Dossier 2023/160 - ID 1206)**

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de mobilier de bureau pour les besoins de la Zone de Police;

Considérant que le CREAT Service Centre a conclu un accord-cadre pour la fourniture de mobilier de bureau et l'aménagement d'espaces de bureau (début de contrat: 18 octobre 2021), valable jusqu'au 17 octobre 2025 et a désigné en qualité d'adjudicataire la firme Sedus Stoll SRL, Ninovesteenweg 198, 9320 Aalst;

Que pour l'ameublement du réfectoire du COM 1 qui est en cours conformément au plan d'aménagement et afin d'occuper tous les espaces disponibles, l'achat de trois poufs s'avère nécessaire pour la création d'un coin repos;

Que pour des raisons d'ergonomie, il est nécessaire de remplacer les chaises présentes dans la salle de cours informatique se trouvant dans le bâtiment CAP au troisième étage; Vu qu'aujourd'hui des chaises en bois de type visiteurs sont utilisées ; Que l'achat de 21 chaises de travail permettra le remplacement complet des chaises en bois;

Que la Zone de Police peut dès lors s'inscrire dans le contrat-cadre pour la fourniture de mobilier de bureau et l'aménagement d'espaces de bureau de CREAT pour l'acquisition auprès de la firme Sedus de:

- 3 poufs ;
- 21 chaises de travail;

Que la dépense totale auprès de la société Sedus est estimée à 10.000,00 € TVA comprise;

Considérant que le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (BOSA) a conclu un contrat-cadre pour la fourniture de « Mobilier de bureau développé de manière durable et socialement responsable – lot 3» (contrat FORCMS-MM-129-lot 3), valable jusqu'au 6 septembre 2026 inclus et a désigné en qualité d'adjudicataire la société PAMI SA, sise Industrielaan 20 à 3900 Pelt;

Que la Zone de Police peut dès lors s'inscrire dans le contrat-cadre FORCMS-MM-129-lot 3 de BOSA pour l'acquisition auprès de la firme PAMI de:

- 6 armoires de bureau pour le local de corvée du COM 2;
- 34 armoires vestiaires en vue du déménagement du DPZ (Dispatching Zonal) vers le site de Safe-Brussels;

Que la dépense totale auprès de la société PAMI est estimée à 25.900,00 € TVA comprise;

Considérant que le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (BOSA) a conclu un marché pour la fourniture de « Mobilier de bureau développés de manière durable et socialement responsable – lot 7 » (contrat FORCMS-MM-129-lot 7), valable jusqu'au 6 septembre 2026 inclus et a désigné en qualité d'adjudicataire la société ROBBERECHTS SA, sise Slachthuisstraat 21 à 2300 Turnhout;

Considérant que suite aux visites sur les lieux de travail, il est nécessaire d'acquérir des armoires de sécurité coupe-feu;

Que la Zone de Police peut dès lors s'inscrire dans le contrat-cadre FORCMS-MM-129-lot 7 de BOSA pour l'acquisition auprès de la firme de ROBBERECHTS de:

- 6 armoires de sécurité coupe-feu pour stockage de produits inflammables 195x59,5
- 4 armoires de sécurité coupe-feu pour stockage de produits inflammables 195x120;

Que la dépense totale auprès de la société ROBBERECHTS est estimée à 32.500,00 € TVA comprise;

Considérant que la zone de police en faisant appel à une centrale de marché sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

Considérant que la dépense totale pour ces acquisitions est estimée à 56.503,14 € hors TVA ou 68.400,00 € TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant l'acquisition de ce mobilier est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 330/741-51;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit;

Décide: par appel nominal

1. De s'inscrire dans le contrat cadre « Mobilier de bureau et l'aménagement d'espaces de bureau » conclu par le CREAT Service Centre avec la firme Sedus Stoll SRL, Ninovesteenweg 198, 9320 Aalst, valable jusqu'au 17 octobre 2025, pour l'acquisition de:
 - 3 poufs pour le prix estimé de 495,87 € hors TVA ou 600,00 € TVA comprise;
 - 21 chaises de travail pour le prix estimé de 7.768,60 € hors TVA ou 9.400,00 TVA comprise;
2. De s'inscrire dans le contrat cadre « Mobilier de bureau développés de manière durable et socialement responsable – lot 3 » (FORCMS-MM-129-lot 3) conclu par le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (BOSA) avec la firme PAMI SA, sise Industrielaan 20 à 3900 Pelt et valable jusqu'au 6 septembre 2026, pour l'acquisition de:
 - 6 armoires de bureau pour le prix estimé de 1.957,68 € hors TVA ou 2.400,00 € TVA comprise;
 - 34 armoires vestiaires pour le prix estimé de 19.421,49 € hors TVA ou 23.500,00 € TVA comprise;
3. de s'inscrire dans le contrat cadre « Mobilier de bureau développé de manière durable et

socialement responsable – lot 7 » (FORCMS-MM-129-lot 7) conclu par le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (BOSA) avec la firme ROBBRECHTS SA, sise Slachthuisstraat 21 à 2300 Turnhout et valable jusqu'au 6 septembre 2026, pour l'acquisition de:

- 6 armoires de sécurité coupe-feu pour le stockage de produits inflammables 195x59,5, pour le prix estimé de 13.471,07 € hors TVA ou 16.300,00 € TVA comprise;
 - 4 armoires de sécurité coupe-feu pour le stockage de produits inflammables 195x120 pour le prix estimé de 13.388,43 € hors TVA ou 16.200,00 € TVA comprise;
4. D'imputer la dépense estimée totale de 56.503,14 € hors TVA ou 68.400,00 € TVA comprise à l'article 330/741-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023;
 5. De la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Aankoop van meubilair – Inschrijving BOSA en CREAT (Dossier 2023/160 – ID 1206)

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van kantoormeubilair voor de behoeften van de Politiezone;

Overwegende dat het CREAT Service Centre een raamovereenkomst heeft gesloten voor de levering van kantoormeubilair en de inrichting van kantoorruimtes (begin contract: 18 oktober 2021), geldig tot 17 oktober 2025, en de firma Sedus Stoll BV heeft aangewezen als de opdrachtnemer, Ninovesteenweg 198, 9320 Aalst;

Overwegende dat voor de inrichting van de refter van COM 1, die momenteel volgens het inrichtingsplan wordt uitgevoerd en om alle beschikbare ruimtes te benutten, de aanschaf van drie poefs noodzakelijk is voor de creatie van een ontspanningshoek;

Dat voor ergonomische redenen het noodzakelijk is om de aanwezige stoelen in het computerlokaal op de derde verdieping van het PSD-gebouw te vervangen; Aangezien er momenteel houten bezoekersstoelen worden gebruikt, zal de aankoop van 21 werkstoelen de volledige vervanging van de houten stoelen mogelijk maken;

Dat daarom de Politiezone zich kan inschrijven in het raamcontract voor de levering van

kantoormeubilair en de inrichting van kantoorruimtes van CREAT voor de aanschaf bij het bedrijf Sedus van:

- 3 poefs ;
- 21 werkstoelen ;

Overwegende dat de totale uitgave bij het bedrijf Sedus wordt geraamd op 10.000,00 € inclusief btw;

Overwegende dat de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning (BOSA) een raamovereenkomst heeft gesloten voor de levering van “kantoormeubilair ontworpen op duurzame en maatschappelijk verantwoorde wijze – perceel 3” (contract FORCMS-MM-129-perceel 3), geldig tot en met 6 september 2026, en de firma PAMI NV, gelegen Industrielaan 20 te 3900 Pelt heeft aangewezen als de opdrachtnemer;

Overwegende dat de politiezone zich derhalve kan inschrijven in de raamovereenkomst FORCMS-MM-129-perceel 3 van BOSA voor de aankoop bij de firma PAMI van:

- 6 kantoorkasten voor het corveelokaal van COM 2;
- 34 vestiairekasten voor de verhuizing van de ZDP (Zonale Dispatching) naar Safe-Brussels;

Overwegende dat de totale uitgave bij het bedrijf PAMI wordt geraamd op 25.900,00 € inclusief btw;

Overwegende dat de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning (BOSA) een raamovereenkomst voor de levering van ‘kantoormeubilair ontworpen op duurzame en maatschappelijk verantwoorde wijze – perceel 7’ (contract FORCMS-MM-129-perceel 7) geldig tot en met 6 september 2026, en de firma ROBBERECHTS NV, gelegen Slachthuisstraat 21 te 2300 Turnhout heeft aangewezen als de opdrachtnemer;

Overwegende dat het na inspecties op de werkplek noodzakelijk is brandwerende veiligheidskasten aan te schaffen;

Dat de politiezone zich derhalve kan inschrijven in de raamovereenkomst FORCMS- MM-129-perceel 7 van BOSA voor de aankoop bij de firma ROBBERECHTS NV van:

- 6 brandwerende veiligheidskasten voor de opslag van ontvlambare producten 195x59,5;
- 4 brandwerende veiligheidskasten voor de opslag van ontvlambare producten 195x120;

Overwegende dat de totale uitgave bij de vennootschap ROBBERECHTS wordt geraamd op 32.500,00 € inclusief btw ;

Dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de totale uitgave geraamd wordt op van 56.503,14 € excl. btw oftewel 68.400,00 € incl. btw;

Overwegende dat het krediet dat de aankoop van dit kantoormeubilair toelaat is ingeschreven op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, artikel 330/741-51;

Overwegende dat het betaamt recht te doen gelden.

Besluit: bij hoofdelijke stemming

1. Zich in te schrijven in de raamovereenkomst “Kantoormeubilair en kantoorinrichting” gesloten door het CREAT Service Centre met het bedrijf Sedus Stoll BV, Ninovesteenweg 198, 9320 Aalst, geldig tot 17 oktober 2025, voor de aankoop van:

- 3 poefs voor de geraamde prijs van 495,87 € exclusief btw of 600,00 € inclusief btw;
 - 21 bureaustoelen voor de geraamde prijs van 7.768,60 € exclusief BTW of 9.400,00 € inclusief btw;
2. Zich in te schrijven in de raamovereenkomst “kantoormeubilair ontworpen op duurzame en maatschappelijk verantwoorde wijze – perceel 3” (contract FORCMS-MM-129-perceel 3), afgesloten door de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning (BOSA) met de firma PAMI NV, gelegen Industrielaan 20 te 3900 Pelt en geldig tot en met 6 september 2026, voor de aankoop van:
- 6 bureaustempels voor het geraamde bedrag van 1.957,68 € exclusief btw oftewel € 2.400,00 inclusief btw;
 - 34 vestiairekasten voor het geraamde bedrag van 19.421,49 € exclusief btw oftewel 23.500,00 € inclusief btw;
3. Zich in te schrijven in de raamovereenkomst “kantoormeubilair ontworpen op duurzame en maatschappelijk verantwoorde wijze – perceel 7” (contract FORCMS-MM-129-perceel 7), afgesloten door de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning (BOSA) met de firma ROBBERECHTS NV, gelegen Slachthuisstraat 21 te 2300 Turnhout en geldig tot en met 6 september 2026 voor de aankoop van:
- 6 brandwerende veiligheidskasten voor de opslag van ontvlambare producten 195x59,5 voor het geraamde bedrag van 13.471,07 € exclusief btw oftewel 16.300,00 € inclusief btw;
 - 4 brandwerende veiligheidskasten voor de opslag van ontvlambare producten 195x120 voor het geraamde bedrag van 13.388,43 € exclusief btw oftewel 16.200,00 € inclusief btw;
4. De totaal geraamde uitgave van 56.503,14 € exclusief btw oftewel 68.400,00 € inclusief btw in te schrijven op artikel 330/741-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;
5. Ze met een lening te financieren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

19 Aménagement supplémentaire de véhicules de service – inscription contrat-cadre Police Fédérale (€ 104.078,56 hors TVA ou € 125.935,06 TVA comprise) – Dossier 2023/172 – ID 1218

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l’ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l’obligation d’organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu’ils recourent à une centrale d’achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil de police du 13 décembre 2022 concernant l'acquisition de 11 véhicules pour notre zone de police ;

Qu'entre autres les acquisitions suivantes ont été approuvées :

- Cinq véhicules électriques strippés police type SUV de marque Volkswagen ID.4, destinés à remplacer cinq véhicules dans les commissariats dans le cadre du contrat-cadre « Procurement 2022 R3 198, lot 6 » conclu par la police fédérale avec la firme D'Ieteren SA, sise à 1050 Bruxelles, Rue de Malie, 50 ;
- Quatre véhicules strippés police type camionnette de marque Volkswagen MultiVan Plug-in hybride, avec boîte automatique, destinés à remplacer quatre véhicules des services Circulation dans les commissariats, dans le cadre du contrat-cadre « Procurement 2021 R3 029, lot 51 », conclu par la police fédérale avec la firme D'Ieteren SA, sise à 1050 Bruxelles, Rue de Malie, 50 ;
- Deux véhicules anonymes type camionnette de marque Volkswagen MultiVan Plug-in hybride, avec boîte automatique, destinés à remplacer deux véhicules de la Brigade canine dans le cadre du contrat-cadre « Procurement 2021 R3 029, lot 51 » conclu par la police fédérale avec la firme D'Ieteren SA, sise à 1050 Bruxelles, Rue de Malie, 50 ;

Considérant que lors de l'exécution de leurs missions opérationnelles des services susmentionnés, il s'est avéré qu'un aménagement supplémentaire des véhicules est nécessaire ;

Que sur les ID.4, un film opaque sur les vitres arrière doit être ajouté afin d'assurer l'anonymat des personnes qui sont privés de leur liberté;

Que sur un MultiVan pour les services Circulation dans les commissariats, une rampe lumineuse doit être montée qui est conforme à la directive de la Police Fédérale afin d'assurer la sécurité du personnel lors des interventions sur les boulevards urbains ;

Que les MultiVans pour les services Circulation dans les commissariats doivent être équipés comme bureau mobile « Mobile Office » ;

Que les MultiVans de la brigade canine doivent être aménagés afin de maximaliser le bien-être des chiens (airco dans l'espace des chiens, joint hermétique entre l'espace des chiens et celui des membres du personnel,..);

Considérant que la Police fédérale a conclu un contrat-cadre Procurement 2021 R3 112 avec la firme Autographe qui permet de réaliser ces adaptations nécessaires ;

Considérant que cette adaptation revient à un coût supplémentaire de € 2.732,40 hors TVA ou € 3.306,20 € TVA comprise pour les 5 Volkswagen ID.4 dans les commissariats ;

Considérant que cette adaptation revient à un coût supplémentaire de € 37.927,14 hors TVA ou € 45.891,84 TVA comprise pour les 2 Volkswagen MultiVan de la brigade canine ;

Considérant que cette adaptation revient à un coût supplémentaire de € 63.419,02 hors TVA ou € 76.737,02 TVA comprise pour les 4 Volkswagen MultiVan pour les services Circulation dans les commissariats ;

Que le total de ces coûts supplémentaires s'élève donc à € 104.078,56 hors TVA ou € 125.935,06 TVA comprise;

Qu'en faisant appel à une centrale de marché selon l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la zone de police est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à

l'article 330/745-52 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit;

DECIDE : par appel nominal

1. de s'inscrire dans le contrat-cadre "PROCUREMENT 2021 R3 112" de la Police Fédérale, con avec la firme Autographe, pour rendre opérationnel les 11 véhicules de police susmentionnés de no zone de police pour le montant total estimé de € 104.078,56 hors TVA ou € 125.935,06 TVA comprise
2. D'approuver le paiement avec le crédit qui est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 330/745-52;
3. de financer ces acquisitions par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Bijkomende ombouw van dienstvoertuigen – inschrijving raamovereenkomst federale politie (€ 104.078,56 excl. btw of € 125.935,06 incl. btw) - Dossier 2023/172 – ID 1218

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de politieraad van 13 december 2022 betreffende de aankoop van 11 voertuigen voor onze politiezone;

Dat onder andere volgende aankopen werden goedgekeurd:

- Vijf elektrische voertuigen met politiebestickering type SUV van het merk Volkswagen ID.4 om vijf patrouillevoertuigen in de commissariaten te vervangen, in het kader van de raamovereenkomst "Procurement 2022 R3 198, perceel 6", afgesloten door de federale politie met de firma D'Ieteren NV, gelegen Maliestraat 50 te 1050 Brussel
- Vier voertuigen type bestelwagen met politiebestickering van het merk Volkswagen MultiVan Plug-in hybride met automatische versnellingsbak om vier voertuigen van de verkeersdiensten in de commissariaten te vervangen, in het kader van de raamovereenkomst "Procurement 2021 R3 029, perceel 51" afgesloten door de federale politie met de firma D'Ieteren NV, gelegen Maliestraat 50 te 1050 Brussel;
- Twee anonieme voertuigen type bestelwagen van het merk Volkswagen MultiVan Plug-in hybride met automatische versnellingsbak om twee voertuigen van de hondenbrigade te

vervangen, in het kader van de raamovereenkomst “Procurement 2021 R3 029, perceel 51” afgesloten door de federale politie met de firma D'Ieteren NV, gelegen Maliestraat 50 te 1050 Brussel;

Overwegende dat bij de uitvoering van de operationele opdrachten van bovenstaande diensten is gebleken dat een bijkomende ombouw van de voertuigen nodig is;

Dat bij de ID.4's een verduisterende film op de achterste ruiten dient toegevoegd te worden om de anonimiteit van aangehouden personen te garanderen;

Dat bij één MultiVan voor de verkeersdiensten in de commissariaten een lichtbalk dient gemonteerd te worden die conform is met de nieuwe richtlijn van de Federale Politie om de veiligheid van het personeel tijdens tussenkomsten op de stadsboulevards te kunnen garanderen;

Dat de MultiVans voor de verkeersdiensten in de commissariaten dienen uitgerust te worden als mobiel kantoor “mobile office”;

Dat de MultiVans voor de hondenbrigade dienen aangepast te worden om het welzijn van de honden te maximaliseren (airco in de ruimte voor de honden, luchtdichte afsluiting tussen de ruimte van de honden en deze van de personeelsleden,...);

Overwegende dat de federale politie een raamovereenkomst Procurement 2021 R3 112 met de firma Autographe heeft afgesloten dat toelaat deze noodzakelijke aanpassingen uit te voeren;

Overwegende dat deze aanpassing neerkomt op een bijkomende kost van € 2.732,40 excl. btw of € 3.306,20 incl. btw voor de 5 Volkswagen ID.4 in de commissariaten;

Overwegende dat dit neerkomt op een bijkomende kost van €37.927,14 excl. btw of € 45.891,84 incl. btw voor de 2 Volkswagen MultiVan voor de hondenbrigade;

Overwegende dat dit neerkomt op een bijkomende kost van € 63.419,02 excl. btw of € 76.737,02 incl. btw voor de 4 Volkswagen MultiVan voor de Verkeersdiensten in de commissariaten;

Dat het totaal van deze bijkomende kosten derhalve € 104.078,56 excl. btw ou € 125.935,06 incl. btw bedraagt;

Dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de daartoe strekkende kredieten ingeschreven zijn in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 330/745-52;

Overwegende dat het betaamt recht te doen gelden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming

1. Zich in te schrijven in de raamovereenkomst “Procurement 2021 R3 112”, van de federale politie, afgesloten met de firma Autographe, voor het operationeel maken van bovenvermelde 11 politievoertuigen van onze politiezone, voor het totaal geraamde bedrag van € 104.078,56 excl. btw ou € 125.935,06 incl. btw;

2. De betaling goed te keuren met het krediet dat ingeschreven is in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 330/745-52.

3. Deze aankopen te financieren met een lening.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Dispatching zonal - Zonale dispatching

20 Achat de matériel de communication (inscription contrat cadre Astrid CD-MP-OO-60) pour un montant de 66.185,70 euros excl TVA, soit 80.084,70 euros incl TVA - (Dossier ID 1203)

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33 ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 47 deuxième paragraphe, qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information, et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'acquisition de nouveaux terminaux radios portables s'avère nécessaire ;

Considérant que les terminaux radios portables doivent être complétés par les accessoires y afférents ;

Considérant que ces matériels doivent être achetés afin d'assurer le bon fonctionnement des matériels de communication de la zone de police ;

Considérant que la société anonyme de droit public ASTRID a conclu un contrat cadre qui est ouvert aux zones de police pour la fourniture des appareils de communication, des accessoires et la fourniture des services y afférents (contrat cadre ASTRID CD-MP-OO-60) avec, entre autre, la firme suivante :

- La firme Axians Telecom & Network, Kruiskouter 1 à 1730 Asse, en ce qui concerne l'acquisition d'équipement terminaux radio et la fourniture des services y afférents (contrat Astrid CD-MP-OO-60)

Que la zone de police peut s'inscrire à ce marché ;

Considérant que le crédit permettant l'acquisition de ces matériels de communication est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 330/744-51 ;

Considérant qu'il a lieu d'y faire droit ;

Décide : par appel nominal

1° de s'inscrire dans le marché ouvert aux zones de police conclu par la société anonyme de droit public ASTRID (contrat ASTRID CD-MP-OO-60) pour l'acquisition de radios mobiles et les accessoires y afférent, avec notamment la firme Axians Telecom & Network ;

2° d'imputer la dépense totale de 66.185,70 euro hors TVA, soit 80.084,70 euro TVA comprise, à l'article 330/744-51 du budget extraordinaire de 2023 de la matière suivante :

Pour les services de la Brigade Judiciaire Centralisée (BJC) et Recherche locale (RL) :

60 radios portables « dites de poche » de marque AIRBUS, type TH1n, pour un montant total de 33.247,80 euros HTVA ;

70 boîtiers d'interconnexion (oreillettes type HDS-70 inclus) réf AJH-1, pour radio portable Airbus TH1n,

pour un montant total de 10.243,80 euros HTVA ;

70 boutons de PTT déportés (connexion avec AJH-1 ci-dessus), pour radio portable Airbus TH1n, pour un montant total de 2.140,60 euros HTVA ;

Pour les services d'intervention de tous les commissariats :

200 oreillettes type LEP130HL, pour radio portable Airbus THR880i, pour un montant total de 12.846,00 ;

60 passants de 70mm en cuir, pour ceinturon police (avec attache rapide et pressions pour support actif CRR-1 ci-dessus), réf TH218, pour un moment total de 1.169,40 euros HTVA ;

100 supports actifs pour passant de ceinturon police, type CRR-1, pour radio portable Airbus THR880i, pour un montant total de 1.928,00 euros HTVA ;

60 microphones / PTT à 1 fil, réfJ1-ELWK, pour radio portable Airbus THR880i, pour un montant total de 3.348,60 euros HTVA ;

50 oreillettes de style iPhone, pour microphone / PTT ci-dessus, pour un montant total de 745,50 euros HTVA ;

50 adaptateurs pour oreillette iPhone ci-dessus, pour un montant total de 516,00 euros HTVA.

3° de financer cette dépense par emprunt

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Aankoop communicatiemateriaal (inschrijving raamcontract Astrid CD-MP-OO-60) voor een bedrag van 66.185,70 euro excl BTW, oftewel 80.084,70 euro incl BTW - (Dossier ID 1203)

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 47 tweede paragraaf, die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de aankoop van nieuwe draagbare radioterminals nodig is;

Overwegende de draagbare radioterminals moeten vervuld worden door de hiervoor voorziene toebehoren;

Overwegende dat deze materialen dienen aangekocht te worden teneinde de goede werking van de communicatiematerialen van de politiezone te verzekeren;

Overwegende dat de naamloze vennootschap van publiek recht ASTRID een raamovereenkomst die openstaat voor de politiezones, heeft afgesloten voor de levering van communicatiemateriaal, bijhorende accessoires en het verlenen van de bijhorende diensten (raamcontract CD-MP-OO-60), met, onder andere, volgende firma :

- De firma Axians Telecom&Networks, Kruiskouter 1 te 1730 Asse, voor wat betreft de aankoop van radioapparatuur en het verlenen van de bijbehorende diensten (Astrid contract CD-MP-OO-60)

Dat de politiezone zich in deze opdracht kan inschrijven;

Overwegende dat het krediet dat de aankoop van deze communicatiematerialen toelaat is ingeschreven op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, artikel 330/744.51;

Overwegende dat het betaamt recht te doen gelden;

Besluit : bij hoofdelijke stemming

1° zich in te schrijven op de opdracht die openstaat voor de politiezones en die afgesloten werd door de naamloze vennootschap van publiek recht ASTRID (contract Astrid CD-MP-OO-60) voor de aankoop van mobiele radio's en hierop betrekking hebbende toebehoren;

2° om de totale uitgave van 66.185,70 euro exclusief BTW, oftewel 80.084,70 euro inclusief BTW, in te schrijven op artikel 300/744.51 van de buitengewone begroting van 2023, en dit op de volgende wijze :

Voor de Gecentraliseerde Gerechtelijke Dienst (GGD) en de Locale Recherche (LR) :

- 60 draagbare radio's, type "broekzakmodel" van het merk Airbus, type TH1n, voor een totaal bedrag van 33.247,80 euro excl. BTW;
- 70 interconnectiedozen (oortje type HDS-70 inbegrepen), ref AJH-1, voor draagbare radio Airbus TH1n, voor een totaal bedrag van 10.243,80 euro excl. BTW;
- 70 afstands PTT-knoppen (voor aansluiting op bovenvermelde AJH-1), voor draagbare radio TH1n, voor een totaal bedrag van 2.140,60 euro excl. BTW;

Voor de interventiediensten van de verschillende commissariaten :

- 200 oortjes type LEP130HL, voor draagbare radio Airbus THR880i, voor een totaal bedrag van 12.846,00 euro excl. BTW;
- 60 lederen riemslussen van 70 mm voor politieriem (met snelclip en drukknoppen), ref TH218, voor een totaal bedrag van 1.169,40 euro excl. BTW;
- 100 actieve houders voor bovenvermelde riemslus voor politieriem, type CRR-1, voor draagbare radio Airbus THR880i, voor een totaal bedrag van 1.928,00 euro excl. BTW;
- 60 microfoons en PTT 1dradig, ref J1-ELWK, voor draagbare radio Airbus THR880i, voor een totaal bedrag van 3.348,60 euro excl. BTW;
- 50 oortjes type iPhone (voor bovenvermelde referentie J1-ELWK), voor een totaal bedrag van 745,00 euro excl. BTW;
- 50 adapters voor bovenvermeld oortje type iPhone, voor een totaal bedrag van 516,00 euro excl. BTW.

3° om deze uitgave te financieren met een lening.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Marchés publics - Overheidsopdrachten

21 Achats de faible montant via une inscription (2023/151 - ID 1197).

1. Bases légales

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et ses modifications ultérieures, notamment

l'article 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

2. Antécédents et motivation

Considérant que le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (BOSA) a conclu le marché public suivant: « Livraison de fournitures de bureau avec ou sans label durable » (contrat FORCMS – FBBB – 127-01), valable jusqu'au 28 février 2025 et a désigné en qualité d'adjudicataire la firme Lyreco Belgium SA, sise rue du Fonds des Fourches 20 à 4041 Vottem;

Considérant qu'il y a lieu d'y acquérir les fournitures de bureau suivantes:

N°	Article 2023	Objet (quantité)	Références du marché	Montant estimé TVAC (total)
1	330/744-51	Plastifieuse (5)	FORCMS-FBBB-127-01 (Lyreco)	€ 1.000,00
2	330/744-51	Relieuse (3)	FORCMS-FBBB-127-01 (Lyreco)	€ 2.500,00

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 330/744-51;

Considérant que la zone de police en faisant fait appel à une centrale d'achat sur base de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation;

3. Décide : par appel nominal

- D'approuver l'inscription à l'accord-cadre susmentionné, conclu par le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (BOSA) avec la firme Lyreco Belgium SA, sise rue du Fonds des Fourches 20 à 4041 Vottem, en vue de l'acquisition de 5 plastifieuses et 3 relieuses;
- D'imputer la dépense totale estimée de 4.000,00 € TVAC, à l'article 330/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023;
- De financer l'investissement par un emprunt.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Aankopen van beperkte waarde via een inschrijving (2023/151 - ID 1197).

1. Wettelijke bepalingen

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 47§2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en later wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

2. Antecedenten en motivatie

Overwegende dat de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning (BOSA) de volgende de volgende openbare aanbesteding heeft afgesloten: “Levering van kantoorbenodigdheden met of zonder duurzaamheidslabel” – contract (FORCMS – FBBB – 127-01), geldig tot 28 februari 2025, en Lyreco Belgium NV heeft aangewezen als de opdrachtnemer, gevestigd in 4041 Vottem, Rue du Fonds des Fourches 20;

Overwegende dat het nodig is om de volgende kantoorbenodigdheden daar aan te schaffen:

Nr.	Artikel 2023	Onderwerp (hoeveelheid)	Referentie van de markt	Montant estimé incl. btw (totaal)
1	330/744-51	Plastificeermachine (5)	FORCMS-FBBB-127-01 (Lyreco)	€ 1.000,00
2	330/744-51	Bindmachine (3)	FORCMS-FBBB-127-01 (Lyreco)	€ 2.500,00

Overwegende dat het nodige krediet is opgenomen in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 330/744-51;

Overwegende dat de politiezone door beroep te doen op een opdrachtcentrale op basis van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, vrijgesteld is van de verplichtingen om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

3. Besluit : bij hoofdelijke stemming

- De goedkeuring van de inschrijving in het hierboven vermeld raamcontract, afgesloten door de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning (BOSA) met de firma Lyreco Belgium NV, gelegen in 4041 Vottem, Rue du Fonds des Fourches 20, met het oog op de aanschaf van 5 plastificeermachines en 3 bindmachines;
- De totaal geraamde uitgave van 4.000,00 € inclusief btw in te schrijven op artikel 330/744-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

- De investering met een lening te financieren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

22 **Acquisition de cachets - approbation cahier des charges, montant estimé, procédure de passation et opérateurs économiques à consulter (2023/156 - ID 1202).**

1. Bases légales

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1°;

2. Antécédents et motivation

Considérant la nécessité de régulièrement approvisionner les divers services de la zone de police en fournitures de bureau essentielles pour leur permettre d'accomplir correctement leurs missions;

Considérant que divers types de cachets administratifs et nominatifs en sont des éléments indispensables;

Considérant le cahier spécial des charges n° 2023/156 - ID 1202 relatif au marché de "Fourniture de cachets administratifs et nominatifs", établi par le Service Achats;

Considérant que cette mission se compose d'un seul lot;

Que les quantités pour les quatre prochaines années, figurant dans le tableau ci-dessous, sont des estimations basées sur les commandes des années précédentes;

Que les prix unitaires (une unité comprenant un cachet et un tampon encreur supplémentaire), indiqués dans le tableau, sont des estimations basées sur les tarifs actuellement en vigueur;

N°	Description cachet	Quantité par an	Prix unité HTVA	Montant total par an HTVA	Quantité totale pour marché complet (quatre ans)	Montant total (quatre ans) HTVA

1	Cachet administratif et tampon ancreur extra; Type: Trodat Printer 20 ou Printy 4911/4912 ou équivalent; Noir / Rouge	150	€ 12,35	€ 1.852,50	600	€ 7.410,00
2	Cachet nominatif et tampon ancreur extra; Type: Trodat Printer 30 ou Printy 4914 ou équivalent; Noir / Rouge	150	€ 15,20	€ 2.280,00	600	€ 9.120,00
3	Sceau corps de police et tampon ancreur extra; Type: Trodat Printer 50 rond ou Printy 52045 ou équivalent; Noir	50	€ 46,45	€ 2.322,50	200	€ 9.290,00

4	Cachet de service avec logo et tampon ancreur extra; Type: Trodat Printer 53 ou Printy 4924/4926 ou équivalent; Noir	20	€ 26,35	€ 527,00	80	€ 2.108,00
5	Cachet dateur et tampon ancreur extra; Type: En fonction de la nécessité; Noir	100	€ 37,38	€ 3.738,00	400	€ 14.952,00
Montant total estimé pour quatre ans HTVA						€ 42.880,00

Considérant que le montant total estimé pour ce marché est de € 42.880,00 HTVA ou € 51.884,80 TVAC (pour 48 mois);

Qu'une marge doit être prévue sur le montant total estimé pour d'éventuelles révisions de prix conformément aux dispositions du cahier des charges (point II.5);

Que le montant maximal des commandes est par conséquent estimé à € 47.500,00 HTVA ou € 57.475,00 TVAC (pour 48 mois);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable pour une période de 48 mois;

Qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de ce marché:

- Wyffels NV (BE 0435.180.996), Abraham Hansstraat 6 à 8800 Roeselare;
- Royal Posthumus NV (BE 0439.208.971, rue du Développement 7 à 4837 Baelen;
- Marcelis NV (BE 0417.854.224), Louis Theunckensstraat 8 à 1500 Hal;
- ABC Drukkerij BV (BE 0408.161.053), Halsesteenweg 40 à 9402 Ninove;

Que la date du 30 janvier 2024 à 10.00 heure est proposée comme date et heure limites d'introduction des offres;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024, à l'article 330/123-02, et sera inscrit au budget ordinaire des exercices suivants;

3. DECIDE : par appel nominal

- D'approover le cahier spécial des charges n° 2023/156 - ID 1202 et le montant estimé du marché « Fourniture de cachets administratifs et nominatifs », établis par le Service Achats; les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics; le montant estimé s'élève à € 42.880,00 HTVA ou € 51.884,80 TVAC (pour 48 mois); le montant maximal des commandes estimé sur 48 mois, compte tenu de la révision des prix, s'élève à € 47.500,00 HTVA ou € 57.475,00 TVAC;
- De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable;
- De consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - Wyffels NV (BE 0435.180.996), Abraham Hansstraat 6 à 8800 Roeselare;
 - Royal Posthumus NV (BE 0439.208.971, rue du Développement 7 à 4837 Baelen;
 - Marcelis NV (BE 0417.854.224), Louis Theunckensstraat 8 à 1500 Hal;
 - ABC Drukkerij BV (BE 0408.161.053), Halsesteenweg 40 à 9402 Ninove;
- De fixer la date et heure limites pour l'introduction des offres au 30 janvier 2024 à 10.00 heures;
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024, à l'article 330/123-02 et exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Aankoop van stempels – Goedkeuring lastvoorwaarden, geraamd bedrag, gunningswijze en te raadplegen ondernemers (2023/156 - ID 1202).

1. Wettelijke bepalingen

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 143.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

2. Antecedenten en motivatie

Overwegende de noodzaak om de diverse diensten van de politiezone regelmatig te bevoorraden van benodigde kantoorartikelen, zodat ze correct hun taken kunnen uitvoeren;

Overwegende dat verschillende soorten administratieve en nominatieve stempels daar onmisbare onderdelen van uitmaken;

Overwegende het bijzonder bestek met nr. 2023/156 - ID 1202 betreffende de opdracht “Levering van administratieve en nominatieve stempels”, opgesteld door de Aankoopdienst;

Overwegende dat deze opdracht bestaat uit één enkel perceel;

Dat de hoeveelheden voor de vier komende jaren, die opgenomen zijn in de tabel hieronder, ramingen zijn, gebaseerd op de bestellingen van de vorige jaren;

Dat de eenheidsprijzen (een eenheid bestaat uit een stempel en een extra stempelkussen), die opgenomen zijn in de tabel, ramingen zijn, gebaseerd op de huidige gangbare prijzen;

Nr.	Beschrijving stempel	Hoeveelheid per jaar	Eenheidsprijs excl. btw	Totaal bedrag per jaar excl. btw	Totaal aantal voor volledige markt (vier jaar)	Totaal bedrag (vier jaar) excl. btw
1	Administratieve stempel en extra stempelkussen; Type: Trodat Printer 20 of Printy 4911/4912 of gelijkwaardig; Zwart / Rood	150	€ 12,35	€ 1.852,50	600	€ 7.410,00
2	Nominatieve stempel en extra stempelkussen; Type: Trodat Printer 30 of Printy 4914 of gelijkwaardig; Zwart / Rood	150	€ 15,20	€ 2.280,00	600	€ 9.120,00

3	Zegel politiekorps en extra stempelkussen; Type: Trodat Printer 50 rond of Printy 52045 of gelijkwaardig; Zwart	50	€ 46,45	€ 2.322,50	200	€ 9.290,00
4	Dienststempel met logo en extra stempelkussen; Type: Trodat Printer 53 of Printy 4924/4926 of gelijkwaardig; Zwart	20	€ 26,35	€ 527,00	80	€ 2.108,00
5	Datumstempel en extra stempelkussen; Type: Afhankelijk van de noodzaak; Zwart	100	€ 37,38	€ 3.738,00	400	€ 14.952,00
Totaal geraamd bedrag voor vier jaar excl. btw						€ 42.880,00

Overwegende dat het totaal geraamde bedrag voor deze opdracht € 42.880,00 excl. btw of € 51.884,80 incl. btw bedraagt (voor 48 maanden);

Dat er bij het totaal geraamde bedrag een marge dient voorzien te worden voor mogelijke prijsherzieningen overeenkomstig de bepalingen van het bijzonder bestek (punt II.5);

Dat het maximale bestelbedrag € 47.500 excl. btw of € 57.475,00 incl. btw bedraagt (voor 48 maanden);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de

onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een periode van 48 maanden;

Dat voorgesteld wordt volgende ondernemers te raadplegen in het kader van deze opdracht:

- Wyffels NV (BE 0435.180.996), Abraham Hansstraat 6 te 8800 Roeselare;
- Royal Posthumus NV (BE 0439.208.971, rue du Développement 7 te 4837 Baelen;
- Marcelis NV (BE 0417.854.224), Louis Theunckensstraat 8 te 1500 Halle;
- ABC Drukkerij BV (BE 0408.161.053), Halsesteenweg 40 te 9402 Ninove;

Dat 30 januari 2024 om 10.00 uur wordt voorgesteld als limietdatum en limietuur voor het indienen van de offertes;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat is ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2024, op artikel 330/123-02, en zal ingeschreven worden in de gewone begroting van de volgende dienstjaren;

3. **BESLUIT** : bij hoofdelijke stemming

- Goedkeuring van het bijzonder bestek met nr. 2023/156 - ID 1202 en de raming voor de opdracht “Levering van administratieve en nominatieve stempels”, opgesteld door de Aankoopdienst; de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten; de raming bedraagt € 42.880,00 excl. btw of € 51.884,80 incl. btw (voor 48 maanden); het maximale bestelbedrag voor 48 maanden, rekening houdend met de prijsherzieningen, bedraagt € 47.500,00 excl. btw of € 57.475,00 incl. btw;
- Bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- Volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - Wyffels NV (BE 0435.180.996), Abraham Hansstraat 6 te 8800 Roeselare;
 - Royal Posthumus NV (BE 0439.208.971, rue du Développement 7 te 4837 Baelen;
 - Marcelis NV (BE 0417.854.224), Louis Theunckensstraat 8 te 1500 Halle;
 - ABC Drukkerij BV (BE 0408.161.053), Halsesteenweg 40 te 9402 Ninove;
- De limietdatum en het limietuur voor de indiening van de offertes vast te leggen op 30 januari 2024 om 10.00 uur;
- Deze uitgave te financieren met het krediet dat ingeschreven is in de gewone begroting van het dienstjaar 2024, op artikel 330/123-02 en in de gewone begroting van de volgende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Marchés publics - Overheidsopdrachten

- 23 **Nettoyage mobile à la vapeur du charroi de la zone de police 5344 (4 ans) – Approbation des conditions, du montant estimé et du mode de passation – Montant maximal de la commande : € 300.000,00 hors TVA ou € 363.000,00 TVA comprise (pour 4 ans) – Dossier 2023/101 – ID 1147**

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le marché N° 2018/16 – ID 532 relatif au marché « Nettoyage des véhicules de services (4 ans) », attribué le 14 mars 2019 à la société Kose Cleaning est arrivé à l'échéance de plein droit le 09 juin 2023 ;

Considérant qu'il est nécessaire de confier le nettoyage des véhicules de service à une société privée, un avenant au marché « 2021/112 – ID 906 « Autres services de nettoyage que le nettoyage régulier des bâtiments de la zone de police 5344 » a été établi, confiant ainsi le nettoyage urgent des véhicules de la zone de police à la société APS Cleaning ; que cet avenant est d'application uniquement pendant la période nécessaire à l'attribution d'un nouveau marché pour ces services.

Vu que les nouvelles technologies permettent un lavage plus écologique en ce qui concerne l'utilisation des produits, la quantité d'eau utilisée pour un lavage ou encore la quantité des déchets produits, la Direction Matériels et Moyens a prospecté le marché afin de pouvoir établir la partie technique pour un marché utilisant la technologie de lavage à la vapeur ;

Que cette technique de lavage doit se faire avec l'utilisation d'une unité mobile indépendante et autonome qui doit permettre le nettoyage intérieur et extérieur de notre charroi ;

Considérant le cahier des charges N° 2023/101- ID 1147 relatif au marché "Nettoyage mobile à la vapeur du charroi de la zone de police 5344 (4 ans)" établi par le Service Achats ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 48 mois (4 ans);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 246.720,00 hors TVA ou € 298.531,20, 21% TVA comprise (pour 4 ans);

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont elle aura besoin ;

Qu'une marge doit dès lors être prévue dans le montant total estimé pour d'éventuelles révisions de prix et de prestations supplémentaires par rapport à ce qui a été estimé ;

Que le montant maximal de la commande s'élève dès lors à € 300.000,00 hors TVA ou € 363.000,00 TVA comprise (pour 4 ans) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024 et des exercices suivants, à l'article 330/127-06 ;

DECIDE: par appel nominal

1. D'approuver le cahier des charges N° 2023/101- ID 1147 et le montant estimé du marché "Nettoyage mobile à la vapeur du charroi de la zone de police 5344 (4 ans)", établis par le Service Achats. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 246.720,00 hors TVA ou € 298.531,20, 21% TVA comprise (pour 4 ans).

Le montant maximal de la commande s'élève à € 300.000,00 hors TVA ou € 363.000,00 TVA comprise (pour 4 ans).

2. De passer le marché par la procédure ouverte.

3. De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

4. De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle.

5. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2024 et des exercices suivants à l'article 330/127-06.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Mobiele stoomreiniging van het wagenpark van de politiezone 5344 (4 jaar) – Goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de gunningsprocedure – Maximaal bestelbedrag: € 300.000,00 excl. btw of € 363.000,00 incl. btw (voor 4 jaar) – Dossier 2023/101 – ID 1147

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de opdracht "Schoonmaken van dienstvoertuigen (4 jaar)" met nr. 2018/16 - ID 532, gegund op 14 maart 2019 aan de firma Kose Cleaning, van rechtswege beëindigd werd op 09 juni 2023;

Overwegende dat, doordat het schoonmaken van de dienstvoertuigen aan een privébedrijf dient te worden toevertrouwd, er een bijakte aan de opdracht "Andere schoonmaakdiensten dan de reguliere schoonmaak van gebouwen in politiezone 5344" met nr° 2021/112 - ID 906 werd opgesteld, waardoor de dringende schoonmaken van de voertuigen in de politiezone aan het bedrijf APS Cleaning werd

toevertrouwd;

Overwegende dat deze bijakte slechts van toepassing is gedurende de voor het gunnen van de nieuwe opdracht voor deze diensten noodzakelijke periode;

Gelet op het feit dat de nieuwe technologieën een meer ecologische manier van reinigen mogelijk maken wat betreft het gebruik van producten, de hoeveelheid water die voor het wassen wordt gebruikt en de hoeveelheid afval die wordt geproduceerd, heeft de directie Materiaal en Middelen de markt bestudeert om de technische specificaties voor een opdracht met stoomreinigingstechnologie te kunnen opstellen.

Dat deze reinigingstechniek bestaat uit het gebruik van een onafhankelijke, autonome mobiele eenheid voor het reinigen van de binnen- en buitenkant van ons wagenpark.

Overwegende het bestek met 2023/101- ID 1147 betreffende de opdracht “Mobiele stoomreiniging van het wagenpark van de politiezone 5344 (4 jaar)”, opgesteld door de Aankoopdienst;

Overwegende dat de opdracht zal afgesloten worden voor een duur van 48 maanden (4 jaar);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de drempelbedragen van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat het globaal geraamde bedrag voor deze opdracht € 246.720,00 excl. btw of € 298.531,20 incl. btw (voor 4 jaar) bedraagt;

Overwegende dat het bestuur bij het opstellen van de voorwaarden voor deze opdracht niet in staat is om de benodigde hoeveelheden precies te bepalen;

Dat er bij het totaal geraamde bedrag derhalve een marge dient voorzien te worden voor mogelijke prijswijzigingen en bijkomende prestaties bovenop hetgeen geraamd werd;

Dat het maximale bestelbedrag derhalve € 300.000,00 excl. btw of € 363.000,00 incl. btw bedraagt (voor 4 jaar);

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat is ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2024 en volgende dienstjaren, op artikel 330/127-06;

BESLUIT: bij hoofdelijke stemming

1. Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2023/101- ID 1147 en de raming voor de opdracht “Mobiele stoomreiniging van het wagenpark van de politiezone 5344 (4 jaar)”, opgesteld door de Aankoopdienst. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 246.720,00 excl. btw of € 298.531,20 incl. 21% btw (voor 4 jaar). Het maximale bestelbedrag bedraagt € 300.000,00 excl. btw of € 363.000,00 incl. btw (voor 4 jaar).

2. Bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure.

3. De aankondiging van de opdracht in te vullen en bekend te maken op nationaal en Europees niveau.

4. Deze beslissing over te maken aan de voogdijoverheid met het oog op de uitoefening van de voogdij.

5. Deze uitgave te financieren met het krediet dat is ingeschreven op de gewone begroting van het dienstjaar 2024, op artikel 330/127-06 en volgende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.
19 stemmers : 19 positieve stemmen.

24 **Renouvellement des licences UFED 4 PC Ultimate via l'accord de coopération interzonale pour le développement, l'utilisation et la maintenance de solutions policières de la Police Locale d'Anvers – Dossier 2023/174 - ID 1220**

1. Dispositions légales

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 11 et 33;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-capitale;

Vu l'article 31 de la loi sur les marchés publics du 17 juin 2016;

Vu l'article 7/1, 1° de la loi sur la fonction de Police;

Vu la circulaire ministérielle PLP 27 du 4 novembre 2002 relative à l'intensification et à la promotion de la coopération interzonale.

2. Motivation et antécédents

Considérant que depuis 2011, la Brigade Judiciaire Centralisée de la zone de police dispose d'une solution d'extraction de données et d'analyse de données téléphoniques "Cellebrite" (solution UFED - Universal Forensic Extraction Device) permettant de déverrouiller n'importe quel smartphone et d'extraire automatiquement une foule de données telles que les SMS et autres photos des smartphones verrouillés;

Que cette solution est utilisée quotidiennement par la Brigade Judiciaire Centralisée, mais aussi par les Recherches Locales de la zone de police dans le cadre de leurs enquêtes;

Que la zone de police a acquis plusieurs solutions UFED afin de rendre la solution plus directement disponible aux enquêteurs;

Qu'après analyse de l'utilisation effective des solutions UFED au sein de la zone de police, il appert que le maintien d'un nombre de 3 solutions UFED est suffisant pour répondre aux besoins;

Considérant que les solutions UFED font l'objet d'un renouvellement annuel de la licence pour leur entretien et les mises à jour;

Considérant que le Conseil de police du 20 novembre 2023 a approuvé le lancement d'un marché public et le cahier des charges N° 2023/120 - ID 1166 relatif au marché "Marché pluriannuel pour la fourniture de 3 licences des systèmes d'extraction de données et d'analyse de données téléphoniques "Cellebrite" (UFED 4 PC Ultimate) de la zone de police 5344", établi par le Service d'Achats;

Considérant qu'il appert qu'il est aussi possible et plus rapide de renouveler les 3 licences UFED 4 PC Ultimate, en acquérant cette solution auprès de la Police Locale d'Anvers via le nouveau « Accord de coopération interzonale pour le développement, l'utilisation et la maintenance de solutions policières » du 25 septembre 2023; Que selon l'accord de coopération de la Police Locale d'Anvers, des frais annuels d'administration et d'assistance s'élevant à 4 % du prix total s'appliquent;

Considérant que le montant estimé de cette dépense s'élève à € 100.000,00 hors TVA ou € 121.000,00, 21% TVA comprise (pour 4 ans);

Que les frais d'administration et d'assistance annuels s'élèvent par conséquent à 4.000,00 € hors TVA

ou 4.840,00 € TVAC pour 4 ans;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 330/123-13 et sera inscrit au budget des exercices suivants;

DECIDE : par appel nominal

1. D'approuver le renouvellement de 3 licences UFED 4 PC Ultimate en acquérant cette solution auprès de la Police Locale d'Anvers via le nouveau « Accord de coopération interzonale pour le développement, l'utilisation et la maintenance de solutions policières »;
2. D'imputer la dépense estimée totale de € 104.000,00 hors TVA ou € 125.480,00 TVA 21% comprise à l'article 330/123-13 du budget ordinaire de l'exercice 2023 et des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.
19 votants : 19 votes positifs.

Vernieuwing van de licenties UFED 4 PC Ultimate via de "Interzonale samenwerkingsovereenkomst voor de ontwikkeling, het gebruik en het onderhoud van politionele oplossingen » – Dossier 2023/174 - ID 1220

1. Wettelijke bepalingen

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 11 en 33;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 31 van de wet op de overheidsopdrachten van 17 juni 2016;

Gelet op artikel 7/1, 1° van de wet op het politieambt;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 27 van 4 november 2002 inzake intensifiëring en bevordering van de interzonale samenwerking.

2. Motivatie en achtergrond

Overwegende dat de Gecentraliseerde Gerechtelijke Brigade van de politiezone sinds 2011 beschikt over een oplossing voor het extraheren en analyseren van telefoongegevens "Cellebrite" (UFED-oplossing - Universal Forensic Extraction Device) die elke smartphone kan ontgrendelen en automatisch een groot aantal gegevens zoals sms-berichten en andere foto's van vergrendelde smartphones kan extraheren;

Dat deze oplossing dagelijks wordt gebruikt door de Gecentraliseerde Gerechtelijke Brigade, maar ook door de lokale recherche van de politiezone als onderdeel van hun onderzoeken;

Dat de politiezone verschillende UFED-oplossingen heeft aangeschaft om de oplossing directer beschikbaar te maken voor onderzoekers;

Dat na analyse van het werkelijke gebruik van UFED-oplossingen binnen de politiezone blijkt dat het handhaven van een aantal van 3 UFED-oplossingen voldoende is om aan de behoeften te voldoen;

Overwegende dat UFED-oplossingen jaarlijks moeten worden vernieuwd voor onderhoud en updates;

Overwegende dat de politieraad van 20 november 2023 de opstart van een overheidsopdracht en het bestek met nr. 2023/120 - ID 1166 betreffende de opdracht "Meerjarenopdracht voor de levering van 3

licenties inzake de systemen voor gegevensextractie en analyse van telefoongegevens "Cellebrite" (UFED 4 PC Ultimate) van de politiezone 5344", opgesteld door de Aankoopdienst, heeft goedgekeurd;

Overwegende dat blijkt dan het verlengen van de 3 licenties UFED 4 PC Ultimate ook mogelijk en sneller is door deze oplossing aan te kopen via de nieuwe "Interzonale samenwerkingsovereenkomst voor de ontwikkeling, het gebruik en het onderhoud van politionele oplossingen" van 25 september 2023 van de Lokale Politie Antwerpen; Dat volgens het Samenwerkingsakkoord van de Lokale Politie Antwerpen er jaarlijks administratieve en ondersteuningskosten van 4% van de totale prijs van toepassing zijn;

Overwegende dat het geraamde bedrag voor deze uitgave € 100.000,00 excl. btw of € 121.000,00 incl. 21% btw bedraagt (voor 4 jaar);

Dat de jaarlijkse administratieve en ondersteuningskosten daarom € 4.000,00 exclusief btw of € 4.840,00 inclusief btw voor 4 jaar bedragen;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat is ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 330/123-13 en zal ingeschreven worden in de begroting van de volgende dienstjaren;

BESLUIT: bij hoofdelijke stemming

1. Goedkeuring te verlenen aan de verlenging van 3 licenties UFED 4 PC Ultimate door deze oplossing aan te kopen via de nieuwe "Interzonale samenwerkingsovereenkomst voor de ontwikkeling, het gebruik en het onderhoud van politionele oplossingen" van de Lokale Politie Antwerpen;
2. De totale geraamde uitgaven van € 104.000,00 exclusief btw of € 125.480,00 inclusief 21% btw te financieren met het krediet dat ingeschreven is in de gewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 330/123-13 en in de begroting van de volgende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Personnel - Personeel

25 Ouverture de places pour le cycle de mobilité 2023/05 + Erratum

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégrée, structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police ;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et plus particulièrement ses articles VI.II.15 et suivants ;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu la circulaire GPI 15 du 24 janvier 2002 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein des services de la police intégrée, structurée à deux niveaux, à l'usage des autorités locales responsables des zones de police et GPI 15 bis du 25 juin 2002 concernant l'étape du cycle de mobilité succédant à la publication des emplois vacants et l'introduction des candidatures, portant des éclaircissements quant à l'application de la réglementation sur la position juridique en matière d'engagement externe

de personnel CALog dans la police intégrée, structurée à deux niveaux, et en matière de glissements internes ;

Vu la délibération du Conseil de police, en date du 4 novembre 2008, approuvant le nouveau cadre organique de la zone de police ;

Considérant que l'effectif actuel est déficitaire et que la situation risque encore de s'aggraver ;

Considérant que les cycles de mobilité se chevauchent quant aux départs et arrivées du personnel et qu'il n'est pas possible d'avoir une situation arrêtée sur l'effectif de la zone de police ;

Considérant qu'à chaque cycle de départ, il sera possible de rééquilibrer, si besoin est, les effectifs dans un sens ou dans l'autre ;

Considérant que l'agenda des cycles de mobilité a été modifié par la Police Fédérale ;

Considérant qu'il est important de recruter rapidement du personnel pour des fonctions spécifiques afin de pouvoir assurer le fonctionnement optimal de la zone de police ;

Vu la proposition du Collège de police ;

DECIDE : par appel nominal

1. De procéder à l'ouverture des emplois suivants dans le cadre de la mobilité 2023/05 + Erratum :

2 agents de police - Circulation (+réserve)

2 inspecteurs de police – Lois sociales (+réserve)

5 inspecteurs de police - Intervention (+réserve)

1 inspecteur de police - K9 (+réserve)

2 inspecteurs de police - Radar (+réserve)

2 inspecteurs de police – Pilier Judiciaire (+réserve)

1 inspecteur de police – Pilier Judiciaire OSINT (+réserve)

2 inspecteurs de police – Motard (+réserve)

1 inspecteur de police – Cel. Huissiers (+réserve)

3 inspecteurs principaux de police - Intervention (+réserve)

1 inspecteur principaux de police – Pilier judiciaire (+réserve)

1 inspecteur principal de police – Pilier judiciaire section INFO (+réserve)

1 inspecteur principal de police – Pilier judiciaire Moeurs (+réserve)

1 inspecteur principal de police – Encadrement Pilier Ops Com (+réserve)

2 inspecteurs principaux de police – EPO (+réserve)

3 commissaires de police – Encadrement commissariat ou unité (+réserve)

1 calog niveau A – Dir fin Budget (+réserve)

1 calog niveau C – Conseiller en prévention A2 (+réserve)

1 calog niveau A – Dir Pers Talents

1 calog niveau A – DMM directeur Adjoint

1 calog niveau A – Cellule Discipline

1 calog niveau A – Cabinet Chef de corps

1 calog niveau B – Secrétariat au sein d'un commissariat

1 calog niveau B – Dir IT Helpdesk

2 calog niveau B – Dir IT Système

1 calog niveau B – Dir Pers Assurances

1 calog niveau B – Dir Pers

1 calog niveau B – DPZ

2. D'arrêter les descriptions, les profils, les modes de sélection et les délais de candidature et de sélection de ces différentes fonctions sur la base des documents joints à la présente délibération ;

3. De sélectionner les candidats sur la base d'un entretien avec le Chef de corps ou l'officier/Niveau A qu'il désigne ;

4. Que si aucun candidat n'est retenu pour les postes vacants, ceux-ci peuvent être republiés via Jobpol en utilisant la procédure de recrutement externe.

Le Conseil approuve le point.

19 votants : 19 votes positifs.

Openstelling van betrekkingen voor de mobiliteitscyclus 2023/05 + Erratum

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en meer in het bijzonder zijn artikelen VI.II.15 en volgende;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;

Gelet op de omzendbrief GPI 15 van 24 januari 2002 betreffende de toepassing van de mobiliteitsregeling in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, ten behoeve van de lokale verantwoordelijke overheden in de politiezones en GPI 15 bis van 25 juni 2002 betreffende de mobiliteitscyclus, inzonderheid de etappe volgend op de vacantstelling van de ambten en de kandidaatstellingen, houdende verduidelijkingen inzake de toepassing van de rechtspositieregeling betreffende de externe werving van CALog-personeel in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, en betreffende bepaalde interne verschuivingen;

Gelet op de beraadslaging van de politieraad van 04 november 2008 tot goedkeuring van de nieuwe personeelsformatie van de politiezone;

Overwegende dat het huidig effectief deficitair is en dat deze situatie nog kan verslechteren;

Overwegende dat de mobiliteitscycli elkaar overlappen wat betreft het vertrekken en het aankomen van het personeel en dat het niet mogelijk is om de toestand op het vlak van de effectieven van de zone definitief vast te stellen;

Overwegende dat het bij elke vertrekcyclus mogelijk zal zijn om, indien nodig, het effectief weer in evenwicht te brengen in de ene of de andere richting;

Gelet op de ministeriële omzendbrief GPI 73 van 14 mei 2013 betreffende de aanwerving, de selectie en de opleiding van de personeelsleden van het basiskader van de politiediensten, die een « aspirantenmobiliteit » creëert, die voorgesteld wordt aan de aspiranten bij het begin van de opleiding;

Overwegende dat het belangrijk is snel personeel aan te werven voor specifieke functies teneinde de optimale werking van de politiezone te kunnen verzekeren;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming

1. De volgende verklaring van de betrekkingen uit te voeren in het kader van de mobiliteit 2023/05 + Erratum:

2 agenten van politie - verkeersdienst (+reserve)

1 inspecteur van politie – Sociale wetgeving (+reserve)

5 inspecteurs van politie - Interventie (+reserve)

2 inspecteurs van politie - K9(+reserve)

2 inspecteurs van politie – Gerechtelijke pijler (+reserve)

1 inspecteur van politie – Gerechtelijke pijler OSINT (+reserve)

2 inspecteurs van politie - Radar (+reserve)

2 inspecteurs van politie - Motorrijder (+reserve)

1 inspecteur van politie – Cel deurwaarders (+reserve)

3 hoofdinspecteurs van politie - Interventie (+reserve)

1 Gespecialiseerd hoofdinspecteur van politie - Gerechtelijke pijler Zeden (+reserve)

1 hoofdinspecteur van politie - Gerechtelijke pijler (+reserve)

1 hoofdinspecteur van politie - Gerechtelijke pijler sectie INFO (+reserve)

1 hoofdinspecteur van politie – Omkadering Pijler Ops Com (+reserve)

2 hoofdinspecteurs van politie - APO (+reserve)

3 commissarissen van politie - Omkadering commissariaat of eenheid (+reserve)

1 calog niveau A – Dir fin Budget (+réserve)

1 calog niveau C – Preventieadviseur A2 (+réserve)

1 calog niveau A – Dir Pers Talent

1 calog niveau A – DMM Adjunct directeur

1 calog niveau A – Cel Discipline

1 calog niveau A – Kabinet Korpschef

1 calog niveau B – Secretariaat in een commissariaat

1 calog niveau B – Dir IT Helpdesk

2 calog niveau B – Dir IT Systeem

1 calog niveau B – Dir Pers Verzekeringen

1 calog niveau B – Dir Pers

1 calog niveau B – DPZ

2. De beschrijvingen, de profielen, de selectiewijzen en de termijnen voor kandidaatstelling en de selectie van deze verschillende functies vast te leggen op basis van de documenten bijgevoegd bij huidige beraadslaging;

3. De kandidaten te selecteren op basis van een onderhoud met de Korpschef of de officier/Niveau A die aangeduid is ;

4. Dat indien er voor de opengestelde plaatsen geen geschikte kandidaten worden weerhouden, deze opnieuw kunnen worden gepubliceerd via Jobpol via de externe wervingsprocedure.

De Raad keurt het punt goed.

19 stemmers : 19 positieve stemmen.

Interpellations - Interpellaties

26 Question orale de Monsieur Talhi Hicham concernant l'acquisition et l'utilisation du logiciel de reconnaissance faciale par la zone de police en 2019

Monsieur le Chef de Corps,

Je me permets de vous adresser cette question qui concerne l'achat et l'utilisation d'un logiciel de reconnaissance faciale par notre zone de police, décision prise lors du conseil de police du 18 juin 2019. Cette interrogation s'inscrit dans un contexte de préoccupations croissantes relatives aux technologies de surveillance et leur impact sur les droits fondamentaux des citoyens.

Je souhaite rappeler que l'usage de la reconnaissance faciale dans l'espace public soulève d'importantes questions éthiques et juridiques. Plusieurs associations, dont la Ligue des droits humains, Ciré, Mémoire coloniale, Tactic ASBL et Technopolice.be, ont signé une pétition visant l'interdiction de l'usage de la reconnaissance faciale. Cette initiative, issue de la campagne de sensibilisation #ProtectMyFace de 2023, met en lumière les dangers et les conséquences de l'utilisation de tels logiciels dans notre société.

Les inquiétudes sont particulièrement centrées sur les atteintes aux libertés individuelles, le risque accru de surveillance de masse, la discrimination potentielle envers des groupes minoritaires, ainsi que les questions liées à la sécurité des données. Ces risques sont exacerbés par le manque de précision et d'efficacité de la technologie de reconnaissance faciale, comme le démontrent diverses études et rapports.

En outre, de nombreux citoyens belges expriment leur indignation face à l'utilisation de ces logiciels. Ceci est d'autant plus préoccupant dans un contexte où l'intelligence artificielle occupe une place croissante dans notre quotidien.

Je note également qu'actuellement, en Belgique, l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale n'est encadrée par aucun cadre réglementaire et juridique spécifique. Malgré cette absence de loi, la reconnaissance faciale a été utilisée à plusieurs reprises, notamment par la police fédérale belge à l'aéroport de Zaventem en 2017 et 2019, ainsi que lors des réunions Europol en 2019 et 2020.

Ces expérimentations, réalisées dans un cadre juridique flou, ont pris fin suite à l'intervention de l'Organe de contrôle de l'information policière. Il est également à noter qu'en 2019, plusieurs enquêteurs de la police fédérale belge ont utilisé le logiciel de reconnaissance faciale Clearview.

Dans ce contexte, mes questions concernant l'achat et l'utilisation du logiciel israélien Briefcam par notre zone de police sont les suivantes :

Sur quelle base légale la zone de police a-t-elle procédé à l'achat du logiciel de reconnaissance faciale en 2019 ?

Quelle a été l'utilisation concrète de ce logiciel depuis son acquisition jusqu'à aujourd'hui ?

Qui a pris la décision d'acquérir ce logiciel et dans quel but spécifique ?

Réponse :

La zone de police n'a pas acheté le programme briefcam, ni un autre programme de reconnaissance faciale.

Au conseil de juin 2019, dans le cadre de l'achat d'un programme d'analyse d'images, 3 logiciels ont été comparés. Il s'agit d'une réponse à un besoin formulé par la brigade judiciaire centralisée, qui, dans le cadre des enquêtes judiciaires qu'elle mène, doit régulièrement analyser de gros volumes d'images.

Suite à cette évaluation, le programme pour lequel une licence a été achetée était Kinescence. Depuis lors, cette licence a été renouvelée chaque année. Le programme permet au personnel non technique de collecter, traiter, rechercher, examiner, marquer des images et d'exporter les résultats de leurs recherches.

Existe-t-il des rapports ou des analyses évaluant l'efficacité et l'impact de ce logiciel dans le cadre des opérations de la zone de police ?

Réponse :

La plus-value opérationnelle de l'outil est réévaluée annuellement.

Notre zone utilise-t-elle d'autres outils de reconnaissance faciale ? Si oui, lesquels et sur quelle base légale ?

Réponse :

Non.

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Mondelinge vraag van de heer Talhi Hicham over de aanschaf en het gebruik van gezichtsherkenningsoftware door de politiezone in 2019 ;

De Raad keurt het punt goed.
19 stemmers : 19 positieve stemmen.

27 **Question orale de Monsieur Talhi Hicham concernant le jugement récemment prononcé dans l'affaire tragique de Sabrina El Bakkali et Ouassim Toumi.**

Monsieur le Chef de Corps,

Je m'adresse à vous dans le contexte du jugement récemment prononcé dans l'affaire tragique de Sabrina El Bakkali et Ouassim Toumi. Trois officiers de police de la Zone Capitale-Ixelles ont été reconnus coupables d'homicide involontaire en raison d'une course-poursuite jugée disproportionnée et comportant des prises de risques inutiles par le tribunal. Ce jugement soulève des questions importantes sur les pratiques actuelles et les protocoles en vigueur au sein de notre zone policière, notamment en ce qui concerne les courses-poursuites.

De plus, le communiqué du chef de Corps, Monsieur Govaert, dans lequel il déclare : "Je réitère ma confiance en nos inspecteurs de police et soutiens tous les collègues qui œuvrent chaque jour pour une société plus sûre. Nous analyserons le présent jugement et envisagerons les démarches à suivre", peut être perçu comme maladroit et semble jeter un trouble sur les relations déjà difficiles entre les policiers et une partie de la population. En effet, l'absence de remise en question malgré la condamnation des agents peut envoyer un signal d'impunité.

À cet égard, pourriez-vous nous informer si vous avez pris connaissance de ce jugement et des détails spécifiques de cette affaire ? Cette situation vous a-t-elle amené à envisager la mise en place de nouvelles directives ou la révision des procédures existantes pour les agents d'intervention ? Est-il prévu d'organiser des séances de formation supplémentaires ou des rappels sur les procédures à suivre lors de courses-poursuites pour garantir la sécurité de toutes les parties impliquées et prévenir la survenue de telles tragédies à l'avenir ?

Je ne doute pas, comme le montre clairement votre déclaration de politique générale, que vous vous efforcez d'améliorer la sécurité et l'efficacité des opérations des agents de notre zone. Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Réponse :

Nous avons effectivement pris connaissance du jugement du tribunal de police de Bruxelles. Ce jugement et les conséquences éventuelles pour le cadre policier des poursuites ont été abordés en conférence des Chefs de Corps entre responsables des zones Bruxelloises. Un groupe de travail sera constitué afin de mener une réflexion concernant les poursuites et une approche cohérente sur le territoire de la région.

En interne, en plus des dispositions relatives à la conduite prioritaire dans le code de la route, le cadre policier (police intégrée) la directive ministérielle MFO7[1] détermine les niveaux de responsabilité en cas d'événement transzonal non planifiés ou imprévus.

La responsabilité finale revient au Chef de corps pour les zones de police, mais il (elle) n'a pas toujours la possibilité d'assurer immédiatement ses tâches de direction dans le cas d'événements non planifiés (c'est ce que l'on appelle la phase réflexe), la circulaire donne des précisions sur ce que doivent faire les premiers services de police confrontés à un tel événement.

Selon la MFO-7, pendant la phase réflexe, la direction opérationnelle est exercée par le dispatching concerné (le Centre d'Information et de Communication ou le dispatching zonal), fonctionnant comme "Silver Commander". Pour les poursuites, la MFO-7 stipule expressément que le dispatching (CIC ou dispatching zonal) prend toutes les mesures qui s'imposent, en ce compris la décision de continuer ou d'arrêter la poursuite. Le dispatching est donc compétent pour interrompre ou adapter les actions déjà entreprises par les équipes de police sur le terrain.

Ce cadre de travail a été rappelé en interne.

[1] *La directive ministérielle MFO-7 a été publiée au Moniteur du 23 mai 2014. Elle comporte des normes contraignantes pour les interventions policières lors de situations de crise aiguës. Elle précise le rôle et la responsabilité qu'assument les différents intervenants lors d'événements transzonal non planifiés ou imprévus, tels que des poursuites sur de longues distances.*

Mondelinge vraag van de heer Talhi Hicham over het onlangs uitgesproken vonnis in de tragische zaak van Sabrina El Bakkali en Ouassim Toumi.

Levée de la séance à 19:30
Opheffing van de zitting om 19:30

Le Secrétaire,
De Secretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Claire Devoet

Cécile Jodogne